

1936
1938

COMMISSION du Commerce,
et des Industries, de l'industrie, du travail
(ANNÉE 1937.)

Président

Président

M. DUROUX.

Vice-Président

MM. BENDER, Victor L.

Vice-Présidents.

MM. BENDER, Victor L.

Secrétaires :

MM. DECROZE, Robert THOUMYRE.

Membres :

MM.

X Jean AMAT.
X Paul BERSEZ.
X Jean BOSCH.
X CAILLIER.
X René COTY *X René Couvreset*
X DEMESMAY.
X ESCANDE.
X FÈVRE. X
X FROGET.
GAUTIER.
Justin GODART.
X Georges de GRANDMAISON.
X James HENNESSY.
X Paul JACQUIER.
X Paul LAFFONT.
LEDERLIN.

MM.

Moïse LÉVY.
X Anatole MANCEAU.
X MANDO.
X Eugène MULLER.
X OSTERMANN.
X Albert OUVRE.
X PERDRIX. *Périers X*
X PRESSEQ.
X RAYNALBY.
Adrien RICHARD.
X Léopold ROBERT.
Maurice de ROTHSCHILD.
X Edouard ROUSSEL.
X TOY-RIONT. *signé X*
X Georges UMO.

10



Commission du Commerce

Année 1936 (Suite)

Séance du mercredi 29 juillet 1936

La séance est ouverte à 14 h.

Présidence de M. Durouf.

Présents : M. M. Durouf, Baudot, J. Bosc, Feire,
Gautherot, J. Godart, Hamelin, Rivise-Litz,
Loutin, Miller, Manceau, Ours,
Peneq, Reynaldy, Thourimpe, Fay-Riout

Nomination d'un rapporteur.

M. Justin Godart est nommé rapporteur du
projet de loi relatif à l'ouverture des boulangeries

Crédit à l'artisanat.

La Com.^{me} remet à plus tard la désignation
d'un rapp.^{eur}, le gouv.^t préparant un projet
d'ensemble pour l'organisation du crédit au
commerce et à l'industrie.

Voyageurs de Commerce (suite)

M. Rogé assiste à la discussion.

M. J. Godart, rapp.^{eur} revenant sur la distinc-
tion établie entre le "contrat de service" et
le "mandat", demande à M. Rogé, spécialiste
en cette matière, de faire connaître à la Com.^{me}

M. Rogé, sur question de M. Reynaldy,
répond qu'il n'y a aucune stipulation écrite dans le
contrat, indiquant bien qu'il s'agit d'un con-
trat de service, le voyageur de Commerce est
tenu d'une obligation de mandat.

La Commission adopte ce pt de vue

M. J. Godart poursuit alors l'examen des
articles.

Une discussion s'engage sur un amendement

2
ment de M. Thonnayre à l'art. 198 au sujet des cas de
force majeure et de faute grave des voyageurs.

M. Thonnayre, appuyé par M. Rose, obtient la suppression du mot "grave". D'autre part, M. Rose précise que juridiquement il lui paraît inadmissible de prévoir le cas de force majeure pour fixer une indemnité. En visant l'accident ou la maladie on n'entend nullement couvrir la force majeure qui doit être exclue des cas donnant droit à indemnité en cas de résiliation du contrat fait sans détermination de durée.

La Commission, malgré l'opinion contraire de M. Fèvre, adopte ce point de vue.

A l'article 199, la Com. rejette sur avis de M. Thonnayre demandant la suppression de la disposition relative au privilège.

M. J. Goutart devra donc modifier son rapport dans le sens des amendements adoptés par la Commission, de MM. Thonnayre et Maucour relatifs :
1° à la distinction entre louage de service et travail,
2° aux cas d'indemnité - résiliation du contrat -

Artisanat - Apprentissage

M. Thonnayre donne connaissance de son rapport sur la prop. qui concerne l'apprentissage dans les entreprises artisanales.

La prop. réglemente minutieusement les conditions dans lesquelles les chambres de métiers participent à l'organisation de cet apprentissage, en favorisent le développement et en surveillent l'inspection.

M. Thonnayre est autorisé à déposer son rapport concluant à l'adoption intégrale du texte de la Com.
L'Assemblée se sépare à 11 h 45.

Le Président

Thonnayre

3

Séance du Jeudi 30 juillet 1936

Présidence de M. Durouy

La Séance est ouverte à 14 heures

Présents: M. Durouy, Decroze, Fèvre, Gautherot, Lourties.

Microbes pathogènes.

M. Gautherot donne connaissance des avis sur la proposition adoptée par la chambre sur la détention des cultures de microbes pathogènes et des produits qui en découlent.

Il s'agit, pour l'intérêt ^{justifié et} de cette sécurité, d'appliquer le principe d'ordre public devant lequel la Cour s'incline à certainement, l'adoption de la proposition pour objet de mettre fin à certains faits, très criminels et à des accidents fréquents résultant de la tolérance observée jusqu'à ce jour.

D'ailleurs, ajoute M. Gautherot, cette interdiction ne vise pas les spécialistes, docteurs, pharmaciens, vétérinaires qui, sous réserve d'un contrôle sérieux, poursuivent, dans l'intérêt de recherches scientifiques, continuer à détenir ces produits.

L'avis de M. Gautherot est approuvé!

Nominations d'un rapporteur pour avis.

M. Decroze accepte ce rapport pour avis le projet de loi voté par la chambre sur l'organisation du marché carbonnier. Il se mettra en rapport avec M. Lourties, rapporteur de ce projet au sein de la Commission des mines.

La Séance est levée à 14 h 40

Le Président,

[Signature]

Séance au Vendredi 31 juillet 1906.

Présidence de M. Duron

La séance est ouverte à 14h.

Présents: M. Duron, Budes, Lourdes, Thourme, Decroix, Gauthier, J. Godart, Hamelin, M. Ouvre, M. Reynaud, M. Ouvre.

Vêtements, retenues, frais prélevés par les employeurs sur leur personnel.

M. J. Godart, rapporteur expose l'objet de la proposition qui est déposée - et qui n'est qu'un complément de dispositions qui ont déjà fait adopter par l'exercice du fourbière -

Elle tend à abolir la pratique abusive des prélevements, opérés dans certains cafés, hôtels, restaurants, cinémas, etc. particulièrement au sujet des frais d'entrées qui pourraient résulter de l'établissement de la "carte" présumée du fait de leur personnel.

Sur une question de M. Gauthier, M. J. Godart ajoute que la proposition n'empêche nullement le patron de faire payer la carte, mais non plus par avance -

Dans ces conditions, sur intervention de M. Reynaud et de M. le Président, M. J. Godart accepte de préciser, et d'insérer dans le texte et dans le rapport, que les dispositions prévues s'appliqueront, sous réserve de celles figurant à l'article 1382 du Code civil.

M. J. Godart est autorisé à déposer son rapport ainsi modifié.

Office du blé.

M. Ouvre donne à la Com. quelques détails sur la situation qui se présente encore actuelle. Demandant à la Chambre du projet relatif

5

à la création d'un office du blé.

Il s'agit notamment que l'art. 4 de l'ancien amendement, l'un de M. Parmentier, l'autre de M. Daille ont été repoussés, mais à des modifications réduites - La Com^{te} du Commerce pourrait quand le Sénat sera saisi à nouveau du projet retirer cette branche, reprendre en partie l'ancien amendement Daille, au voisin de celui de M. Raynaldy, voter lors de la discussion par le Sénat.

Le texte de l'amendement Daille précise que "les négociants en grains, étrangers et nationaux, pourront recevoir, les blés et les farines blés, sous le contrôle du Comité départemental - Le règlement de prix de ces blés réceptionnés sera exclusivement effectué par la coopérative ou les organismes désignés à cette fin par le Comité départemental."

M. le Président estime qu'une transaction avec la Chambre pourrait se faire sur ce texte.

M. Raynaldy fait cet avis, mais demande qu'il faut, pour cela substituer le mot "acheter" au mot "recevoir", et ajouter que le règlement sera par l'intermédiaire de la coopérative ou de la caisse régionale de crédit - le barème étant fixé par le Comité départemental.

En vue d'aboutir à une entente expresse, sur l'art. 4, avec la Com^{te} de l'Agriculture, la Com^{te} décide, sur la proposition de son président, que celui-ci, M. Duré et M. Raynaldy (en faisant d'une réunion commune des deux Commissions) demanderont audience à la Com^{te} de l'Agriculture, au moment de la discussion par elle-ci de l'article 4, pour lui exposer le point de vue de la Commission française.

La séance est levée à 5 heures.

Le Président,

Parmentier

6
Séance du mardi 4 août 1936.

Présidence de M. Duron

Séance est ouverte à 14^h 30

Prés. MM. Duron, Duron, Thoury, Jauthier, J. G.
Saut, Courtes, Crum, Guez, Fay. Riout

Exerc. M. Raynaldy.

Office de blé

M. le président fait connaître la nouvelle
réaction adoptée par la chambre pour l'article 4.
La Commission de l'agriculture, devant laquelle il
s'est rendu avec M. Duron et M. Raynaldy a repris
naturellement le texte de la chambre, mais a repris
l'amendement Daille, repêché par elle-ci à une faible
majorité, dans lequel la Commission de l'agriculture
voit une transaction possible avec l'autre assem-
blée.

Cependant M. Raynaldy, - qui n'a pu assister
aujourd'hui à la séance de la nuit, - proposera
à la Com. de Commerce un texte reproduisant les
dispositions votées une 1^{re} fois par le Sénat - in-
c. d'ice comprenant possibilité pour les négociants en
grain, français, étrangers - non pas de recevoir le
blé - mais de l'acheter, dans les mêmes condi-
tions que les coopératives et sous les mêmes obligations.

La Com. entend. elle maintient son p^r-
s. qui a déjà obtenu une 1^{re} fois l'adhésion du
Sénat ou préfère-t-elle faire une transaction,
en acceptant l'amendement Daille, qui évidem-
ment est loin de lui donner satisfaction ?

Après intervention de M. Fay. Riout, Crum,
Thoury qui tous montrent la vice de l'amendement Daille
la Commission décide et l'unanimité de soutenir
l'amendement Raynaldy et l'art. 4.

Il en sera de même les art. suivants

7

pour les mettre en harmonie avec l'ann. Reynaldy et celui-ci est adopté par le Sénat.

Al'art. 6 bis M. le Président présente une série de modifications qu'il ne peut proposer encore à la Commission, voulant auparavant connaître ce qui a fait, sur ce point, la Com. et l'agriculture qui est encore en séance. Il propose donc d'ajourner au lendemain la discussion pour prendre une décision en connaissance de cause, la Com. poursuivra, à cet effet, la séance 1/2 heure et la séance publique. (A. J. J.)

Organisation du Marché Charbonnier

M. Victor Lourtes fait un exposé de l'objet, soutenu par le projet de loi et montre la nécessité de comptoirs d'achat et de cainc de compensation - les Comptoirs pouvant exister en même temps que les cainc, en ce qui concerne les houillères, - mais pour les importateurs, seuls pouvant exister les comptoirs.

Les comptoirs, précise M. Lourtes, sur une question avec M. Thourmyre, seront créés par les intéressés eux-mêmes, sans intervention de fonctionnaires.

M. Guire' constate qu'une fois de plus, c'est un projet qui supprime la liberté du commerce individuel.

M. Decroze donne connaissance de l'avis qui fut en conséquence des réserves, sans l'exprimer de motifs, conclut à l'adoption du texte proposé, devant la nécessité de faire face à une situation immédiate.

M. Thourmyre présente un amendement visant les charbons d'indochine pour lesquels il redoute la concurrence, non de la part des charbons étrangers.

Le Com. prend en considération cet amendement que M. Decroze sera chargé d'appuyer en séance publique.

Sur le second amendement de M. Thourmyre des ^{ou charbons} le transport par bateau français n'est pas appuyé par la Com.

M. Decroze est autorisé à déposer son avis.

Réglementation de l'ouverture des Boulangeries

M. Justin Godart, rapporteur, donne lecture de son rapport. Le projet est-il, après une restriction proposée au Commerce

Cité de la boulangerie. Il s'inspire du même esprit qui a pénétré et l'élaboration des textes déjà votés sur l'industrie de la chaussure et les magasins à prix unique.

D'ici là, on ne pourra ouvrir une boulangerie nouvelle sans autorisation du préfet, après consultation des conseils municipaux intéressés, - mais dans les cas seulement où, préalablement, une convention collective sera intervenue entre patrons et ouvriers boulangers, ladite convention devant obligatoirement contenir des clauses sur les conditions de travail dans la profession.

M. Victor Leroux demande s'il ne serait pas possible de faire une exception en ce qui concerne les dépôts de pains pour les communes défavorisées et boulangeries.

M. J. Godart précise que le projet tiendra surtout et presque uniquement à s'appliquer dans les grandes villes, mais il consulte à présent une observation en ce sens dans le commentaire du texte, en tout cas, il fait que la création de ces dépôts n'apparaît comme l'ouverture d'une nouvelle boulangerie.

M. J. Godart est revenu à l'ordre du jour.

La séance est levée à 16 heures.

Le président,
 Guérin

2

Séance du mercredi 5 août 1936.

Présence de M. Daroup

La séance est ouverte à 14^h30

Présents : Mm. Daroup, Decroze, Caillies, Frosé,
Gautherot, Moïse Lévy, V. Courtes, Ouédé,
Pellé, Alais.

Excusé : M. Raynaud.

- Offre du blé -

M. le Président donne tout d'abord quelques renseignements qu'il a pu obtenir sur les variations du prix du pain. Avec le prix du blé à 140^f le pain coûte 2^f 11^f.
Pour avoir le pain à 2^f le blé devra monter à 131^f.

M. Ouédé précise que, d'une façon générale, on peut se baser sur une augmentation du prix du pain de 0^f 05 au kg par augmentation de 5^f du prix du quintal de blé.

M. le Président passant ensuite à l'examen de l'art. de blé du projet, donne connaissance de l'art. qu'il envisagerait d'y apporter :

À l'alinéa 1^{er} au lieu de dire : " Tous les marchés... conclus après le 1^{er} juin... " il propose "comportant livraison..."

À l'alinéa 4 au lieu de dire : " Les déclarations comporteront les quantités de blé... dont le prix n'a pas été réglé " M. le Président propose de substituer au mot réglé, le mot "fixé".

À l'alinéa 6, M. le Président demande que, pour la fixation de la somme à verser par les détenteurs de farine, on tienne compte non seulement du cours résultant de la cote officielle du marché de Paris, mais "sous chaque départ de la cote officielle de chambre de commerce ou des Compagnies de courtiers assermentés".

En plus, au même alinéa, M. le Président propose

que la différence de prix prévue sera résultée de la cote officielle
non pas entre le 1^{er} juillet et la promulgation de la loi, mais
"entre le 1^{er} juillet et le jour de la fixation du prix par
l'Office."

La Com.^{te} approuve les amendements ainsi précisés, fait
 acte préalable et donne mandat à M. Duré rap.^{eur},
 de les soumettre en séance publique.

Nominations de rapporteurs et avis

M. Victor Locarties est nommé rapporteur et avis
du projet portant fixation du régime des mines
domaniales, ce potame d'Alsace, rapporté au
 nom de la Com.^{te} des finances, au fond, par M.
 Alfred Brard (2^e 198 - année 1986)

La séance est levée à 5 heures.

Seu...

11

Reunion du Lundi 10 août 1936

Présidence de M. V. Lourties,
vice-président.

La séance est ouverte à 14^h 30

Présents: M. Lourties, Secrétaire, Gauchetot, J. Godart,
Oure, Raynaldy, Toy, Rivet.

Excusés: A. Duron.

Nomination de rapporteurs

M. J. Godart est désigné comme rapp.^{eur} du
projet portant modification de l'art. 97 L. II. du
Code du travail - (no 630-1936)

Office du blé

M. Oure, rapp.^{eur} pour avis, donne connaissance des
textes nouveaux adoptés par la chambre, pour l'art. 4^{er}
bis, en lecture. Le texte reproduit, après un
diversif, l'avis de M. Raynaldy vote par la
séance, avec une addition tendant à soumettre
les commerçants en grains, pour l'achat, le
stockage et la livraison du blé, - et l'autorisation
des Comités départementaux -

A ce texte le Com. de l'agriculture du Chat
en oppose un autre qui, après avoir admis le
principe de l'autorisation, ajoute in fine : "Par
cefois, cette autorisation ne pourra être refusée qu'aux
commerçants ... etc. ayant subi des pertes en
port commun ou ayant été mis en faillite."

Il y a opposition fait observer M. Oure,
appuyé par M. Raynaldy, à donner et retirer
et si l'on comprend qu'on exclue les commerçants
faillis ou condamnés judiciairement il faut au
moins réviser le texte de façon périodique et
qui ne prête pas à la critique. Aussi, propos.

dit la rédaction suivante :

"... les négociants français, etc... et à l'exclusion des commerçants condamnés à des peines correctionnelles pour délit de droit commun et infractions à la loi sur les B^s, ou ayant été déclarés en faillite ou liquidation judiciaire."

M. Ouvre' ajoute que le ministre est d'accord avec lui pour accepter la toute pour ainsi dire, car vaincue qui il servira de rétractés transactuelles, susceptible d'être admise par la chambre.

M. Ouvre' fera donc un exposé verbal à la tribune et M. Reynaldy y déposera un amendement, appuyé par l'unanimité de la Commission du Commerce.

La séance est levée à 14^h 45.

Le Président,

[Signature]

Séance du mardi 11 août 1936

Présidence de M. Victor Lourties, vice-président

Séance est ouverte à 14^h 30.

Présents : MM. Lourties, Cailliet, Trojet, Léopold Robert, Toy-Riont

Excusés : MM. Duron, Raynaudy.

Haute illicite des prix.

M. Toy-Riont fournit à la Com^{te} des renseignements sur les dispositions arrêtées par la Com^{te} de législation, les quelles modifient complètement le projet des pouvoirs et rejettent toute idée de fixation ou de taxation des prix pour revenir à la loi de 1916, c'est-à-dire à l'arbitraire des tribunaux.

M. le président donne alors lecture d'une lettre de M. Raynaudy, s'excusant de ne pouvoir assister à la séance et suggérant la dépôt d'un amendement par la Com^{te} de Commerce pour fixer la jurisprudence du Comité national.

M. Toy-Riont donne ensuite lecture de l'avis qu'il a préparé touchant le texte donné aux commerçants, appelé à la présentation devant le Comité national, une chaîne garantie. Si l'on est resté aux principes de la spéculation illicite et à nouveau l'arbitraire.

M. Toy-Riont examine ensuite la composition de la Com^{te} nationale et du Conseil départemental qui comprennent tous deux une majorité de fonctionnaires. Il rappelle comment ces organismes déterminent les prix normaux des moyens de vivre élémentaires tels que pain, viande, pain de transport, pain de ménage, bonification légitime, etc.

Il étudie le mécanisme des sanctions, qui ne jouent qu'après une procédure satisfaisante de la part des commerçants incriminés qui peuvent être appelés à la justification, et d'ailleurs après un avertissement et en cas de récidive.

M. Cailliet estime que la loi est insuffisamment étudiée et cependant préférerait le tout du fait à l'arbitraire des trib^{unaux} qui sont tentés d'acquiescer le plus souvent, en se déclarant insuffisamment renseignés.

M. Léopold Robert croit que la loi, si elle est appliquée, aboutira à une déperdition plus grande encore de la qualité des produits fabriqués et mis en vente.

Mr. Toy. Riout, continuant s/ examen, critiqua verbale l'art. 4
qui est jugé absurde et dangereux, notamment par l'expression
"périodiquement revisés", s'appliquant aux prix normaux; il
observait là, une impossibilité d'application la plupart du temps.

En conséquence il demande la nomination d'une sous-
Commission qui sera chargée de se mettre en rapport avec la
C^{on} de législation.

Il en est ainsi décidé.

Seront parties de cette s/ Commission: M^{rs}. Xerxes,
Toy. Riout, Cailliet, Gauthier, L. Robert.

Brevets d'invention

La C^{on} décide de nommer M^r. Gauthier, par avance
et officieusement rapp^{or} de ce projet, qui sera lu séparé
en séance publique.

Il s'agit simplement de porter à 20 ans la durée de
validité des brevets - tout sans ce plus qui achèverait
cette prolongation de la durée trouvant sa compensation dans
une majoration de 50^e du coût du brevet - la recette prévue
devant satisfaire aux dépenses de plus en plus considérables
d'impression.

Par avance la C^{on} donne s/ approb^{at} au projet.

La séance est levée à 15^h15

Le président

Séance de vendredi 4 décembre 1936

15

Présidence de M. Duront

Séance est ouverte à 14^h 45

Présents: M. Duront, Bender, Lourtie, Decroix, Caillaud, Coly, Fère, Fréget, Desfranchet, James Hennessy, Jacquier, Moïse Lévy, Gautherot, Manceau, Ouvre, Reynaldy, Léopold Robert, Ulmus.

Nominations de rapporteurs

Projet de loi modifiant la loi sur l'organisation des
chambres de métiers: M. Thourmyre est désigné comme
rapporteur.

Voyageurs de Commerce

M. Manceau, en l'absence de M. J. Godart, en
mission, est désigné pour défendre, en séance publique,
les conclusions du rapporteur, absent.

M. Manceau se déclare d'accord avec M. Godart
quant à ses conclusions, sauf sur un point piqué
il demandera à l'un de ses collègues de déposer un
amendement. Il s'agit de remises proportionnelles à des
points fixes. Il faut dire: remises proportionnelles,
ou app. fixes, ^{ou} remises et app. fixes - ou enfin
app. fixes seuls. En réalité il y a 3 cas à envisager
alors que par erreur le rapport n'envisageait que
les remises ou les app. fixes. La Com. approuve
la distinction.

Mines de potasse d'Alsace

M. Lourtie annonce à la Com. qu'il présentera son avis sur
cette question lors de la prochaine séance. M. Moïse Lévy
déclare que toutes les chambres d'agriculture ont voté le
vote de ce projet pour lequel il paraît y avoir un accord
entre les Com. saisies - la Com. du Commerce, seule, n'en
ayant pas encore fait connaître son sentiment.

Conciliation et arbitrage obligatoire

M. le Président donne lecture au texte voté par la
chambre - ainsi que d'une lettre de la Confédération

général ou patronat qui critique le projet.

La bon. procède à une discussion finale.

M. James Hennessy estime que le texte sera inopérant : la grève est, en fait, en face duquel il n'y a que l'attitude ou ^{qui consiste} l'arbitre condamne les ouvriers, aucune sanction n'est possible. Dès le début des négociations actuelles, M. Fiquet aurait dû déclarer qu'il ne discuterait pas tant que dureraient les occupations d'usines. Il a eu tort d'attendre pour parler, et selon cela; M. Blum a eu tort de déposer son projet alors sous l'empire de la colère. Son geste apparaît comme un geste de bluff et la loi sera inappliquable, parce que dépourvue de toute sanction possible.

M. Baudet partage l'opinion de M. Hennessy quant au fait que la loi est dépourvue de toute sanction effective, - sinon celle de l'opinion publique. Néanmoins il croit que la loi sera utile en ce sens qu'elle obligera les parties à cesser tout de déclarer soit la grève, soit le lock-out. Il expose au texte d'envisager 3 conciliations avant le recours à l'arbitrage : 1° devant la commission départementale, 2° devant la chambre nationale de la profession, 3° devant la Commission nationale supérieure. Deux tentatives lui paraissent suffisantes, la plupart du temps. Quant à l'arbitrage lui-même deux jours suffisent également aux deux des trois phases par le projet. Sous ce régime il se déclare partisan du vote du projet.

M. James Hennessy ajoute qu'il sera surtout difficile d'obtenir la conciliation avant tout mouvement de grève.

M. Jacquier, tout en constatant qu'un revirement s'est produit dans le monde patronal aussi bien que de la part des ouvriers - jadis hostiles à toute idée d'arbitrage obligatoire et maintenant paraissant, au contraire, disposés à en accepter le principe, - adresse diverses critiques au texte et la demande de faire quelques amendements.

1° Dans les circonstances présentes l'initiative du gouvernement apparaît, ainsi qu'à M. Hennessy, comme un geste de représailles, et si le parlement vote le projet il aura l'air de blâmer le patronat. Il faut donc se garder de toute apparence d'improvisation. Il est semble préférable, étant donné les circonstances, de faire une loi provisoire - pour six mois, par exemple - ainsi qu'il a été fait lors du vote de la loi sur la médiation, où l'initiative de M. Raynaud - art. 13 quoted - a donné au gouvernement la possibilité d'intervenir, en cas de hausse du coût de la vie, pour organiser une procédure de conciliation et d'arbitrage obligatoire. Ceci a étendu

dit M. Jacquier, a droit au profit au point à tous les cas possibles de conflits, — non, plus seulement à ceux nés de la hausse des prix, — peut-être ce travail peut-être la limitation d'améliorera. la elle — en fait les occupations d'usines, aueront-elles — et ainsi la loi s'échappe révéler officiellement l'usage il sera loisible de la rendre ^{et même des améliorations} ~~effective~~ - L'occupation continuant, si les grèves persistent, c'est que la loi non seulement est inefficace, mais qu'elle est même, peut-être, nuisible, et au bout des six mois, il suffira de ne pas prolonger le délai. Elle tombera d'elle-même. Tel est le contre-projet qui est suggéré à la Com.

M. Haureau fait observer que M. Fiquet, contrairement à ce qu'on a dit, n'a pas rompu les pourparlers; il les a suspendus en raison de la carence du goud. en ce qui concerne les sauteries.

Pour M. Gauthier la loi serait efficace si l'on ne se trouvait ni en présence de la C. G. T., mais il y a un motif tout politique, et de toute façon la loi ne sera pas opérante parce que, pense-t-il lui aussi, elle sera délaissée.

M. Cailliet appuie ce point de vue et fait observer que l'arbitrage ne comporte pas, en effet, la formule exécutoire.

M. Raynaudy déclare que si la proposition de M. Jacquier paraît séduisante à première vue, il doit opposer la combat, car le cas présent est bien différent de celui de la loi monétaire auquel il a fait allusion. L'arbitrage n'est pas possible — la loi monétaire devrait nécessairement produire tout de suite son effet de hausse, d'où le délai de 6 mois prévu et le droit donné au goud. d'intervenir par décret. Ici, à côté des difficultés nées des salaires, il en est d'autres, à caractère politique. Pourquoi un délai de 6 mois alors que l'on veut réaliser une œuvre sociale? Si on limite à ce terme l'effet de la loi, n'en fait une œuvre provisoire, le choc psychologique qu'on veut provoquer n'aura pas lieu. Il y aura, au contraire, une déception du monde ouvrier qui attend la loi avec impatience. Il faut aller vite et voter immédiatement. Quant à dire que la loi est dépourvue de sanction, nous, croyez-le ou non, le fait que les ouvriers hésiteront certainement à aller à l'encontre d'une sentence arbitrale, qu'il y aura certainement une sanction morale très forte — et d'avantage même — car si le fait, lui, court des risques, l'ouvrier en court de plus graves s'il n'observe pas la sentence; il devient clémence volontaire et n'a plus droit à l'indemnité de chômage. La proposition de M. Jacquier va donc, est la.

Raynaldy, et l'accent du but poursuivi et des vœux de faire apparaître le
travail comme écho à une idée de progrès.

Pour conclure, il convient, avec quelques réserves ou modifications,
d'adopter le projet.

M. Loubet regrette qu'on ait supprimé du texte - art. 13 - la disposi-
tion adoptée en ce qui concerne le personnel des chemins de fer alors qu'il
conviendrait, au contraire, en généralisant, de l'étendre à tout le monde du
travail.

M. Burel se déclare très sensible aux observations de M. Raynaldy
et des autres 1° que la loi soit affichée dans les ateliers; 2° que la
sentence arbitrale, quand il en aura été rendue une, soit affichée ga-
lement, et ce - non seulement à l'usine, mais aussi à la maison.

M. Raynaldy accepte volontiers cette suggestion.

M. Fèvre appuie le point de vue de M. Raynaldy, ajoutant
qu'il faut "moraliser" la classe ouvrière et arriver à un arbitrage
sérieux. Aller vite lui paraît également nécessaire si l'on ne
voudrait pas au contraire s'opposer une barrière à toutes les réformes
sociales.

M. Hancœur et M. le président font observer que ce reproche serait
particulièrement injustifié en la circonstance, puisque la Com. s'est
détachée du projet et en a commencé l'examen, avant même que
celui-ci ait été mis en distribution.

M. Jacquiel répondant à M. Raynaldy insiste dans sa manière de
voir et ajoute qu'il faut que la morale ouvrière, s'il s'agit vraiment d'ar-
bitrage, sente que la loi ne deviendra définitive qu'à la condition qu'il
fasse preuve de sagesse et que cessent les occupations d'usine.

Il ne veut pas non plus que l'arbitrage obligatoire soit à "peu
près" - Il ne saurait être question d'une abdication de la loi
qui, au contraire, depuis 6 mois, fait preuve de plus grand esprit de
conciliation.

M. le président résume le débat. Il ajoute que la C. G. T. a
commis une grosse erreur en présentant des revendications successives
venant à au fait à mesure qu'elle obtenait satisfaction sur un
point - Il craint, en ce qui concerne la prop. de M. Jacquiel, que
le projet ne demande, dès mardi, une discussion immédiate et
rapide. Il faut donc que la Com. se prononce sans tarder.

Deux tendances se manifestent au sein de la Com. elle exprimée
par M. Jacquiel, celle de M. Raynaldy. Il convient que la Com. se
prononce à la majorité et nomme ensuite un rapporteur qui sera

19

l'unanimité de la Com^m et de la tendance qui aura obtenu la majorité.

M. Jacquier déclare que s'il est nommé rapporteur, il demandera à la Com^m d'accepter son point de vue et entend prendre son temps pour examiner, en tout cas, toutes les objections qui se font devant le projet. Il ne peut quout^{er} ainsi, le rapport avant mercredi.

M. Raynaudy, au contraire, entend s'il est nommé rapporteur, demander une séance spéciale au mardi matin, et proposer alors, en principe, l'adoption du texte de la chambre, sous réserve de quelques modifications, notamment de l'adoption de la disposition demandée par M. Loustier et à la condition que la C. G. P. et la C. G. T., en ce qui concerne la représentation dans la Com^m d'arbitrage, ne soient pas considérées l'une, comme l'organe exclusif du patronat, l'autre du monde ouvrier.

M. le président met aux voix la désignation d'un rapporteur : soit M. Jacquier, soit M. Raynaudy, - étant entendu que cette désignation marquera la tendance de la Com^m pour l'une ou l'autre solution en présence.

Après une 1^{re} épreuve à main levée, l'égalité de suffrages étant constatée, sur la demande de M. Hanceau il est procédé au vote au scrutin secret.

Par 8 voix contre 7 à M. Jacquier, - tel l'estant -
M. Raynaudy est désigné comme rapporteur.

Sur la proposition la Com^m se retire d'entendre son rapport mardi matin, 8 décembre à 10 h^{1/2}.

L'assemblée est levée à 17 h¹⁵

Le président.

Guerra

Séance du mardi 8 décembre 1936

Présidence de M. Duroup

La séance est ouverte à 10^h 1/2.

Présents : M. Duroup, Bourthès, Le croy, Thourmyre, Fère, Desfranchais, James Hennessy, Jacquiel, Coty, Paul Laffont, Moïse Lévy, Lauthierot, Maucour, Ouvre, Reynalzy, Léopold Robet, Ed. Roussel.

Mines domaniales de l'Alsace

M. Lauthierot donne lecture de l'avis conduisant à l'adoption sans modif.ⁿ du texte de la chambre pour les 12 premiers articles du projet - mais pour l'art. 18, la Com.ⁿ des mines, - contrairement aux autres Com.^{ms} saisies, Demande le rétablissement du texte voté primitivement par le Sénat, le rapporteur consulte sur ce point la Commission, ad.ⁿ de conclure pour savoir si elle entend suivre la Com.ⁿ des mines ou voter le texte de la chambre pour mettre un terme à l'élaboration d'un projet attendu depuis de longues années.

M. Moïse Lévy fait observer que les agriculteurs sont anxieux de voir voter définitivement un projet qui leur accorde un bénéfice d'impôt de 10% qui leur permettra de faire face un peu plus facilement aux difficultés qui leur surviendront avec un budget toujours très précis. Il insiste d'ailleurs que le projet n'est pas un régime d'office, et il demande à la Com.ⁿ de voter intégrale ment le texte de la chambre.

M. Maucour appuie ce point de vue en faisant observer que si aucune modif.ⁿ n'est apportée en séance publique aux 12 premiers articles, la Com.ⁿ soulèvera pour l'art. 18 le texte de la chambre; c'est dans le cas seulement où une

modifications, l'interviendrait pas l'un quelconque des 12 premiers articles que le Com^{te} du Commerce pourrait envisager ces solutions alors un amendement à l'art. 13.

La Commission, adoptant cette manière de voir, décide donc, tous réserves du vote sans modification par le Sénat, des 12 premiers articles. Le proposé à l'Assemblée le vote intégral du texte de la chambre -

Conciliation et arbitrage obligatoire

M. le Président indique à la Com^{te} les vues du Gouvernement sur le projet. Il fait connaître qu'il a vu le président du conseil & que celui-ci lui a manifesté le désir de voir le Sénat se prononcer rapidement, et sans doute même dès la séance prochaine -

M. Raynaudy assure la Com^{te} que ce désir lui suffira, et que quant à lui, prêt de maintenant à rapporter.

Il donne alors connaissance des grandes lignes de son rapport : le principe étant, avant la déclaration de toute grève ou tout lock-out, le recours obligatoire à la conciliation, puis à celle-ci échouée à l'arbitrage.

La conciliation comporte deux étapes :

a) une étape conventionnelle, - les parties ayant le droit - en toute liberté - d'indiquer la procédure de conciliation, comme elles s'entendent ;

b) une étape qu'on peut appeler légale, et qui intervient obligatoirement si aucune convention entre les parties n'est conclue -

A la base de la conciliation est l'association professionnelle, puis au-dessus, l'association interprofessionnelle, la C.G.T. et la C.G.T.O. n'intervenant qu'au 3^e stade, puis enfin l'arbitrage.

M. Raynaudy donne alors lecture des articles qu'il propose à la Com^{te} d'adopter, lesquels comportent d'assez nombreuses modifications par rapport au texte voté par la chambre -

Celui-ci, notamment, s'il s'occupe de la procédure de conciliation & d'arbitrage, les différents collectifs du travail, n'indiquent pas en quel sens

le différend collectif, l'art. 2 de M. Royallé, en donne cette définition: "Constitution au différend collectif du travail toute contestation de nature à provoquer la cessation du travail par lock-out ou par grève, en conformité de la loi à intervenir."

M. Jacquies fait alors observer que la loi en discussion est ainsi liée au projet que le gouvernement entend faire voter sur le droit de grève; la loi s'en défend donc d'une loi ultérieure. Il s'en félicite quant à lui & approuve le rapporteur sur ce point, mais estime que, dans ce cas, il conviendrait de lire le projet & de demander au gouvernement de déposer préalablement au Sénat le projet qui constituerait la loi.

M. le président demande s'il n'est pas possible de dire l'ensemble, c'est-à-dire l'art. 1^{er}, "tous les différends collectifs du travail doivent être soumis aux procédures de conciliation & d'arbitrage prévues par la convention collective du travail", ou au moins "prévues ou à intervenir", — mais M. Royallé fait observer qu'il conviendrait de prévoir que ces lois pourront intervenir postérieurement au vote de la loi.

M. le président demande ce qui se passera si une minorité d'ouvriers entrant se déclenche une grève dans une usine où n'existe aucune convention collective.

M. Royallé répond que s'il n'existe pas de syndicats professionnels, on s'adressera à la Commission départementale, à l'assemblée de la Commission interdépartementale, enfin à la Fédération de la profession nationale.

M. Maucœur s'élève contre la désignation d'un arbitre par le président du Conseil.

Il voudrait que ce pouvoir appartienne au président de la Commission de la loi ou au président du Conseil d'Etat.

M. Royallé estime qu'il n'est pas commettre une

faute en cessant le point d'une prorogative éventuelle.
le pour lui, car il a un intérêt tout officiel à ce que les
conflits industriels s'apaisent rapidement.

Précisément, répond M. Maureau, c'est parce qu'il
a une intérêt personnel à éviter le conflit que son arbitra-
ge ou du moins la désignation par lui d'un arbitre
peut soulever des objections et sembler suspecte.

M. Léopold Robert, pour ailleure, fait observer que
pour un petit conflit local, il peut paraître exagéré
pour obtenir une solution, d'avoir recours à la plus
haute hiérarchie en matière de conciliation ou d'arbitrage.

M. Raynaldy répond qu'au fur & à mesure que le
conflit s'amplifie il change de caractère.

Après un nouvel échange de vue sur la teneur
du projet au droit de grève, M. le Président propose à
la Com.^{te} de continuer la discussion demain mercredi
après-midi, en prenant le texte soumis par M. Raynaldy
comme base de discussion et en l'examinant alors
article par article. Entre temps il verra personnellement
notre le Président du Conseil et fera part à la Com.^{te}
des résultats des entretiens qu'il aura eu avec lui, et
éventuellement aussi, avec la Com.^{te} de législation
ou du moins son président, cette commission a
été également saisie de ce projet, - pour avis.

Ainsi la discussion s'étant terminée en Com.^{te} mer-
credi le débat en séance publique pourrait s'ou-
vrir vendredi comme le désire la Com.^{te}.

La Commission adopte cette procédure et renvoie
par conséquent, à mercredi 9 décembre, l'examen de
l'article en prenant le texte de M. Raynaldy comme
base de discussion.

La séance est levée à midi 10

Le Président,

Guillemin

Siège de mercredi 9 décembre 1936

Présence de M. Duron

Assemblée et ordre à 14h.

Présents: M. Duron, Lortie, Decroix, Thourmy, Baudet,
Jean Bore, Caillier, Faget, Gauthier, Gauthier,
Coty, et Grandmaison, Hamelin, Jean Hennessy,
Jacquin, Paul Laffont, Manceau, Meille,
Morel, Perrot, Reynaldy, Léopold Robert,
Muno.

Arbitrage obligatoire

M. Reynaldy met la Com. au courant des
controverses qu'il a eues, dans la matière avec
M. M. Lin Plum, de Courtois et Hamelin, auteurs
d'un contre-projet.

Le président du Conseil approuve même le
principe du contre-projet de M. Reynaldy, mais
se montre moins satisfait quant au
texte de la Com. de Commerce. Il insiste
surtout sur ce qui a donné l'insatisfaction
uniquement à la Com. de Commerce. Si la Com.
acceptait ce p. de son côté il con-
tirait même à ne faire état que d'une loi
provisoire p. 6 mois, selon la formule
de M. Jacquin.

M. Jacquin fait observer que son avis
en présentant son texte valable p. 6 mois
n'était pas d'accepter l'insatisfaction de la

Com. de M. Reynaldy ajoutant qu'il
lui répugne de donner même p. 6 mois
(— lui au dit M. Jacquin) cette inter-
diction à une organisation illégale, qui
peut d'ailleurs changer de caractère, ainsi
que la démontre ce qui se passe actuelle-
ment dans son sein où l'élément camou-
néiste apparaît de plus en plus prépondérant.

M. Jacquin fait observer, ne veut pas

2
laisser hypothéquer par l'idée de la C. G. T., ce qui a
d'autres dispositions du texte qui peuvent choquer et
il lui paraît dangereux de voter un texte définitif
alors que se poursuivent les occupations d'uni-
vers. Le texte qu'il avait proposé n'était que la
reproduction de l'art. 13 quoted de la loi de dis-
tribution étendu à tous les conflits du travail, et il
ne mentionnait ni la C. G. T. ni la C. G. P.

M. POSE signale le danger de voter une
loi provisoire en matière sociale, l'expérience
démontrant qu'elle devient en général défini-
tive.

M. le Président résume le débat et annonce
qu'il commencera tout d'abord ce vote sur le pt. de
savoir si la C. G. T. aura le privilège ou l'absence
en ce qui concerne le monopole donné par la
loi à la C. G. T. ou si elle le prouvera par le
texte de la loi. M. RAYNAUDY qui donne au conseil
national économique la mission de désigner
chaque année les organisations les plus repré-
sentatives des intérêts patronaux et ouvriers,
les organisations ainsi désignées seront seules
seulement les listes d'arbitres et de leur arbitres.

La commission consultée, à l'unanimité, re-
pousse la prop.^{te} des préside^{nts} des conseils et
adopte le pt. de vue de M. RAYNAUDY.

Sur la question d'un texte provisoire, après
les observations de M. POSE, le président M. RAY-
NAUDY, M. JACQUINOT déclare qu'il n'aurait
pas la valeur et l'opinion de la majorité
et des rapporteurs après une nouvelle inter-
vention de M. PIERRE LAFONT qui opposerait
cependant son point de vue, craignant une bataille
difficile et vive entre le Sénat même unanime et
la Chambre soutenant le privilège du Conseil pour
la fixation de la loi.

M. le Président ne voit pas, à l'encontre de
M. LAFONT, que le privilège des conseils, devant s'op-
poser avec une certaine efficacité des conseils, peut être d'au-

une intelligence absolue, et surtout en présence de la
désaffection, lente mais certaine, qui commence à se
manifester dans le monde ouvrier. C. & T.

M. Jaurès avertit de déclarer qu'il n'insistait
pas sur le caractère provisoire à donner au projet
concernant ce point, mais en laissant la possibilité
d'introduire des sanctions dans le texte au
cas de grèves intérieures, malgré des arbitrages
rendus à l'insu des ouvriers.

M. le président souligne que dans aucune
legislation, tout arbitrage ne figure pas de sanctions
et qu'il faut donner à l'évolution des moeurs
le temps de la produire, en le montrant plus
facilement que les anarchistes.

M. Raynaudy analyse alors le c/po
sur l'Assemblée qui il combat dans son en-
semble, se montrant que certains de ses
dispositions pourront tout au moins trouver
place dans une loi ultérieure sur l'exercice
des droits de grève, notamment en ce qui
concerne l'application de l'art. 414 du Code
Pénal. La Commission a donc rejeté ce contre-
projet. Il donne ensuite lecture, article par
article du texte qu'il propose et la Cour.
Sur chaque article il donne connaissance
des amendements présentés par M. de Ros, à quel
point il ou ont reçu satisfaction par la Cour ou
lui sans avoir dû être écartés, du Comité de
propos. Aux articles 12 et 14 M. Mauriceau
présente deux amendements tendant à remplacer
les mots "le président de la Cour choisit..."
et "désigné par le président de la Cour..."
par les mots "le président de la Cour de Cassa-
tion choisit..." et "désigné par le président
de la Cour de Cassation..." M. Darroze, président
fait observer que ce point avait déjà été exami-
né en discussion générale et que M. Ray-
naudy avait répondu à M. Mauriceau.

Néanmoins, comme aucun vote n'était intervenu à ce moment, il eût été de consulter la Com^m sur ce point particulier.

La Commission se prononce pour le vote du texte présenté par M. Brasseur.

M. Raynaldy protestant qu'en présence de cette décision il lui est impossible de conserver le rapport, M. le Président déclare qu'il lui paraît préférable que la Com^m n'intervienne pas d'avis sur cette question, qui sera tranchée directement par le Sénat, car il était regrettable qu'après le travail considérable qu'il a accompli & que la Com^m a approuvé, M. Raynaldy abandonnât le rapport pour un point qui n'est pas d'une importance capitale. C'est donc le Sénat qui arbitre.

M. Raynaldy continue l'examen des articles. Il fait observer, conformément aux d^{rs} de M. Loucheur, que l'art. 1^{er} de la loi du 17 octobre 1921 sur les différences entre les C^{es} de douanes de personnes & les personnes, est maintenant par son texte alors que la Chambre l'avait abrogé, et que la loi ne s'applique pas, et inverse également de ce qui a voté la Chambre, à l'agriculture.

Sur l'interpellation de M. Coty, il accepte de modifier quelques articles pour préciser que la loi ne vise que la commerce à l'industrie et ne s'applique pas à l'Etat ni aux collectivités publiques, - et l'autre part il accepte également à préciser, à l'art. 4 que la partie ^{plus} ~~la~~ obligatoire sacrifiera le syndical de la profession, - ou bien de dire : "le groupement le plus représentatif".

M. Raynaldy devrait donner ce soir même la bon à tirer de son rapport celui-ci pourra être distribué dès demain à la discussion en l'absence publique comme on l'a vu, tel est le cas manifeste par le fait.

La séance est levée à 8^h 45.

Le Président,

[Signature]

Séance du vendredi 11 décembre 1936

Présidence de M. Desroches

Séance et avant 5/4.

Sont présents : M. Desroches, Desroches, Monnier,
Lemercier, Jany Hennessy, Loty, Paul Laffont,
Mancieu, Maudo, Muellet, Buri, Ferrière,
Pestre, Raynaud, Léon Robert, Toy, Riout
et Ulmer.

Conciliation & Arbitrage obligatoires

M. le Président annonce à la Com. que le
comité projet Chaurin est réuni, mais que la Com.
de législation a décidé de présenter des amendements
au texte de la Com. du Commerce & qu'elle en
viendra en ce moment par en discuter.

La Com. se réunit ce soir lundi à
16^h30 pour examiner ces amendements ainsi
que tous ceux qui pourraient être déposés d'ici là.

Taxe unique de 6% à la production

M. Toy Riout est nommé rapporteur pour avis au
projet de loi portant réforme fiscale.

Il critique le principe d'une taxe unique
immédiatement applicable et deux autres que
des règlements d'administration publique pris dans
un délai de 6 mois après avis des organisations
intéressées.

M. le Président ajoute que le ministre des Finances
paraît, d'ailleurs, disposé à modifier le texte & espère
qu'il conviendrait au Sénat, ainsi que le
ministre du Commerce.

La Com. décide ainsi et une convocation
sera adressée aux deux ministres pour relancer
l'affaire qui il n'y ait pas de séance publique mercredi.

Après un échange de vues auquel prennent part MM. Leclercq,
Ty-Riout, Hennelley, Manceau, Muëllis, Ragnaldy
 la Com. décide, sur la proposition de M. Ragnaldy de
 nommer une sous-commission composée de MM. Louette,
Thoumayer, Manceau, Coty, Moise Lévy et Ty-
Riout pour procéder à ces premiers examens de texte
 en ce moment soumis à la Com. des finances, et remettre
 ensuite les propositions à la commission -

Séance publique à 16 heures

Le Président

(Signature)

Séance du lundi 14 décembre 1936

Présidence M. Baront

Séance est ouverte à 16^h 30

Présent MM. Duroy, Bauder, Decroix, Thoumayer, Coty,
Hanshi, Hennelley, Moise Lévy, Paul Rappart,
Mand, Muëllis, Léopold Robert, Alme

Constitution d'Alibiage obligatoire (Suite)

M. le Président donne communication de
 l'avis publié par la Com. de législation

Il demande ensuite à la Com. de se pronon-
 cer sur la procédure à suivre pour la dis-
 cussion qui doit s'ouvrir demain en
 séance publique.

M. Ragnaldy, rapp^{er} demande ce qu'il
 faut la Com. qu'elle se prononce d'urgence
 sur les propositions par M. Léclercq

Personnellement il paraît que c'est affaire
à débattre l'opinion entre le Gouvernement et la Commission
et que la Commission n'a pas à prendre parti sur le
fond. Elle ne peut qu'affirmer son désir
de passer à l'examen du projet, mais qu'elle
reste à la disposition du Sénat.

M. Hennessy ajoute que la Commission
est prête, mais qu'on ne peut dire qu'elle
est désireuse de passer à la discussion.

Après une discussion à laquelle prennent
part MM. le Président, M. Meunier, M. Maunier, M. Auloy,
la Commission décide de se déclarer en séance publique,
lorsque la question sera posée "Quelle est la
disposition du Sénat pour une discussion
immédiate."

M. Rappaport examine ensuite de pro-
pre ce projet de loi que M. Maunier combat.

La Commission décide de le repousser.

La Commission décide enfin de demander en
séance publique le renvoi de la discussion
du mardi au jeudi. On pourrait envisager
une séance mercredi et l'examen en
séance de la Commission des nombreux amendements
nouveaux, quoique il n'a pas encore été décidé
s'il y aura ou non un débat d'ordre du jour.

La séance est levée à 18 h.

Le Président,

Hennessy

31

L'ance des mercredis 17 de novembre 1916

Présence de M. Durand

La séance est ouverte à 14^h30

Présents - M. Durand, Beudet, Lourtie,
Thoumyre, Cécile, Vein, Trojet Gauthier, Hamelin,
Hennessy, Jacquin, Coty, P. Laffont, Sédarlin,
Miret Livi, Gauthierot, Manceau, Mando,
Millet, Ouvre, Presteg, Reynaldy, Léopold
Robert, Edouard Roussel, Joy-Riant.

Conciliation et arbitrage obligatoires
(suite)

M. Reynaldy examine le projet Chammié.
La plus grave critique qu'il lui adresse est de
présenter, en face des patrons mis les ouvriers en
groupes et fractions, droits. Le plus, le bit.
arbitral est préité par un magistrat la comp-
sent selon lui, et arbitre des questions ouvrières.
Il dit. S. M. Chammié le sent si bien qu'il
préité son sentement en bit. d'appl. mais
le recours en cassation.

(Le projet mis aux vois il est par
adopté)

M. Reynaldy passe ensuite à l'examen de
l'ann.

Tous les amendes présentés sur les 3
premiers articles sont rejetés -

À l'art. 4 M. Millet présente un
amend. tendant à fixer la composition de la
commission de conciliation, d'après le représentation
proportionnelle des syndicats

M. Thoumyre demande que, tout au
moins, on entende les syndicats représentant au
moins un 30 de l'effectif de la profession.

M. Reynaldy accepte cette proposition qui va
prendre l'art. 6 bis, mais repousse l'aut. en

Mr. Müller.

Ce dispositif se représentait proportionnelle
ces syndicats dans la Com^e de sanctification, ainsi
avec voit, c'est pas adopté

Mr. Thourmyre et Mr. Kipow Robert
leur amendement qui a l'art. 5 et l'art. 6 on ^{mentionne} ~~précise~~
que le délai des quatre jours permis par le text
soit ainsi précisé : quatre jours francs (adopté)
un an : art. Müller a la même
article n'est pas pris en considération.

Par suite une nouvelle réaction
proposée par M. Coty pour l'art. 4 est adopté
Il en est de même de l'art. 5.

A l'art. 6 M. Coty demande la suppression
du 2^e degré de sanctification.

Il est approuvé par Mr. le président,
Mr. Baudouin, Mr. Jacquinet

Cet amendement est adopté malgré l'op-
position de M. Reynaud.

Cette adoption entraîne la suppression
des articles 7, 8, 9, 10 et 14

A l'art. 11 M. Coty fait remarque en disant
qu'il ne peut pas faire des décisions qui
n'auraient pas été prises, de fusionner en posant
à text avec celui des articles de 12 pour
faire un seul article nouveau, et de
supprimer l'art. 12 ancien.

Cette prop^o est adoptée et l'art.
11 est adopté dans la forme suivante :
" Après avoir par le Secrétaire ou
" l'un d'elles ou désigner des arbitres
" ou en cas de désaccord des arbitres
" soit de la form, soit par le droit d'un
" Secrétaire, le dernier est désigné par le
" 1^{er} président de la Com^e de sanctification "

A l'art. 13 Mr. Cailliet présentait
un am^t qui ne demande pas à la Com^e de
déposer pour le moment, se réservant d'intervenir
lors que ce sera en la forme publique

Il indique seulement que ces am^{ts} tend à préciser
que les arbitres ne pourront statuer sur les diffé-
rends d'ordre juridique et économique d'oulact
des contrats collectifs actuels.

Tous les autres amend^{ts} sont repoussés sauf
un paragraphe additionnel au texte des art. 10 qui,
présenté par M. M. Maulin et Champetier de
Ribe, prévoit qu'un règlement d'admⁿ publique
déterminera les conditions d'application de la présente
loi.

L'ensemble du texte nouveau est adopté.

La séance est levée à 19^h 15

Le président

Jourdain

Seance du jeudi 17 décembre 1936

Présidence de M. Durand

Sont présents : M. Durand, Renaud, Thoury,
Caillet, Coty, Fèvre, Hammeley, Jacquinet,
Lévy, Rivière, Lory, Gauthier, Muel, Ruere,
Ragnaudy, Léopold Robert, D. Roussel

La séance est ouverte à 14^h 45

Conciliation et Arbitrage obligatoire (suite)

M. le président informe la Cam^{re} que se
nouveau amend^{ts} ont été déposés aux art. 4, 5 et
6, tendant tous à reprendre le texte primitif
de la Cam^{re}.

En réalité, il n'y a pas une différence
législative de rédaction, fait observé par Jacquinet,
mais la Cam^{re} doit prononcer une première fois
si elle est revenue sur son texte c'est parce
que plus de 50 am^{ts} ont été déposés au cours de
l'été dernier et qu'elle ne pourra pas se
passer d'une décision sur ces amend^{ts}. D'ailleurs l'art. 10 est

de 4 millions le résultat d'une erreur. L'auteur de
l'ann. a rectifié par avance. S'il n'a aperçu tout
qu'il n'a pas les fonds au bout le texte nouveau
est communiqué, la partie de ce texte fait. Peut
ce s'ajoutant le tirant précillement au verso
du texte imprimé nouvellement distribué.

Quant à l'article 6 la Com. s'est prononcée
formellement hier pour la suppression du 2^e stade
de l'annulation. Il n'y a pas nos fides à y revenir.

M. Fèvre quoique partisan des annués
nouvellement présentés, déclare également qu'il
n'y a pas lieu à la Com. de revenir sur son vote
une 2^e fois.

M. le Président propose un nouvel amendement
no 18 rectifié tendant à l'addition d'un article
additionnel 20 bis.

Le texte de M. Thibault prévoit que
"Toute ann. écrite entre l'employeur et
l'employé ne pourra faire l'objet d'aucun
arbitrage s'il ne s'agit d'un quelconque
moment que a soit, un différend entre les
deux parties."

"L'employeur se conforme au jugement de l'arbitrage
en se conformant à la loi en vigueur."

M. Raynaud, Fèvre, L'opinion de M. le Président
ambassadeur de l'annués qui s'est-il, met
toute la loi en question dans son principe et
la Com., unanime, repousse cette disposition.

La séance est levée à 19 heures 10.

Le Président,

Amour

29

REUNION COMMUNE DE LA COMMISSION DU COMMERCE ET
DE LA COMMISSION DE LEGISLATION

(Vendredi 18 decembre 1936)

PRESIDENCE DE M. DUROUX

CONCILIATION ET ARBITRAGE OBLIGATOIRES

(Audition de M. LEON BLUM, Président du
Conseil, assisté de M. LEBAS, ministre
du travail)

La séance est ouverte à 10 heures du matin.

Présents : pour la commission du commerce : MM. Duroux, président, Decroze, secrétaire, Caillier, Coty, Fèvre, Froget, Gautier, Gautherot, de Grandmaison, Jacquier, Paul Laffont, Moïse Lévy, Manceau, Eugène Muller, Ouvre, Presseq, Raynaldy, Léopold Robert, Toy-Riont, Ulmo

Brunel pour la Commission de législation : MM. de Courtois, président, Calmel, vice-président, Boivin-Champeaux, ^{Secrétaire} ~~Secrétaire~~, Champetier de Ribes, Chaumié, Ulysse Fabre, Fallières, Fourcade, Alfred Grand, Lefas, Lisbonne, Maulion, Pernot, Renoult, Lemery, ~~Serli~~ ^{de la Grandrie, Lucouren, Degardin}, Henry Boudreau, Giraud.

M. DUROUX, président, souhaite la bienvenue à M. le président du conseil et à M. le ministre du travail et donne immédiatement la parole à M. le président du conseil.

M. LEON BLUM, président du conseil, fait observer que les lois financières vont occuper le sénat jusqu'à la fin du mois de décembre et que, d'autre part, la session de 1937 ne pourra, légalement, s'ouvrir que le mardi 12 janvier. Or, il faut absolument que les deux chambres aboutissent sur la question de la conciliation et de l'arbitrage obligatoire dans les conflits collectifs du travail avant mardi, car dans le cas où un accord ne pourrait intervenir tout de suite entre les deux chambres on se trouverait, pendant un mois, sans aucune arme législative pour résoudre les conflits du travail.

Depuis six mois, ajoute le président du Conseil, le gouvernement a acquis l'expérience des arbitrages, expérience de laquelle il résulte qu'en fait, quand il a pu arbitrer ou faire arbitrer, toujours la sentence a été respectée.

Le gouvernement, dit-il, ne pourrait accepter qu'un texte consacrant des principes sur lesquels, cependant, il n'est pas certain que les deux assemblées puissent se mettre actuellement d'accord. Donc, une solution provisoire est nécessaire. Pendant l'application de cette solution provisoire le gouvernement aura le temps de mettre en harmonie l'arbitrage obligatoire et l'organisation démocratique de la grève.

Le texte du projet élaboré par le gouvernement n'était autre que celui qui fut mis sur pied, en réalité, par les parties elles-mêmes en présence et, pour préciser, par MM. Lambert-Ribot et Belin. Le gouvernement avait ainsi la chance de présenter au parlement une rédaction sur laquelle tout le monde était d'accord, - ce pour quoi il l'avait acceptée.

Aujourd'hui, après les discussions qui viennent de se produire au sénat on constate qu'il n'est pas permis d'espérer un accord à bref délai entre les thèses contradictoires qui se sont affrontées, d'une part, et entre les deux chambres d'autre part. Comme il convient tout de même d'aboutir, il n'y a plus d'autre issue que celle d'une solution provisoire qui permette au gouvernement de procéder à une étude plus complète de la question.

D'ailleurs, ajoute M. le président du conseil, le Sénat ne pourrait se refuser à cette solution provisoire, puisque c'est lui-même qui en a trouvé une première fois la formule par l'adoption de l'article 15 de la loi montcaire, dont on demande aujourd'hui d'étendre le champ d'application.

Et par cette proposition le gouvernement rejoint aussi M. Lémercy dans les arguments que celui-ci a fait valoir pour demander l'ajournement, - avec cette différence toutefois que M. Lémercy tout en ajournant la solution n'en apportait aucune pour trancher les conflits présents, alors que si le sénat vote la proposition dont il est saisi, le gouvernement disposera tout au moins d'une arme législative, provisoire dont il pourra se servir dans l'intérêt même des parties en conflit.

C'est ainsi que le pénible conflit du Nord et de la Sambre serait déjà résolu si l'arbitrage avait pu s'appliquer, alors que si une solution n'intervient pas rapidement, il risque de provoquer, par repercussion, dans la région parisienne, des débauchages nombreux dans la métallurgie.

M. le président du conseil attire, d'autre part, l'attention sur ce fait que, par son extension, l'arbitrage accepté loyalement et exécuté est un facteur de concorde intérieure, concorde que le gouvernement s'efforce de réaliser car elle est un des éléments de la paix internationale.

Entrant dans le détail de son action personnelle, le président du conseil indique qu'il a saisi le Conseil national économique, le parlement et le Conseil d'Etat du texte même de l'accord Matignon. Le Conseil national économique a déjà examiné le projet de décret. Devant le conseil d'Etat la section compétente a également commencé l'étude de ce texte. Si le Conseil d'Etat, en assemblée générale, n'a pas encore statué, c'est pour des raisons de convenances vis-à-vis du parlement qui n'a pas encore pris de décision.

Dans ce texte, C.G.T. et C.G.P. sont nommément désignées car elles figuraient également dans l'accord Matignon. Cependant

le sénat a pensé qu'on ne pouvait faire, sur le plan de la loi, ce qu'on a fait sur le plan du contrat. Le président du conseil s'est rendu aux raisons des commissions du sénat; dans le décret il s'engage, personnellement, à ne pas nommer les confédérations.

Passant au rôle du surarbitre, il indique que, pendant six mois, on a arbitré sans relâche à l'Hôtel Matignon; ce n'est cependant pas là un rôle que le gouvernement a souhaité ni sollicité. Il a eu la chance que les arbitrages ainsi redoublés n'aient pas provoqué d'opposition très forte de la part des intéressés, mais c'est un rôle qu'aucun homme public n'a le désir de remplir. Si le gouvernement l'a tenu pendant six mois c'est que, continuellement on s'est adressé à lui, soit du côté patronal, soit du côté ouvrier. Il ne tient pas à continuer. D'ailleurs, ajoute le président du conseil, à mon avis, la période critique est passée et le gouvernement croit qu'il est possible maintenant d'obtenir l'accord des parties pour aboutir à une conciliation qu'il importe de prévoir à plusieurs degrés, précisément pour former filtrage avant d'arriver à l'arbitrage.

Le gouvernement a toujours proposé comme arbitres des hommes inspirant confiance aux deux parties, et pour en témoigner, le président du conseil cite les exemples d'arbitrages de la chocolaterie, de la batellerie, des docks de Bordeaux - ce dernier conflit, ajoute-t-il, étant cependant l'un des plus difficiles à régler, parce qu'en réalité, c'est un de ceux dans lesquels on peut dire qu'en réalité il n'y avait pas de litige.

Dès qu'on rentre dans la voie arbitrale, dit-il, la solution est certaine. Dans le conflit Panhard, l'arbitre, M. Guinand, a été immédiatement accepté par les deux parties. De ces expériences déjà nombreuses il résulte que, pratiquement, on a pu former dès maintenant un corps de spécialiste de l'arbitrage. Le président du conseil ajoute aux exemples déjà cités celui du conflit des dessinateurs de la marine. Lorsque le collège arbitral sera composé comme il doit l'être, - magistrats, hauts fonctionnaires de l'administration, professeurs de facultés de droit, etc., les ouvriers et les patrons tomberont rapidement d'accord sur le choix du surarbitre; mais même s'ils n'y parvenaient pas, l'intervention du gouvernement n'aura d'autre sens et d'autre effet que d'aboutir à faire désigner le personnage le plus compétent quant à la nature du conflit, sur une liste de personnalités étrangères au monde industriel proprement dit, et ainsi cette intervention ne saurait être redoutée de qui que ce soit.

Examinant la genèse des conflits sociaux, le président du conseil fait observer que, sous une apparence de génération spontanée ils ne sont que l'aboutissement d'une méfiance qui existe sourdement depuis longtemps et qui trouve enfin l'occasion d'éclater. Mais, maintenant que les organisations ouvrières ont grandi elles se sentent responsables de la sécurité et de la prospérité économiques. Pendant 40 ans - et il y a encore six mois leur état d'esprit à cet égard n'avait pas changé, -elles ont combattu l'arbitrage obligatoire. Le fait

qu'elles s'y rallient est un symptôme important auquel il convient d'être attentif, car c'est un facteur sérieux d'apaisement social.

En juin dernier, alors que personne ne savait trop comment les choses allaient se passer, étant donné la gravité des circonstances, l'accord Matignon et les lois votées à ce moment ont arrêté le mouvement; mais la conclusion de cet accord a laissé au président du Conseil des souvenirs que, dit-il, il n'oubliera pas. Les patrons demandant aux représentants de la C.G.T. d'arrêter le mouvement d'occupation des usines, ceux-ci se déclarèrent impuissants à cet égard, mais reprochèrent vivement aux patrons leurs fautes passées, causes initiales du mouvement qui venait de se déclencher. Pour restaurer une véritable paix sociale, il faut donc favoriser l'incorporation des organisations ouvrières à la vie économique au lieu de les en écarter.

Cela ne signifiera pas que le gouvernement veuille favoriser la C.G.T. au détriment d'autres organisations; cela ne signifie pas non plus, de la part du président du conseil, un abandon des idées socialistes auxquelles il reste fidèle, et en tout cas, il est convaincu que, depuis six mois, c'est sa présence au pouvoir qui a arrêté ou tout au moins empêché le mouvement de s'étendre.

M. DE GRANDMAISON objecte que c'est, au contraire, la présence de M. Blum à la tête du gouvernement qui a déclenché le mouvement, en provoquant les conflits et les occupations d'usines.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL répond que c'est sous le gouvernement de M. Barrault que le mouvement a pris naissance, et celui-ci s'en est d'ailleurs expliqué devant le sénat dans une séance dont personne n'a perdu le souvenir.

M. GAUTHEROT ajoutant que le mouvement se complique du fait de l'action du parti communiste, lequel fait partie de la majorité gouvernementale,

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL déclare qu'il ne se dérobera pas au débat qui sera soulevé sur ce point au Sénat par M. Lémery.

Pour se resumer et en terminant, il demande aux deux commissions réunies comme au sénat de lui donner les moyens d'agir.

M. FOURCADE constate que M. le président du conseil considère le décret en préparation comme la réalisation législative d'un accord qui n'a pu être mené jusqu'à son terme, et il demande si le projet de contrat ne prévoyait qu'une catégorie de conflits.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL déclare que le travail s'accomplit par étapes; le premier titre seul avait été rédigé; on était d'accord pour continuer le travail, mais on n'avait pas encore commencé le titre II.

M. FOURCADE observe que le texte parlait de "rédac-

tion, d'exécution..", mais que les actes de gestion étaient exclus de l'arbitrage, et dans le projet de loi monétaire, la commission des finances avait manifesté son intention bien nette à cet égard. La loi monétaire contenait, d'ailleurs, une autre restriction.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL répond que dans les litiges récents, on pouvait se trouver en présence d'actes de gestion et que, d'ailleurs, la rédaction du titre Ier sur laquelle on était d'accord se transposait dans le 2e titre, avec quelques modifications.

M. FOURCADE demande, étant donné que le décret ira certainement devant le conseil d'Etat, que d'autre part, le président du conseil a reconnu qu'on ne pouvait transporter dans le domaine législatif ce qui était du domaine contractuel si la C.G.T. et la C.G.P. qui, pas plus l'une que l'autre, n'ont selon lui, de vie légale, figureront ou non dans le décret.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL déclare que, selon lui, la C.G. P. tout au moins, a une existence légale,

et M. FOURCADE, poursuivant ses observations, demande qu'il soit bien entendu, en tout cas, que même non nommées dans le décret C.G.T. et C.G.P ne pourront être visées implicitement.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL répond qu'une série de lois et de décrets désignent déjà "l'organisation - patronale ou ouvrière - la plus représentative". Il ne peut être question d'extirper de ces textes tout ce qui fait allusion à ces organisations.

Il n'y aura de procédure arbitrale efficace que dans la mesure où elle épousera les organisations patronales et ouvrières. Il y a six mois, tout le monde voulait une organisation patronale et une organisation ouvrière solides. M. le président du conseil, plus que quiconque le souhaite et il ne comprend pas que ce ne soit pas là l'état d'esprit de tous. Personnellement il souhaite même collaborer avec les deux cents familles, car ce ne serait en somme qu'une conséquence heureuse de l'organisation du patronat.

M. RAYNALDY demande ce qu'il adviendra du projet en instance devant le Sénat après le dépôt de la nouvelle proposition de M. Jacquier. L'article Ier est déjà voté. Que devient-il ?

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL répond que, dès hier, devant les tendances manifestes du sénat, il avait eu l'intention de retirer le projet du gouvernement. Il ne tient pas à mettre cette intention à exécution et préfère une solution qui serait l'adoption du texte de M. Jacquier.

M. JACQUIER expose la façon dont, selon lui, la procédure pourra s'engager au début de l'après-midi devant le sénat. Tout de suite on demandera l'urgence sur sa proposition de loi, puis le renvoi à la commission, et après un vote immédiat, le projet présentement en instance demeurerait pour une discussion ultérieure.

M. RAYNALDY estime qu'on pourrait compléter la proposition de M. Jacquier par un texte déclarant que la procédure réglée par décret ne sera obligatoire qu'autant que l'article ler du projet, déjà voté par le sénat, ne sera rendu définitif.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL comprend que l'arbitrage ne puisse fonctionner qu'après l'évacuation de l'usine, ce à quoi tend évidemment la proposition de M. Raynaldy; cependant ajoute-t-il, l'annonce seule de l'arbitrage suffit souvent à amener l'évacuation de l'usine.

M. RAYNALDY insiste et voudrait que la proposition de loi de M. Jacquier comportât un article 2 s'inspirant de cet esprit, de façon que l'évacuation de l'usine servît réellement de préface à l'arbitrage obligatoire.

M. le Chanoine MULLER estime que les idées exprimées dans le préambule de l'accord Matignon sont très saines et il voudrait savoir si elles passeront dans la loi.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL répond qu'à son avis il lui paraît difficile d'introduire de semblables dispositions dans un texte législatif. Si une formule peut être trouvée, cependant, il ne demande pas mieux.

M. LE CHANOINE MULLER ajoute que non seulement le président du conseil devrait renoncer à mettre dans la loi les mots "C.G.T et C.G.P.", mais encore "la chose" elle-même.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL répond que le monopole qu'on attribue à ces organisations consiste essentiellement dans la possibilité de composer la liste des arbitres et des sur-arbitres. Quant à lui, il agira de tout son pouvoir pour que certaines personnalités ne soient pas écartées.

M. LE CHANOINE MULLER insiste en faisant observer qu'en Alsace les syndicats chrétiens ont la majorité - ce qui paraît peut-être contestable à M. LE PRESIDENT DU CONSEIL, du moins en certains endroits, - et M. LE CHANOINE MULLER ajoute que cependant, il ne demande pas, quant à lui, en dépit de cette majorité, un privilège pour les syndicats chrétiens, étant partisan d'une représentation des minorités, - une représentation proportionnelle, précise M. LE PRESIDENT DU CONSEIL.

M. MAULION demande à quelle formule paraît vouloir s'arrêter le conseil d'Etat à qui, de même qu'au Conseil national économique, les projets de décrets ont été soumis : "les organisations les plus représentatives" ou "l'organisation ouvrière et l'organisation patronale les plus représentatives". L'un des textes prévoit presque une exclusivité, l'autre une pluralité.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL répond que, n'ayant pas assisté aux délibérations des sections du Conseil d'Etat il ne peut donner aucune indication à ce sujet.

Personne n'ayant plus de questions à poser, M. LE PRESIDENT

déclare close la discussion générale.

Il remercie M. le Président du Conseil au nom des deux commissions et déclare que celles-ci vont maintenant passer à l'examen même des textes.

(M. le président du Conseil et M. le ministre du travail quittent la salle des délibérations des deux commissions)

M. LE PRESIDENT demande aux deux commissions de commencer l'examen des textes sur lesquels elles ont à se prononcer. Peut-être M. Jacquier pourrait-il tout d'abord expliquer le mécanisme de sa proposition de loi...

M. PERNOT fait observer qu'il faut tout d'abord que les commissions se prononcent sur un point précis, car il y a, en réalité, deux problèmes :

1) une question de fond - acceptera-t-on de donner les pleins pouvoirs au gouvernement ?

2) la question des modalités.

Examinant le premier point, M. Pernot estime qu'il lui paraît contraire au mandat donné par l'assemblée aux deux commissions d'accorder des pleins pouvoirs au gouvernement. Il y avait deux points de vue différents à concilier, d'après la proposition même de M. Bienvenu-Martin. Au lieu de la conciliation de deux points de vue on soumet aux commissions réunies une proposition absolument nouvelle; on sort ainsi du mandat qui leur avait été donné. Alors qu'on est sur le point d'aboutir c'est le moment qu'on choisit pour demander aux deux commissions d'abandonner leur étude. Oui, il faut aller vite, mais on obtiendra plus rapidement une solution satisfaisante par la voie parlementaire, et aux yeux du pays, un vote du parlement aura plus de portée morale qu'un décret. Pour le prestige même du parlement, c'est la solution la plus désirable.

Fidèlement attaché au régime parlementaire, M. Pernot demande qu'on réfléchisse bien à cet aspect du problème.

D'autre part, ce qu'on demande au parlement de faire est très grave : "quelle que soit la cause des conflits", dit M. Jacquier, dont le texte ne trace aucune limite au pouvoir des arbitres, - et les exemples d'arbitrages donnés par le président du conseil ne rassurent pas M. Pernot, car il arrivera qu'une personne de l'extérieur pourra imposer sa volonté sur une question de gestion.

M. Pernot demande donc qu'on pose d'abord la question de principe, et personnellement il s'oppose aux pleins pouvoirs.

On a posé la question de savoir quelle était l'opinion du Conseil d'Etat: actuellement, dit M. Pernot, il n'en a aucune, car il n'a pas encore délibéré sur le point soulevé par M. Maulion.

42

M. FEVRE fait observer que la commission du commerce s'est trouvée, au début, saisie de la proposition Jacquier en même temps que d'une proposition très différente de M. Raynaldy. On comprend qu'elle ait pu, comme elle l'a fait alors, préférer le second système à la solution provisoire de M. Jacquier, mais il apparaît maintenant qu'une conciliation entre les divers points de vue est très difficile, sinon impossible à réaliser dans un délai très bref, alors qu'il importe d'aller très vite. Dans ces conditions, M. Fèvre déclare que si l'on peut se mettre d'accord sur la proposition de M. Jacquier, il la votera.

M. FOURCADE appuie les observations de M. Pernot. Selon lui la véritable raison de la réunion d'aujourd'hui est que le gouvernement a bien vu que le sénat allait, malgré toutes les divergences de doctrines, aboutir à un résultat que lui, gouvernement, ne voulait pas. Il a d'abord, comme l'a dit le président du conseil, songé à retirer le projet, et ayant découvert soudain qu'il s'agissait d'une oeuvre de longue haleine, il a trouvé dans la procédure présente un moyen d'obtenir ce qu'il veut avant tout : les pleins pouvoirs..

M. JACQUIER demande que sa proposition soit prise en considération; il est prêt à la modifier au besoin, notamment en ce qui concerne le délai d'un an qu'il consentira volontiers à abréger. S'il a présenté sa proposition au début à la commission du commerce, - laquelle s'est prononcée après deux votes par une voix de majorité en faveur du système de M. Raynaldy - c'est parce qu'il apercevait bien devant quelles difficultés on se heurterait pour aboutir à une solution rapide. Ce qui s'est passé depuis huit jours démontre combien il avait raison. La question des sanctions vient compliquer le problème. Il lui a donc paru imprudent de vouloir faire du définitif et bien préférable de tenter une expérience qui révélera son efficacité ou son inefficacité à l'épreuve, - une épreuve limitée dans le temps.

Ce qui ~~le~~ fait hésiter, c'est le monopole de fait donné à la C.G.T ; mais, ajoute-t-il, si l'on redoute tant ce privilège, il ne fallait pas voter l'article 15 de la loi monétaire. D'ailleurs, ajoute-t-il pour conclure, on se laisse un peu hypnotiser par cet aspect de la question, et il y a d'autres dangers auxquels on ne peut parer qu'en donnant à la loi un caractère temporaire. Les avantages de la proposition qu'il soumet au sénat lui paraissent plus importants que les inconvénients qu'on lui reproche et c'est pourquoi il insiste pour en réclamer le vote.

M. CHAUMIE demande si le parlement va se laisser dessaisir, - alors qu'on était sur le point d'aboutir - devant la menace du gouvernement de retirer un projet qui ne répond plus à ses désirs. On fait de ce décret temporaire, limité dans son application, une arme donnant au gouvernement tous les pouvoirs possibles en matière de conflits du travail. L'exemple du "Dunkerque" ne le rassure pas. La marine avait reçu des commandes pour ce navire, et alors que tout le monde était d'accord, la C.G.T. a posé le problème pour en faire un conflit de domination. Une décision de référé aurait terminé le conflit instantanément. La présence de l'arbitre, M. Guinard, choisi par le gouvernement, n'a servi qu'à sauver la face, ce qui n'a pas empêché le bureau d'études où se trouvaient des secrets de la défense nationale d'être occupé. Là comme dans l'intervention...

du gouvernement pour l'application par décret de la semaine de 40 heures, les conséquences de cette intervention se révèlent désastreuses.

M. LEMERY déclare qu'il s'agit d'un débat de caractère technique où la politique ne doit pas avoir de place. Le sénat s'est trouvé, quand il a abordé l'article 4, en présence de deux conceptions : la conception de M. Raynaldy et celle de M. Maulion. Il a demandé que les deux commissions se réunissent pour concilier ces deux points de vue et non pour autre chose. Il n'est pas bon qu'il se dessaisisse de son droit de légiférer et d'ailleurs, M. Lémery estime qu'il sera très facile aux deux commissions et au sénat de se mettre d'accord sur trois idées bien claires : 1) le respect de la propriété, 2) le respect de la liberté syndicale, 3) le respect de la liberté du travail.

M. CALMEL se déclare également adversaire des pleins pouvoirs. Nous sommes, dit-il, à une heure où les responsabilités étant lourdes, le parlement n'a pas le droit - aujourd'hui moins que jamais - de se dessaisir. Loin de se grandir en cédant, il se diminuerait.

M. MANCEAU partage également cette manière de voir; cependant, à un moment il a partagé, lors de la discussion du commerce, l'opinion de M. Jacquier. Dans ces conditions il y aurait possibilité de trouver un terrain d'entente dans le fait d'accepter le texte de la commission du commerce comme base de discussion, mais en limitant son application à six mois.

M. FALIÈRES, également hostile à une attribution de pleins pouvoirs au gouvernement et à un dessaisissement du parlement se demande toutefois si l'on pourra réaliser l'accord des deux commissions. Et même si un tel accord intervient il n'aura ni l'approbation du gouvernement, ni celle de la chambre. Voilà ce qu'il faut voir. Dans ces conditions, il propose de modifier la proposition Jacquier dans le sens d'une introduction dans son texte du préambule de l'accord Matignon. Il croit pouvoir affirmer que le président du conseil accepterait une telle modification. Il suffirait d'ajouter après la première phrase : "les procédures seront organisées et appliquées dans l'esprit du préambule, etc." Il conviendrait également de réduire la durée d'application, trop longue selon lui.

M. LE PRESIDENT déclare close la discussion générale et met aux voix la proposition de M. Pernot, qui précise-t-il, si elle est adoptée, aura pour effet, d'écarter la proposition de loi Jacquier et ainsi, les deux commissions devront continuer à discuter le texte du projet en instance devant le Sénat.

(La proposition de M. Pernot est adoptée.)

M. OUVRE, malgré les appréhensions de certains de ses collègues, ne s'effraye pas d'un conflit avec la chambre. Si nous réduisons, dit-il, la discussion en votant un texte à la quasi-unanimité, la chambre s'inclinera.

M. FOURCADE ajoute qu'il n'y aura pas conflit entre la chambre et le sénat, mais entre le gouvernement et le sénat car, à la chambre le gouvernement fera ce qu'il voudra.

On passe alors à la discussion des articles.

44
M. LEMERY, à l'article 4, propose, après le 1er paragraphe d'ajouter : "cette tentative de conciliation sera confiée à un conseiller d'état en service ~~extra~~ordinaire appartenant à la section du travail et désigné par le vice-président du Conseil d'Etat".

M. LE PRESIDENT fait observer qu'en ce qui concerne la conciliation, la commission du commerce a supprimé un degré sur les trois que prévoyait le système de M. Raynaldy. Les solutions les plus simples sont les meilleures; l'expérience a prouvé que toutes les fois que les parties peuvent échanger simplement leurs points de vue, le conflit est déjà à moitié résolu.

Après un échange de vues entre MM. RAYNALDY, LEFAS et LEMERY, qui déclare retirer sa proposition, les commissions acceptent, sur la proposition de M. OUVRE, de supprimer le dernier membre de phrase de l'article 4 : "...et s'il n'en existe pas la commission interdépartementale", - l'article étant alors, sur la proposition de M. CHAMPETIER DE RIBES, complété ainsi qu'il suit :

"Cette commission, présidée par le préfet, est composée en nombre égal d'employeurs et de salariés. Des membres suppléants sont désignés dans les mêmes conditions.

"Les membres titulaires et suppléants seront nommés par le préfet qui choisira les employeurs sur une liste présentée par les chambres de commerce du département, les salariés sur des listes présentées par les unions départementales de syndicats ouvriers. Le préfet désignera par arrêté le nombre de sièges à attribuer aux diverses unions départementales, en tenant compte de tous les éléments de nature à fixer leur importance respective."

Cette formule dit M. Champetier de Ribes est celle la même du conseil national économique.

(Elle est adoptée)

A l'article 5, en conformité du vote émis, les commissions décident de supprimer les mots "ou interdépartementale" et, sur la proposition de M. LEMERY, elles adoptent l'addition que son auteur avait tout d'abord proposée à l'article 4, mais qu'il a retirée, pour la placer in fine de l'article 5. Celui-ci se terminera donc ainsi :

"Ces fédérations nomment une commission paritaire qui entend les délégués des parties et s'efforce de les concilier, sous la présidence d'un Conseiller d'Etat en service ordinaire désigné par le président du conseil d'Etat"

L'article 6 est adopté sans modification.

A l'article 6 bis, M. RAYNALDY fait préciser que les observations de tout syndicat justifiant l'adhésion de plus de 30 % des assujettis de la catégorie dont il se réclame pourront être présentées "par écrit", - cette modification pour donner satisfaction à M. MAULION qui combattait l'article, et à M. CHAUMIE, qui s'en montrait partisan.

A l'article 11, après un échange de vues entre M. LE PRESIDENT, M. RAYNALDY et M. MAULION, les commissions se mettent d'accord sur un texte, dont la rédaction définitive sera apportée à la reprise de la séance par M. RAYNALDY.

(La séance, suspendue à 13 heures est reprise à 14 h 15)

M. RAYNALDY propose, pour l'article 11, la rédaction suivante :

"A défaut par les deux parties de designer leurs arbitres, ou par l'une d'elles de designer son arbitre, la désignation, dans les deux cas, sera faite par le Secrétaire général du Conseil national économique.

"Les deux premiers arbitres, en cas de désaccord, nommeront le tiers arbitre et s'ils ne peuvent s'entendre sur ce choix, le tiers arbitre sera désigné par le premier Président de la Cour de Cassation."

(Cette rédaction est adoptée.)

A l'article 13, M. RAYNALDY propose le texte suivant :

"Les premiers arbitres et le tiers arbitre forment le tribunal arbitral; ils doivent délibérer en commun, avec les pouvoirs d'arbitrage des compositeurs, pour établir un règlement équitable des conditions du travail, basé sur le respect du droit de propriété, des droits du travail, de la liberté syndicale et de la liberté individuelle."

M. CHAMPETIER DE RIBES approuve ce texte qui est la reproduction du préambule.

M. FOURCADE fait quelques réserves, tout en approuvant l'esprit qui inspire ce texte.

M. CAILLER voudrait, comme M. Fourcade, qu'on précisât davantage que les questions de gestion et les problèmes qui intéressent, d'une façon générale le fonctionnement de l'entreprise ne puissent pas être arbitrés; mais M. LE PRESIDENT fait observer qu'il ne convient pas de se perdre dans le détail, du moment que le respect des droits essentiels: propriété, travail, liberté individuelle ~~sont~~ bien affirmés et garantis. Sur ce point, l'un des plus importants de la loi, il demande, pour aboutir à un texte de conciliation, à chacun de faire abstraction de ses préférences, de façon à obtenir un vote massif, selon l'expression même de M. le chanoine MULLER

Le texte de M. RAYNALDY est adopté.

A l'article 15, M. RAYNALDY déclare qu'il ne s'oppose pas à l'amendement présenté pour la marine marchande par M. RIO, mais il demande que la rédaction de l'article ne soit pas modifiée momentanément, pour permettre en séance publique à l'auteur de l'amendement de s'expliquer, car personnellement il avoue son incompetence sur cette question.
(Adopté)

A l'article 18, les deux commissions, pour bien marquer que la loi ne concerne pas l'agriculture, décident d'ajouter in fine : "L'art. 31 vb du L. 1er du C. du Travail est abrogé en ce qui concerne le commerce et l'industrie."

A l'article 19,

elles sont A l'article 19, il est précisé que sont abrogés "les articles 104 à 115..." et non à 118, comme l'indiquait à tort le premier texte, du code du travail ~~sont abrogés~~ et qu'ils sont remplacés par les nouvelles dispositions qui viennent d'être adoptées.

A l'article 20 le second paragraphe est ainsi modifié :

"Un règlement d'administration publique déterminera les conditions d'application de la présente loi et l'incorporation des dispositions ci-dessus dans le Code du travail."

Enfin les deux commissions écartent d'un commun accord un article additionnel 20 bis de M. Thiebault.

M. LE PRÉSIDENT remercie les membres des deux commissions de l'effort qu'elles viennent de fournir et se félicite de ce qu'elles ont pu aboutir à une entente complète.

Il se propose de faire une courte déclaration en séance publique pour mettre le sénat au courant de l'accord heureusement réalisé.

La séance est levée à 15 heures 1/4.

Le président,

Guarant

Pres. France du 18 Décembre 1930

57

Présidence de M. Darov

La séance est ouverte à 17h 15

Présents: M. Darov, Decroze, Thoremyre, Carlier,
Coty, Maurice Dey, Maude, Oursi, Raynaudy,
Toy. Riout.

Réforme fiscale (taxe de 6%)
à la production

M. Toy. Riout, rapporteur pour avis, met la
Com. en courant des travaux de la S. Com. instituée
il y a huit jours. Elle a entendu M. Patouillet,
administrateur des contributions indirectes qui lui a
fourni d'intéressants renseignements. À la suite de
cette audition, la S. Com. a pris certains décisions que
M. Toy. Riout soumet à la Com.

L'application de la taxe de 6% présentera
des difficultés pour les produits ayant des désigna-
tions variées, c'est-à-dire dans le textile, la
métallurgie et la industrie similaires où il peut
y avoir des superpositions de taxes.

Cependant son application sera bien facilitée,
mais rendra plus efficace par la possibilité d'im-
poser aux commerçants de payer la position
d'acheteurs de producteurs. La Com. avait
envisagé une autre solution qui est permise, un
relèvement de la taxe, mais comme le redouble
ne pourra inclure la taxe dans son prix de vente
et qu'il n'a obligation de mentionner le fait de
la facture, elle n'existe pas.

La Com. a décidé d'importation celui qui
peut le permettre d'importation.

Quant à la taxe de 2% elle sera perçue
sur les ventes à la consommation effectuées au profit
de commerçants susceptibles de bénéficier ou pas
c. à d. ont la chiffre d'affaires n'atteint pas 500.000 fr.

Cependant l'application de cette mesure ne saurait
 toujours équilibrer et M. Toy. Riant envisage
 une réduction nouvelle plus légère les
 conditions d'existence et d'application de ces deux
 taxes — 6% et 2% — seraient fixés, non pas
 selon, mais par une loi, ^{ultérieure} pour qu'il n'y ait
 la Com. des J. à l'article 10.

M. Toy. Riant paraît ensuite en revue
 certains exonérations : pain, lait, beurre, viues, fromages, etc.

Il propose d'accepter un amendement cell.
 concernant exonérant les militaires, maris, etc.
 (Adopté)

On avait proposé, à la Com. de l'agriculture
 l'exonération des dérivés de lait, et compris la
caseine - Faut-il aller jusqu'à ce qu'on
 exonère seulement les dérivés de lait destinés à
 la consommation ?

M. Henda demande l'exonération de la
 caseine. Il est approuvé par M. Raynaud qui
 propose que, pour tout ce qui concerne les
 produits agricoles on s'en rapporte à la Com.
 de l'agriculture - (Adopté)

Une discussion s'engage à propos des
 produits coloniaux "en provenance directe
 des colonies", entre M. Toy. Riant, M. Coty,
 M. Caillaud qui le propose, sur ce point, se
 reprend le texte des journaux.

M. Durand, en ce qui concerne la pro-
 duits en provenance d'Algérie, précise la
 situation et insiste sur le fait que les délégués fi-
 nanciers ont décidé d'appliquer les 6% dans
 les mêmes conditions que celles qui seraient ar-
 rêtées par la chambre.

M. Toy. Riant examine enfin la
 question de droit de douane ou de consommation
 et de leur fusion avec la taxe. Il a
 dit, il pose la question à M. Tabouillet, le
 savoir si le régime des fusions pourrait
 s'accorder avec le régime de suspension de

taxe es matières premières; mais il n'a pu obtenir une réponse précise sur ce point. C'est pourquoi la Com^{te} renvoie l'application, à cet égard, à une loi nouvelle.

Pour la taxe d'abatage, qui pose la question de la 1^{re} quarter, (am: cela Com^{te} d'agriculture) dont les éléments sont des matières premières d'autres industries: suif, peaux, etc. M. Toy. Riout propose de laisser la Com^{te} de l'agriculture (adopté)

La taxe de 80% sur le charbon et celle sur les conserves de poissons sont maintenues

Passant à la question des réserves de 5^{le} M. Toy. Riout fait connaître que la Com^{te} des f.^{cs} a désigné la disposition envisagée par le projet, mais maintient la taxe de 4% sur les bénéfices non distribués. Il propose également à la Com^{te} du C^{te} la désignation de l'article 1^{er}.

Mais M. le Président fait observer que, devant ces bénéfices non distribués cachent des fraudes et devant à des opérations ultérieures telles que le rachat de mauvaises affaires de principal actionnaire.

M. Toy. Riout demande, appuyé par M. Cote, que tout au moins, les provisions justifiées ne soient pas considérées comme bénéfices, mais M. Thoremya fait observer que cela est prévu à l'article 21.

Sous ces conditions il est décidé que la Com^{te} du C^{te} n'interviendra pas en ce qui concerne les 5^{le}.

M. le Président remercie M. Toy. Riout de son exposé et la Com^{te}, unanime, approuve l'avis de son rapporteur.

La séance est levée à 18^h //

Le Président,

Thoremya

France du 24 décembre 1986

Présence de M. Boudot, vice-président
 Le Bureau est ouvert à 10h.

Sont présents : MM. Boudot, Lortie, Decroix,
 Carlier, Loty, Trézet, Guethery, Hanslin,
 Jacquemot, Muisse-Livy, Mauseau, Mautz,
 Oursi, Reynaldy, Serbellin

Conciliation & Arbitrage obligatoires

M. Reynaldy donne connaissance du
 texte nouveau qu'il propose après la vote
 de la chambre.

Il accepte de donner en priorité au
 goud (art. 3) pour une durée de 6
 mois, mais introduit dans ce texte
 une ~~élément~~ nouvelle : une clause
 de collaboration à venir dans les
 deux d'après (art. 5) et il espère que
 la rédaction qu'il propose ralliera non
 seulement l'adhésion de la chambre, mais
 fera l'accord avec la chambre.

Il déclare avoir soumis son texte au
 président de l'Assemblée qui a été très ébranlé.

M. Oursi croit aussi, après avoir lu
 le texte de la chambre quel'art. 3 pourra
 faire la conciliation entre les deux as-
 semblées.

M. Loty constate avec plaisir que
 le texte ne se borne pas à désigner des
 pouvoirs au goud, et qu'il mettra une
 loi véritable; cependant il fait des réserves
 sur le fond et demande pour qu'on prenne
 en art. 2 la question des occupations et de
 neutralisation de façon expresse.

Cependant il n'insiste pas sur l'inter-
 vention de M. le Président.

Mais à l'art. 1^{er} il propose nettement
 d'arrêter le texte après les mots "avant toute
 prise en ^{compte} la loi" (adopté)

51
A l'art. 1^{er} M. Coty demandait qu'on
l'annule. Brachard vote unanimement et la parole
est introduite dans le texte. (adopté) L'art. est
modifié en conséquence

M. Ouvre fait supprimer au début de l'art. 2
§ 2, les mots "en conséquence".

(Le texte de M. Raynaudy avait été modifié
et adopté)

Réunion commune avec la Com^{te} de l'enseignement
Les nouvelles de la Com^{te} de l'enseignement sont introduites.

M. de Freteval leur soumet le texte
de M. Raynaudy des lequel la Com^{te} de l'enseignement
est habilitée.

M. Fourcade réclame qu'il ne s'agit pas
simplement d'une réunion officieuse des deux Com^{tes}
et que la Com^{te} de l'enseignement aura le droit de la
servir et de délibérer ensuite seule sur le
texte de la Com^{te} de l'enseignement

M. Jacquier répond que la Com^{te} de l'enseignement
n'est pas demandée en principe la Com^{te} de l'enseignement
de l'enseignement car elle, des savoir si la
réunion commune aurait ou non un caractère
officiel, mais il ne conteste pas le droit de la
Com^{te} de l'enseignement de se réunir ensuite, avec la
Com^{te} de l'enseignement pourra également le faire

M. Calurel et M. Lisbonne déclarent qu'ils
font tout au moins proposer à un échange de
vue entre les 2 Com^{tes}, mais cela n'empêcher
pas la procédure normale de suivre son
cours.

M. Raynaudy lit donc à nouveau la liste
de la commission à titre documentaire

M. R. Lefebvre, Anacréon le critique

M. Anacréon, notamment s'élève contre les
dispositions de l'art. 4 dressant la liste des
membres arbitraires et se refuse à y voir figurer les
membres des facultés. Il propose une liste
énumérant exclusivement les Cours de la Com^{te} de l'enseignement
Cours d'Etat, la Com^{te} de l'enseignement, la Com^{te} de l'enseignement

52

Sur cette liste il pourrait que le tiers arbitre fut désigné
non par une personnalité quelconque, mais par voie de
tirage au sort.

M. Clément Regnaud demande que l'ar-
bitrage soit la discussion, de façon que la loi ne
soit pas examinée de près le texte de la loi
de l'industrie une fois que celui-ci aura été
discuté.

M. Lénery demande une modification au
texte en ce qui concerne les embauchages et les
congétiements, de façon à préciser que ceux-ci
sont interdits jusqu'à la solution définitive
des conflits actuellement en cours. (art. 282)

Les membres de la Commission la
relèvent.

Après cela, le Comité de l'industrie,
pour donner satisfaction aux demandes de la
Commission, présente à l'art. 2 par M.

Lénery, à l'art. 4 par M. Guarini unifier
à nouveau son texte sur ce point
sous le propos de soumettre à
l'approbation de l'Etat, en la même
publique le texte définitif suivant:

ART. 1^{er}

Dans l'industrie et le commerce, tous les différends
collectifs du travail doivent être soumis aux procédures de
conciliation et d'arbitrage, avant toute grève ou tout lock-out.

ART. 2

Est également soumis aux dites procédures le règle-
ment des conflits déjà survenus.

Dès la mise en mouvement de ces procédures, les occu-
pations et les neutralisations des lieux d'emploi, sous quelques
formes qu'elles soient organisées, doivent immédiatement cesser,
De même et jusqu'à solution définitive du litige sont interdits
tous congédiements et tous embauchages.

53

ART. 3

A défaut de convention collective fixant les règles de ces procédures de conciliation et d'arbitrage, le Gouvernement est autorisé, pendant une durée de 6 mois, à partir de la promulgation de la présente loi, à user des pouvoirs qui lui ont été conférés par l'article 15, paragraphe 2, de la loi monétaire du 1^{er} octobre 1936.

...../.

ART. 4

Toutefois, s'il y a lieu à désignation d'un surarbitre à défaut par les parties ou par les premiers arbitres de s'être entendus sur ce choix, ce tiers arbitre sera pris parmi les membres, actuels ou anciens, des grands corps de l'Etat ou des grandes Institutions nationales, tels que la Cour de Cassation, le Conseil d'Etat, l'Académie des Sciences, le Conseil National Economique, le Conseil Supérieur du Travail.

ART. 5

Le surarbitre aura les pouvoirs d'un amiable compositeur.

L'arbitrage aura pour objet d'établir un règlement équitable des conditions du travail, en vue de créer aux lieux d'emploi une atmosphère de collaboration, dans le respect des droits mutuels des parties : droit de propriété, droit syndical, liberté individuelle, liberté du travail, liberté syndicale.

ART. 6

La sentence arbitrale sera motivée.

Elle sera obligatoire.

Elle sera rendue publique.

La séance est levée à midi.

Le président,

Stavitsky

Le mardi 26 décembre 1936

Présidence de M. Bender, vice-président

La séance est ouverte à 14^h 30

Présents - M. Bender, Lourtes, Decroze, Thourmyre, Carlot, Coty, Gautier, Hamelin, Jacquard, P. Laffont, Moise L'ery, Mando, Ouvre, Raynaldey, P. Robert

Les membres de la Com.^{te} législ.^{te}
assistent à la séance.

Arbitrage obligatoire

M. L'ery, Raynaud, rapp.^{er} de la Com.^{te} législ.^{te} donne connaissance de l'avis qu'il a rédigé au nom de cette Com.^{te}

M. le président remercie la Com.^{te} législ.^{te} de son effort de conciliation.
M. Pernot précise le sens des amendements qui ont été déposés et qui consistent :
1^{er} à l'art. 2 à supprimer le § 2, car il craint l'argument de casuarius qui ne pourra opposer en ce qui concerne l'occurrence des usages qui n'auraient pas été légalisés.

2^e à l'art. 4 à une détermination différente des arbitrages.

M. Champetier de Ribes expose également la portée des amendements à l'art. 1^{er} qui tend à organiser les procédures de conciliation et d'arbitrage dans le cadre des lois existantes.

M. M. L'ery et Maumier exposent également leurs amendements - M. L'ery à l'art. 1^{er} en vue de définir les différents collectifs, M. Maumier à l'art. 1^{er} comme texte complémentaire de celui de M. L'ery.

Les membres de la Com.^e de législation se retirent

Les membres de la Com.^e du Commerce, consultés
estiment qu'il n'y a pas lieu, vu le peu de temps qui
leur est imparti avant la séance publique, d'examiner les
modifications proposées par les auteurs d'amend.^t
au nom de la Com.^e de législation.

Le texte de M. Raynaldy, adopté au cours de la
précédente séance de la Com.^e est imprimé et le
rapporteur reprendra en séance publique avec ses
amend.^t précédents -

La séance est levée à 15^h 45

Le président,
J. B. B.

Séance au dimanche 17 décembre 1936

Séance ouverte à 11^h m.

Présidence de M. Baudet, vice-président

Présents: M. Baudet, Decroix, Loty, Gauthier, Laffont, Renard, Hamelin, Jacquard,
Vanceau, Maudo, Buisson

Raynaldy, Ed. Roussel,
Thommyre.

Arbitrage obligatoire

M. le président rappelle que la
Com.^e doit se prononcer sur le § 2 de l'art.
I qui a été renvoyé à la Com.^e à la suite
du dépôt de l'amend.^t Merlin faisant suite
à la demande de suppression de ce paragraphe par
M. Bernot.

M. Raynaldy présente un nouveau texte
pour l'art. I paragraphe ^{1er} qui soumet directement
aux arbitres les différends relatifs à la reprise du
travail. Ce texte est soumis aux mêmes pourvois
avant tout arbitrage obligatoire.

Après une discussion au cours de laquelle
interviennent MM. Loty, Buisson, Jacquard, Laffont,
M. Raynaldy modifie son texte et ajoute
enfin une disp.^e, à la demande de
M. P. Laffont, qui donne mission aux arbitres de
se prononcer sur les cas où il y a lieu d'appliquer l'arbitrage obligatoire.

56
La Com^e décide également de modifier l'art 3 en
amortissant les durée des pourvois au 1^{er} juin 1937 et
en précisant que les Sénats seront abrogés de plein
droit à la date sus-indiquée.

L'art 4 s'améliore. Le texte est
adopté et mis, en ce qui concerne le 1^{er} alinéa, en
harmonie avec le texte primitif de la Com.
Enfin à l'art 6, il est ajouté que la
sentence arbitrale, motivée, sera rendue
sans appel.

Le texte devient donc le
suivant (l'article 1^{er} et le § 1^{er} de
l'art. 2 ayant été adoptés par le Sénat)

Article 2

Est également soumis aux dites procédures le règlement des
conflits déjà survenus. (Adopté).

En ce qui concerne les conflits en cours, la mise en mouvement
de ces procédures entraînera de plein droit, pour toutes les parties,
l'obligation de reprendre le travail.

.....

A titre transitoire, toutes contestations de nature à retar-
der cette reprise immédiate du travail seront portées directement
et sans préliminaires de conciliation devant les arbitres.

Les arbitres se prononceront sans délai en l'état des justi-
fications produites, ou définitivement ou seulement par provision;
tous droits des parties demeureront, en ce cas, réservés jusqu'à so-
lution des autres litiges en instance entre elles.

Les décisions des arbitres, provisoires ou définitives, o
seront sans appel.

Il est cependant précisé que les congédiements prononcés
par les patrons resteront maintenus, sauf aux arbitres à décider si
ces congédiements sont ou non justifiés.

Article 3

A défaut de convention collective fixant les règles de ces
procédures de conciliation et d'arbitrage, le Gouvernement est auto-
risé, jusqu'au 1^{er} juin 1937, et pour tous les conflits visés à
l'article premier, à fixer les modalités de ces procédures, par dé-
crets rendus en conseil d'état, en conformité des dispositions de
l'article 15, paragraphe 2, de la loi monétaire du 1^{er} octobre 1936.

Les décrets pris en vertu de la présente loi seront abrogés
de plein droit à la date sus indiquée.

Article 4

"S'il y a lieu à désignation d'un surarbitre, à défaut par
les parties ou par les premiers arbitres de s'être entendus sur ce
choix, ce tiers arbitre sera désigné à Paris et dans le département
de la Seine par le Premier Président de la Cour de Cassation, et
partout ailleurs par le Premier Président de la Cour d'Appel du res-
sort de laquelle dépend l'établissement où le différend s'est produit

Article 5

Le surarbitre aura les pouvoirs d'un amiable compositeur.

L'arbitrage aura pour objet d'établir un règlement équitable des conditions du travail, en vue de créer aux lieux d'emploi une atmosphère de collaboration, dans le respect des droits mutuels des parties : droit de propriété, droit syndical, liberté individuelle, liberté du travail, liberté syndicale.

Article 6

La sentence arbitrale sera motivée et sans appel.

Elle sera obligatoire.

Elle sera rendue publique.

(Ce texte est adopté)

La séance est levée à midi.

*Le Président,
D. D. D.*

Séance du 30 décembre 1936

*Présence de M. Bender, vice-président
Présent : M. Bender, Thourmes, Caillat, Fier,
Kamelis, Laffont, Lévy, Manceau, Mando,
Ouvré, Rasmaloz, Tey - Rint - L'opéra Robert
de Grandvaux, Prenez
La séance est ouverte à 11 h*

Arbitrage obligatoire

*M. Rasmaloz communique le texte adopté par le
comité, selon son sens*

Il importe 2 modifications

*1. à l'art. 1^{er} - suppression des mots "dans
l'industrie et le commerce" - de façon à inclure
l'agriculture*

*2. à l'art. 4 - adoption des anciens amendes
Meboulle, repousse par le Président*

Sur la 1^{re} proposition, M. Rasmaloz propose

de reprendre le texte voté précédemment, pour exclure, à l'encre de cette branche, l'agriculture, en faisant observer qu'il n'y a pas, dans l'agriculture de certaines colonies, — et au contraire, par mesure de bon sens, par le 2^e point. M. Ragnaldy propose d'accepter le texte de la chambre.

M. Laffont appuie la proposition et apporte mais en demandant la suppression, à l'art. 4 des mots "ou de administrations".

M. Manceau, Cailliot, Fère, Duru, interviennent, le premier pour demander la reprise du texte précédent, les autres pour appuyer la proposition de M. Ragnaldy amendée par M. Laffont.

La Commission adopte la proposition du rapporteur.

En conséquence l'article 1^{er} ancien est rétabli intégralement.

1^{er} 2^e devant

Le texte de cet article serait donc le suivant :

"S'il y a lieu à désignation d'un surarbitre, à défaut par les parties ou par les premiers arbitres de s'être entendus sur ce choix, ce surarbitre sera désigné parmi les membres en activité ou en retraite des grands corps de l'Etat".

VOYAGEURS DE COMMERCE

Sur la proposition de M. MANCEAU, rapporteur en l'absence de M. Justin GODART, la Commission a décidé de demander l'inscription du projet sur les voyageurs de commerce à l'ordre du jour du Sénat et sa discussion d'urgence dès la rentrée de Janvier.

REFORME FISCALE

La Commission a enfin, sur la proposition de son rapporteur pour avis, M. TOY-RIONT, décidé de reprendre pour le projet portant réforme fiscale le texte voté antérieurement par le Sénat.

Le Sénat se réunira à 16^h.

Le président,
Manceau

Année 1937
L'année du 28 janvier 1937

59

Présence de M. Desros

Résumé. M. Desros, Benda, Lourte, Prose, Ceirix, Fère, de grandmairon, Paul Laffont, Moise Lévy, Maudo, Müller, Prestes, Raynaldy, Lederlin.

Examen: M. Maucan

La séance est ouverte à 14 h.

Distribution de rapports

M. Jean Bosc est nommé rapp^{er} de la prop. de loi n° 849. 1936 sur le mar-
chandage dans les biens de vendange
M. V. Lourte est nommé rapp^{er} de la
prop. de loi ayant pour objet l'orga-
nisation et l'industrie du taxi.

Création de 2 nouveaux registres au greffe des trib. de C^e

M. Moise Lévy, rapp^{er} de la prop. de loi
est. Refas l'ind. et la création de 2 nou-
veaux registres au greffe des trib. de C^e
ayant pour objet : 1° l'inscription des sai-
sies proc. de la commercialité; 2° celle
des prob. d'effets acceptés, demandant à
la Cour. avant de statuer sur cette
prop. d'attendre le résultat d'une en-
quête qui a commencé auprès des cham-
bers de Commerce sur cette question.
Il en est ainsi décidé.

Voyageurs de Commerce

M. Raynaldy donne communication

interven la crearea a...
de Magasin - Co. unel

prop. oclor ay! p oclor
la transformarea ces
magazin într-o pichetieră

ad. ch. 6 mar 1934

n^o ~~477~~ 172 febr

8/3-34

Raport Coillie

4. 7. 34 n^o 14

Diliber' l. 12. 34

Or. det. la 24. 1. 35

Tot rursor la 31. 1. 35

prop. Landul Gray 21. 1. 37
ayl. p. oclor a p. oclor
loi de 22/3/36 i. n. b. o. c. a. n. e.
i. o. n. o. r. a. c. a. n. e.
magazin a p. oclor un p. oclor

Co. p. oclor un p. oclor

1^{er} anu 1937

a. f. a. raport Coillie 124

Pop. - Peru

330. 197/.

A. M. P. A

du côté positif qu'il se propose de défendre pour
venir à bout des obscurités et des lacunes qui, dans
l'opinion de la Com. de légis. saisi par avis,
existent dans le texte primitif de cet article.
Can. de la 1^{re} au rapport de M. Justin Go-
dard.

M. Mancau, rapporteur supplémentaire, dé-
clare le remplacement de M. Godard en
mission pour quelques jours, et au prochain
momentané, la Com. a pour une 1^{re}
lecture du texte de M. Ragnalig, et des
observations de MM. Bon et Cailliet, de la
d'ajourner l'examen de ce projet jusqu'à
ce que M. Mancau puisse assister à la dis-
cussion.

Nomination d'une sous-commission
examinant les actes d'administration
de M. Gardinier, ministre des posts

Sur la prop. de M. Paul Laffont une sous-
com. est nommée pour examiner les dossiers
qui seront envoyés à la Com. par le ministre
des posts, à la suite de la décision prise par
le Sénat, de soumettre à la Com. du Sénat
des posts, les faits ayant fait l'objet de
l'interpellation de M. J. Philipp. Babau.
Lacaze et P. Laffont.

M. Paul Laffont est nommé rapp. à l'ordre
provisoire.

La 1^{re} Com. comprend MM. Paul Laffont,
Laurier, Fèvre, Prenez et Cailliet.

La séance est levée à 15^h

Le Président,

Sturm

Séance du 3 février 1937

61

Présence de M. Gando, voyager d'aff.

La séance est ouverte à 17 h.

Présents : MM. Gando, Bros, Côté, Kennedy,
Raynaldy, Lederlin, Durou, Lévy, Bender,
Ulmer, Fèvre, Kerutis, Demetruy, Decroze,
Caillet, Amat, Jacquiel, Tremeg, de Rothschild,
Escault, Thurneyr, Guille, Léopold Robert.

Excusés : M. Manseau, Paul Laffont.

Renouvellement du bureau
Sur la proposition de son président d'aff., la Com-
mission pour 1937, par acclamations, les
membres du bureau sortant : M. M. Durou, président,
Bender et Kerutis, v. p. - Decroze et Thurneyr,
secrétaires.

Présidence de M. Durou

M. Durou, président, remercie la Com. de la va-
illante marque de confiance qu'elle vient
d'accorder à son bureau.

Nominations de rapporteurs.

Sont nommés, rapporteurs : de projet relatif aux
fluviaux en Alsace et Lorraine des bords payés
(n° 16, 1937) M. Müller

de la prop. relative aux protections des salons
de coffres, M. Moire Lévy. (n° 27, 1937)

de la prop. relative aux emballages de bois
résineux (n° 18, 1937) M. Amat

de projets relatifs n° 13 et 18 par la propriété
industrielle et les brevets d'invention, M. Raynaldy
des projets relatifs n° 17 sur l'établissement
d'un câble pour marins, M. Escault.

La prochaine séance est fixée au 10 février pour la suite de
l'examen des propositions relatives Raynaldy sur les
voyages de Commerce, le rapport de

M. Lorient sur l'industrie des taxis, et l'avis
de M. Lorient sur l'association de ces taxis.

La séance est levée à 17^h 25

Le Président
Sturm

Séance du 10 février 1937

Présidence de M. Lorient

La séance est ouverte à 17^h 45

Présents: MM. Lorient, Boudier, Lorient, Decroix,
Thierry, Amat, Caillet, Loty, Escande,
Froget, Jacquier, M. Levy, L. Robert, Burel,
Mons. Raynaud

Excusés, M. G. Miquel, M. Lorient

Membres des offices de placement de la région

Le Com. désigne le chairman Müller pour les
représentants des offices de placement de
la région.

Organisation de l'industrie des taxis.
M. Lorient, rapporteur sur l'objet du
projet de loi.

Il prévoit un accord unanime des orga-
nisations intéressées et ces avis favorables des
Comités généraux - L'art. 1^{er} donne une liste
de tous les fixes les heures de travail

Le ministre du travail a été saisi
par son collègue des finances d'une modi-
fication aux articles 2 et 4. M. Lorient s'est
entretenu de cette modification avec le président de
la commission des finances pour avis, mais elle n'a
pas examiné le côté financier du projet

63

que lorsque la Com. des Finances se sera prononcée sur fond.
Or, si les propositions nouvelles du ministre des Finances
étaient adoptées, la subvention des 4 millions des communes
pauvres leur permettrait une allocation de 9 à 17 millions.
Il est certain que la Com. des F. n'a pas encore une telle
disposition, - même si elle ne fait pas une opposition
formelle au vote primitif de 9 millions.

De tous côtés, M. Lourties demande qu'on
s'en tienne au texte des demandes.

M. le Président fait observer que la C. Citoy. de
maison une subvention de 4 millions pour pouvoir
continuer sa exploitation.

M. Loty propose une modification et l'abolition
- modification consistant dans la suppression des
"gratifications" d'agents et d'organisations, propo-
sitionnellement... etc. ou du moins, si on maintient le
texte, faudrait-il reconnaître que le préfet ayant
consulté les conseils généraux, ainsi que les assemblées
communales, le ministre devrait ne former aucune
proposition sans avoir consulté les conseils municipaux.

M. le Président fait remarquer qu'il faut qu'il
y ait opposition d'intérêt entre conseils municipaux
d'une même région, ce qui n'est pas le cas
de ceux "sur avis conforme des conseils municipaux"
quand il s'agit de communes et du conseil général
quand il s'agit de plusieurs communes d'un même département.

M. Baudet craint que la solution proposée par
M. Loty n'oppose des ennemis aux municipalités qui
devraient prendre des décisions. Mais tout, selon
lui, laisse libre le ministre du Travail.

M. Loty insiste pas pour une modification
du projet, mais il demande que dans l'exposé des
motifs, on introduise une phrase sur la nécessité
de respecter au maximum les franchises municipales.

(adopté)

Après l'art. 2 à 4, M. Lourties fait observer qu'il
y aura lieu de tenir compte de modifier la base
sur laquelle l'art. 2 prévoit que l'allocation

compensation de l'Etat aux municipalités et prévoir l'alle-
ment jusqu'au 31 X^{bre} 1926. Cela vient de ce que, per-
sant, on la loi avait votée au 1^{er} juin de l'année pré-
cédente, mais la chambre elle-même ne l'a transmise
à la H^{te} assemblée que le 23 X^{bre}!! Il y a là, évidem-
ment, une anomalie. Il ne faudrait pas fixer ce
date dans le texte. (approbation)

Le 1^{er} octobre 4 (pour l'état d'un milliard de 9
millions), M. le président propose la suppression
de ce titre, mais M. Baudouin demande qu'elle
... Com^{te} s'en tienne à des réserves, quant à l'adoption
de cette disposition, la Com^{te} du Commerce étant et
n'étant pas le point, tout au moins ne faisant pas oppo-
sition au texte de la chambre, si la Com^{te} des finances
le refuse, - à suivre cette dernière si elle fait
des propositions différentes quant au côté financier
du projet. (Ce point de vue est adopté)

M. Loubet est autorisé à déposer son
rapport en concluant dans le sens d'une adop-
tion du texte de la chambre, sous réserve de
la décision de la Com^{te} des finances.

Alimentation des animaux

M. Loubet donne lecture de l'avis sur le
projet de loi complétant la commerce des
produits agricoles et l'alimentation des animaux.

Il conduit à l'approbation du rapport de
M. Beaumont, au nom de la Com^{te}, et à l'a-
griculture et au vote du projet adopté par
la chambre.

La séance est levée à 16^h 1/2

Le président

Beaumont

Leance du 17 février 1937

Présidence de M. Duron

(séance ouverte à 11^h)

Présents. M. Duron, Beinder, Courtès, Decroix,
Thouvenin, Amat, Jean Bosc, Caillies, Lety,
Carnesmay, Escande, Fir, Froget, de
Grandmaison, M. Liny, Manseau, Ostermann,
Rutag, Raynaldy, Léopold Robert, Toy, Riout,
Ulmer.

Excusé. M. Gando, Oursi

Distribution de rapports.

tout nommés rapporteurs:

- du projet n° 42-1937 (placement dans l'alimentation)

M. Amat.

- du projet n° 61-1937 (création d'emploi au min. outillage)

et " n° 62-1937 (création d'inspection g. l'art. main d'œuvre)

M. Escande.

- du projet n° 64-1937 (réglément du prix au jouet de commerce)

M. Caillies.

- de la propⁿ n° 48-1937 (réadmission dans les emplois de pour s'élèves
libérés)

M. Ostermann.

Propriété industrielle et brevets d'invention.

M. Raynaldy, rapporteur conclut à l'adoption sans
modification de deux projets de loi votés par la
chambre: 1° (n° 13-1937) réorganisation des services
de l'Office national de la propriété industrielle
2° (n° 18-1937) mode de fixation des
montants de la taxe de publication à percevoir lors
du dépôt d'un brevet d'invention.

En ce qui concerne le 1° de ces projets, il invite
les collègues à visiter la nouvelle organisation des
services de la propriété industrielle, une de
Pétrograd, qui est un modèle à proposer en exemple
aux autres admiⁿ.

M. Manseau, qui a, de son côté, fait déjà cette
visite, confirme les observⁿ de M. Raynaldy.

En ce qui concerne le 2^e projet, M. Raynaldy fait observer que l'Office perd actuellement 6200 fr. par jour - et il y a urgence à voter le projet lui-même attendant un supplément de recette.

M. Raynaldy est autorisé à déposer sans retard les deux rapports qu'il vient de présenter.

Marque nationale et la qualité française.

M. Haunceau, rapporteur, conclut au rejet de la proposition Elbel, votée par la chambre, tendant à instituer une ^{nationale} marque de la qualité française.

Pien que la proposition de M. Elbel, après mûre vue, apparaisse comme susceptible de valoir la souffrance, et l'usage au s'aperçoit que, non seulement elle fait double emploi avec la loi de 1873 sur le même sujet, mais encore qu'elle risque de compromettre formellement les effets de la loi sur les appellations d'origine.

M. M. Cailliez et Toy. Riont approuvent les observations de M. Haunceau et le rapport est approuvé à l'unanimité.

Voyageurs de Commerce

M. Haunceau, rapporteur, fait connaître à la Com. que l'Union textile l'a informé qu'une Convention collective est sur le point d'être signée entre les intéressés. Dans ces circonstances il y aurait lieu d'ajourner toute décision de la Com., de façon à modifier le rapport et le projet dans le sens de disposition qui seront indiqués dans le contrat collectif.

(approbation. L'ajournement est prononcé)

Taxe de 6% sur la circulation des produits

M. Toy. Riont fait un exposé concernant l'application qui a été faite de la loi du 21 décembre 1926 et montre que celle-ci ne fonctionne pas actuellement dans l'esprit qui

a c'est celui du législateur

M. le Président estime qu'il ne convient pas de se borner à cette simple constatation et qu'une intervention énergique de la Com.^{te} auprès des pouvoirs publics est indispensable.

En conséquence la Com.^{te} décide d'examiner, au cours de sa prochaine séance, le texte d'une protestation à adresser au Président du Conseil et au ministre des finances sur les conditions d'application de la loi du 31 X^e 1936, qui, sur certains points, sont en contradiction formelle avec les décisions du Parlement.

Répartition des matières premières (Revendications économi-ques de l'Allemagne)

M. le Président fait connaître à la Com.^{te} que M. Ragnat, a présenté à la Com.^{te} des affaires étrangères un remarquable rapport concernant les revendications sociales de l'Allemagne et la répartition des matières premières entre les puissances. M. Ragnat, s'il conclut, très énergiquement au sujet de la demande allemande, du point de vue territorial, n'exclut pas l'idée relative d'une collaboration économique avec l'Allemagne, et c'est à travers une formule à cet égard qu'il s'attache dans ce travail, dont un exemplaire est à la disposition des membres de la Commission du Commerce.

La séance est levée à 16^h 30

Le Président,

Guennep

Réunion du 14 février 1937

Présidence de M. Decroix

Séance ouverte à 15h

Présents M. Decroix, Boudier, Lourdès, Decroix
Thomassin, Amat, Hemery, Coty, Seduis,
M. L'oy, Manecan, Maudo, Oure,
L. Robert, Tey. Riont.
Excusé M. Jacequart

Distribution de rapports pour avis

M. Oure est nommé rapp^r pour avis sur
projet Bourdeau sur le report d'exercice
ancien des effets de Commerce n° 38. 1937

M. Amat est nommé rapp^r pour avis sur
projet Olli portant protection des dynamo
de détente par voie radio-électrique

n° 6/2. 1937

Voyageurs de Commerce

M. le président fait un exposé de l'entente que
M. Manecan a accordé au nom de la Cam^{re} de
la Capit^{le} aux repré^sent^{ts} de C^o. Mais que la
Cam^{re} n'est disposée à lui accorder les avantages
des salariés, - Pousser les conditions
comme mandataires & non salariés, ceux-ci
ont manifesté leur volonté de ne pas adopter
le texte de la Cam^{re}

M. Decroix demande à un à l'instant la
différence entre ceux qui sont aux fixes & ceux
qui sont à la Cam^{re}

M. le président répond affirmativement,
mais les représentants des voyageurs ont tenu
tête et après une décision inévitable

M. Manecan rend alors compte de
l'enquête sur les contrats collectifs passés
entre les patrons & les fr^s de voyageurs

Jusqu'à présent un seul contrat est en cours
d'être signé prochainement : celui de la
Société Générale Il causera donc d'at.

travaux encore -

64

Taxe de 6% à la circulation
des produits

M. Toy. Rioul présente les points sur lesquels
l'Assemblée des finances paraît s'être accordée avec
la volonté du législateur, soit :

1° l'interdiction de facturer la base d'ent
2° les superpositions de taxes existant
dans le régime spécial appliqué par l'instruction
ministérielle du 13 février concernant les produits
assujettis aux taxes existant maintenant & aux
taxes provisionnelles

3° les instructions relatives au contrôle

4° les instructions relatives à la perception

5° la déduction des frais de transport

En ce qui concerne les mesures fiscales, M. M.
Mauvieux et C^{te} présentent des observations qui ont
même M. Toy. Rioul à modifier légèrement
son rapport sur ce point.

Le rapport de M. Toy. Rioul est ensuite
adopté à l'unanimité et la Commission décide
qu'il sera adressé au Com. des finances
en vue de solliciter son avis sur l'opportunité
d'une protestation commune des deux Commissions.

La séance est levée à 16^h 45

Le Président
[Signature]

Commission due 2 mars 1987

Prudence well. Harriet

La Lezione alla università di Göttingen

Primes M. Gerous, Anat. Castles. Excuse,
George Gantier, Siry. mounds, Ome: Perwit,
Raynaldy, L. Robert, Thourmyre, Tey. Rinal
Ular.

Distribution of reports

Mr. Carlton et al. repper ^{et} all royal
velo work magazines et his car per
(no 80. 1987)

M. Faugnier est nommé rapporteur sur avec
du projet sur l'inspection du Garail (81. 437)

Mr. P. Laffont est connu^{par} sa part au
projet de la Com.^{on} collective après avoir
(12^o 88. 1937)

M. Bender est celui qui par suite d'un accident de confiance précipita le rapport Gortals
(sur les crayons de boulangers)
crayons de boulangers n° 670-1985

M. le Président indique à la Commission,
d'après M. Monceau, la conclusion du
contrat collectif est en bonne voie et
que les intéressés, avec bien sâvoir que
les voyageurs de l'État ont accepté le
texte de G. Raynaud.

Frais de suite au fonds de Commerce

Mr Cairnes, rapp^{er} fait un exposé historique
sur la question des bibles reformés

Après avoir fait une critique de ces diverses dispositions du texte voté par la chambre, il procède à la loiⁿ un autre projet dont il fait une analyse détaillée

Le basané res le fait que la demande
a rapporté des textes briques en argente
celle loi de 1935 qui donne des trib. de l'

le pouvoir d'accorder des aides aux débiteurs d'impôts
une loi prévoyant une demande de réduction de
prix, M. Caillaud estime préférable de lire le même
texte. A cet effet, il relie s/c/projet et aut. 9 de
la loi de 1893 et prévoit également la possibilité d'une
réduction de prix sous certaines conditions

M. le Président remercie M. Caillaud de
son exposé et la Com.^{te}, décidant de prendre
comme base de discussion le c/projet de
son rapporteur, s'examine à au cours de sa
séance de mercredi prochain

La Com.^{te} examine également la question des
bureaux de placement, sur laquelle M. Anat
lui fera un exposé.

Séance du 16^h 1/2

Le Président
M. Caillaud

Séance du 11 mars 1927

Présence de M. Durand

La séance est ouverte à 14 heures

Présents: M. Durand, Secrétaire, Anat, Caillaud, Escombe, Fère,
Gautier, Lory, Maudo, Muelles, Reynaldy,
Ruey, Almus
Excusés: M. Corbier

Bureaux de placement dans
l'alimentation

M. Anat. rapp.^{te} fait un exposé de la question
Le projet tend à la suppression complète des bureaux
autorisés ou déclarés et s'agit de créer un seul et
unique bureau ne laisser subsister que les offices de
portemanteaux ou les bureaux municipaux.

M. le Rapporteur estime que le projet est trop

exclusif. Il n'en demeure pas le zyt, mais estime
qu'il y aurait plutôt lieu de modifier la loi de
1898 pour empêcher certains abus. Une séance
suffisamment vite s'inspire.

Le ban. de c'est de causer à son respⁿ la
fin de poursuivre cette étude et de rapporter la
proposition à nouveau après Pâques.

Magasins à prix unique.

M. Caillies, rappⁿ propose l'adoption de
l'art. 1^{er} du texte actuel de la loi qui prohibe
jusqu'au 1^{er} avril 1938 l'ouverture d'un
nombre de nouveaux magasins à prix unique
mais dans la disposition de l'art. 2
qui étend cette interdiction aux magasins à
prix multiples.

Après une observation en faveur des petites
commerces, de M. Muelles & Escaut, dont il
sera tenu compte dans l'Exposé au rapport, les
conclusions de M. Caillies sont adoptées.

Voyageurs de Commerce.

M. Hancau et M. Souffrant, les commissaires
autorisés M. Raynaud, a fait un rapport
supplémentaire sur la question, en prenant
pour base le contre-projet qui a été déposé,
que la Com^m accepte sans la faire liguer,
sur lequel il présentera à nouveau les
observations marquées avant la séance publi-
que, s'étant mis au préalable d'accord
avec M. Chauvigné, rappⁿ pour avis de la
Com^m de législation.

Billet de fonds de Commerce.

M. Raynaud, ayant déposé un c/projet
que M. Caillies déclare, comme rappⁿ met
à l'ordre du jour de l'assemblée, cette question
sera l'objet d'une étude spéciale devant la
séance publique. La séance est levée à 18^h 1/2.
M. Raynaud, Secrétaire.

Si'ance du mardi 16 mars 1937

Pr'ésidence de M. Surroux

La si'ance est ouverte à 14^h15

Pr'sents : M. Surroux, Secrétaire, Anatole Escanez, Fern.
Fruget, Gauthier, Maubert, Ruro, Moïse Lévy, Petteg,
Raynaldy, Toy. Riout, Ulmo

Voyageurs de Commerce

M. Raynaldy, rapporteur, en remplacement de
M. Maubert, souffrant, expose qu'il a amalgamé
certaines parties du contre-projet de M. Chaumier avec
le sien. Il y avait, dit-il, trois solutions pos-
sibles : celle de M. Chaumier, - le renvoi au g^t
pour modification des lois antérieures à l'appro-
bation aux voyageurs de Commerce, délégation
au g^t pour faire par décret l'adaptation
nécessaire.

C'est cette dernière solution que propose
M. Raynaldy.

Quant au statut proprement dit et celui
que son texte est plus précis que celui de
M. Chaumier. Cependant, s'il accepte certaines as-
sujettissements que propose celui-ci, il se sépare de
lui sur 2 points :

1^{er} la perte de clientèle.

2^o la clause d'indemnité de rupture

Dans le 1^{er} cas, il s'agit de l'apport d'une clientèle
au patron par le voyageur, ou de développer
celle de la clientèle existante. Si le voya-
geur est bénévolement enrôlé, il a droit à
l'indemnité, mais s'il y a rupture de con-
trat ou s'il n'y a pas contrat, l'indemnité
ou plutôt le droit à l'indemnité rentre dans
la clause générale de rupture abusive de
contrat.

Dans le 2^e cas, si à l'expiration du contrat,

il y a pour le fruct, enrichissement, du fait de
l'incorporation dans son patrimoine de la clien-
tèle apportée par le voyageur, celui-ci, au cas de
renvoi à la nouvelle doit à l'indemnité, mais
à 2 conditions : 1^{re} qu'il y ait eu un temps suffi-
sant passé au service du patient : M. Ray-
naldy propose 6 ans. 2^e que le voyageur
s'interdise de visiter la clientèle de la
maison qu'il a quittée pendant 2 ans

Telles sont les bases du nouveau rapport
que M. Ragnaldy devant le Com. a adopté.

Après une discussion à laquelle prennent
part M. Lepetit-Juch (qui expose que la pré-
sence du Sénat lui a demandé s'il acceptait
un nouveau renvoi de la Com. - demand
à laquelle il a répondu négativement) M.
Féze, qui annonce le dépôt d'un amendement
de M. Froger, amendement que M. Ragnaldy
rejette, - la Com. adopte le rapport qui
vient de lui être présenté, laissant à son
président et au rapporteur, en séance publi-
que, le soin de déposer au nom de la
maison de toutes les amendements
qui pourraient être soumis au vote du
Sénat.

La séance est levée à 14^h 45

Le président,

Guérin

Le mardi du mercredi 17 mars 1937

Présidence de M. Duron

Le mardi ouvert à 11^h

Assistants: M. Duron, Bender, Decroze, Thoremyr, Amat, Bosc, Cety, Escande, Fère, Froget, Maurice Lévy, Ouvre, Nulle, Pesseg, Raynalty, Toy. Riont, Ulmo.

Constitution de rapports:

Tout nommé:

M. Amat, rapp.^{er} pour avis, en remplacement de M. Gauthierot, du projet sur les cultures de microbes pathogènes. (368. 1936)

M. Lourties, rapp.^{er} pour avis, du projet sur la révérence communale des mines (297. 1936)

M. Fère, rapp.^{er} du projet sur les sociétés coopératives ouvrières de production (109. 1937)

M. Lévy, de la prop.^{on} de loi sur les relations aux chantiers de l'univers et aux chantiers corporatistes des arts et manufactures. (128. 1937)

M. Toy. Riont, rapp.^{er} pour avis, du projet de loi sur la hausse injustifiée des prix (132. 1937)

M. Bender - après refus de M. Froget - du projet de loi sur la création d'une licence d'agences de voyages - (n° 134. 1937)

Pour ce dernier projet, dont le vote rapide s'impose en raison de l'ouverture prochaine de l'Exposition, la Com.^{te} de l'Ind. d'entente au cours même de la séance, M. Roland Marcel, haut commissaire au tourisme, qui est mandé d'urgence.

Cinq pays en Alsace et Lorraine

La Com.^{te} approuve un rapport de M. Mülle concluant à l'adoption sans modification du texte de la loi tendant aux départements recourus la législation sur les Cinq pays.

Consignation des emballages en balles et sacs gazonnés.

M. Ansat fait approuver son rapport concluant à l'adoption d'une proposition de loi de M. Paul Philip, rendant obligatoire la consignation des emballages en balles et sacs gazonnés.

Établissement d'un câble sous-marin
Le Com. a voté le rapport de M. Escouffé, adoptant un projet de loi ratifiant l'établissement d'un câble sous-marin avec la Gêze - Havre.

Création d'une direction des mains d'œuvre

Sur rapport de M. Escouffé également, le Com. a adopté un projet de loi transformant la direction du travail en direction générale des mains d'œuvre, mais après observations de M. Decroix qui se demandait s'il est bien utile de créer un contrôle de la mutualité, elle a -
journe après Pâques, pour examen supplémentaire, le vote sur le projet de loi portant création de nouveaux exemplaires en vue de renforcer le contrôle des assurances sociales et de la mutualité.

Le principe du contrôle des assurances sociales est seul adopté; pour la mutualité la décision interviendra dans une ultérieure session, le rapport provisoire de M.

Escouffé devant être, en attendant, adressé à tous les membres de la Com.

Licences d'agences de voyage.

M. Roland Marcel, haut-commissaire au Tourisme, introduit, est interrogé par M. Bender, rapporteur, sur les dispositions

76

du projet relatif aux licences ^{d'agences} de voyages. M. Bender
critique certaines parties du texte voté par le Congrès,
notamment l'article 1^{er} qui lui paraît très en-
fache d'étalonne.

M. Roland Marcel fait un exposé historique des
conditions dans lesquelles le projet a vu le jour.
Il a lui-même demandé aux agences si elles
n'obtineraient pas qu'on leur reconnaisse à elles-mê-
mes un grand service en réglementant leur
organisation.

Il a reçu une lettre de M. Junod exposant qu'un
système de licences ^{d'agences} de voyages existait dans des pays
étrangers, notamment en Tchecoslovaquie, en Pologne,
en Roumanie, etc. D'autre part, les syndicats d'employés ont émis un vœu
tendant à la répression des abus actuellement
existants.

M. Roland Marcel a alors constitué une
commission technique des agences de voyages à
laquelle M. Lathe a délégué un de ses colla-
borateurs et ont été cités M. Junod, notaire
maire, Williams, délégué des agences internationa-
les, etc. Cette commission, d'accord avec
M. Roland Marcel a délibéré et arrêté le
texte d'où est sorti le projet. A ce texte la
chaque a apporté quelques modifications,
considérant, notamment, que les agences
actuelles avaient une sorte de possession
d'état, mais devraient néanmoins de-
mander la licence tous deux ans, d'autre
part, les associations privées, — telle l'asso-
ciation Guillaume Badé, par ex. — pour-
rant, sans licence, organiser des voyages.

En ce qui concerne le reproche d'étalonne-
ment et l'art. 1^{er}, ce texte a été adopté à la
demande des intéressés eux-mêmes, qui le
considèrent comme leur seule garantie.

M. le président demande si le projet ne
va pas se transformer en monopole de droit en

monopole défait. Un contrôle si rare des agences ne serait-il pas suffisant ?

M. Potaud Marcel répond qu'au vu de toutes les agences sont représentées et qu'elles ont une tendance à se créer en une fédération excluant les dissidents suspects.

M. Coty estime qu'en règle générale il n'y a pas de raison de créer de nouvelles et que mieux vaudrait un contrôle du haut commissariat du tourisme; mais la proximité de l'Exposition crée une situation exceptionnelle et il admettrait à la rigueur une loi temporaire, créant des licences pendant la durée de l'exposition.

M. Potaud Marcel répond qu'il faut éviter pour 1938, qu'il y ait un vide après l'exposition, au point de vue tourisme.

D'autre part, et l'étranger on attend beaucoup du vote de ce projet, car on est holi.

Même à l'adresse à des agences ayant des licences, ce qui exclut le pullulement des agences malsaines.

Il s'enquerra donc de la Com. d'adopter sans modifier le texte de la chambre.

M. le président le remercie de ses observations.

M. Potaud Marcel se retire, et après son départ la Com. sur proposition de M. Fier, appuyé par M. Boudes décide de proposer au Sénat, l'adoption du texte de la chambre, mais avec une mention dans le rapport des observations qui ont été produites au cours de la délibération, sur la nécessité d'un contrôle plutôt, (et avant tout) que de l'introduction dans la législation d'une nouvelle loi à tendance étatique qui il y aura sans doute lieu, en tout cas, de modifier ultérieurement et qu'on ne

vent adopter telle qu'elle qu'en raison de la situation
exceptionnelle née de la proximité de l'Exposi-
tion -

Salons de coiffure

M. Moïse Lévy, rapporteur, propose de
modifier la proposition ainsi adoptée par la
Chambre, ayant pour objet de protéger les entreprises
de salons de coiffures pour hommes et dames
sur les points suivants :

1^{re} la loi ne sera pas applicable dans les
communes de moins de 1000 habitants

2^e les ouvriers coiffeurs qui justifieront
d'une pratique professionnelle d'au moins 6
ans avant la promulgation de la loi et ceux
qui justifieront d'une pratique professionnelle
d'au moins 10 ans après la promulgation
seront dispensés des diplômes prévus par la loi.

3^e des dispositions renforçant celles
de la Chambre permettent d'éviter que les
démonstrateurs d'appareils, de matériel
et d'outillage fassent concurrence à leur
clientèle de coiffeurs.

4^e les écoles, cours professionnels privés
d'apprentissage et de perfectionnement
seront soumis à un contrôle pour éviter
que leur action ne soit préjudiciable
aux professionnels, - ce contrôle étant
exercé par les inspecteurs du travail et les
officiers de police judiciaire.

M. Moïse Lévy a été autorisé à
déposer son rapport.

L' séance est levée à 18^h 15.

L'président
Guerin

Séance du jeudi 18 mars 1937

Présence de M. Bender, vice-président.

Séance est ouverte à 14^h

Présents: MM. Bender, Bosc, Caillier, Coty, Dege, Escande, Fère, Fréget, Gauthier, Moire Sily, Nauds, Perrey, Reynaldy, Thommyer, Ulmus

Billets de fonds.

M. Caillier, rapporteur fait un exposé sur la question des billets de fonds, montrant qu'il s'agit tout le nouveau projet, ce regard la situation des vendeurs & des acheteurs de fonds de commerce qui ont haïté antérieurement au 1^{er} juillet 1935 - c'est-à-dire pendant la période où les fonds, du fait de l'inflation, avaient augmenté de valeur d'une façon facile.

La loi de 1933 avait donné au président du trib. de ce le droit d'accorder des délais pour le règlement, mais aux termes d'un amendement de M. Lachet, il fut prévu, en outre, une action en rescision pour lésion de plus de 33^o/₁₀₀.

Il est résulté de cette disposition un nombre d'acheteurs qui avaient déjà l'intention de faire le tribunal une demande de délai en ont profité pour intenter en même temps l'adite action en rescision, d'où des négociations inutilement prolongées à l'encontre des vendeurs de fonds.

La présence de ces faits le gouv^t a élaboré un nouveau projet autorisant le vendeur à reprendre son fonds sous certaines conditions, et sous condition ^{notamment} d'une réduction du prix de vente.

Deux textes sont en présence: celui de la chambre, celui que M. Reynaldy a mis sur pied & celui que M. Caillier propose à la Com^{te} et qui s'efforce de fusionner avec

La disposition propre certains de ces au c/ projet de M. Raynaud

Le projet de la chambre est surtout critiquable en ce qu'il offre au débiteur trop habile une 8^e voie de recours : l'action en réduction en vertu de la loi.

M. Cailliez reproche au c/ projet de M. Raynaud d'autoriser des réductions par voie légale et non judiciaire.

Or, la loi n'est exécutoire qu'à la condition qu'un magistrat la rende telle par jugement, en cas de contestation. Il reconnaît donc la voie judiciaire, mais sans exclure la conciliation.

Revenant au projet de la chambre, M. Cailliez critique la disposition "nonobstant toute décision antérieure passée en force de chose jugée".

Il examine ensuite de quelle façon on devra déterminer les éléments incorporels.

M. Jean Bosc pose la question pour un fonds, créé par le vendeur, entre 1923 et 1928. En pratique, on se base sur les impôts.

M. Cailliez accepterait volontiers cette manière de procéder.

M. Decroix fait observer qu'avant guerre on localisait la masse d'affaires des 10 dernières années qu'on multipliait par le coefficient 10.

M. Escaudé estime que par un fonds d'une valeur de 10000⁺, - s'agissant surtout de débits, hôtels, etc. que vise principalement la loi en discussion - 10.000⁺ seulement représentent le matériel. L'élément incorporel, même si le fonds a été ^{par le vendeur} créé, représente donc 9000⁺.

L'évaluation, par les déclarations fiscales, est aléatoire.

M. Bosc estime que elles-ci sont toujours favorables au vendeur.

Quand il s'agit de réduction, oui, dit M. Cailliez, mais non dans le cas actuel; elles sont alors favorables à l'acheteur, car il s'agit ici de réductions au prix et le vendeur qui a fait une déclaration fiscale inférieure à la réalité est favorisé vis-à-vis de l'acheteur.

M. Fèvre se déclare d'accord avec M. Cailliez, mais ne fait pas la même distinction, de fait.

M. Cailliet, accepte, pour la détermination de la valeur du fonds créé par le vendeur, la rédaction suivante proposée par M. Bosc: "Si le fonds a été créé par le vendeur, les tribunaux apprécieront la valeur compte tenu de tous les éléments, et en particulier des déclarations fiscales." Il examine ensuite les articles 3 et 4^{er} et accepte quelques uns des dispositions de M. Reynaldy -

En ce qui concerne les actions en réversion sur contre-factes (par ex. les débits de tabac, parts de mandats aux aux Halles, etc.). M. Reynaldy qui déclare retirer son projet, déposera des amendements au cours de la discussion en séance publique.

Enfin, sur l'observation de M. Coty en ce qui concerne les tiers-porteurs, pour lesquels est-il, la prudence de la loi de 1892 ne fait pas faire la rétro. (pour ne pas porter une atteinte grave à la clause "à ordre"). M. Cailliet accepte, mais que la loi de Paris ait pris trois décisions successives s'adressant à trois chambres différentes, de supprimer l'article, de son texte, visant les tiers-porteurs -

L'ensemble du rapport est alors approuvé et M. Cailliet autorise à le déposer sur le bureau de la séance.

La séance est levée à 15^h 10

Le Président,
Le Secrétaire

Séance du mardi 23 mars 1937

Présidence de M. Duront

La séance est ouverte à 10^h 15 M. Duront.

Présents: M. Duront, Benoit, Amat, Cailliet, Coty, Escande, Jacquier, Mando, Breu, Pissier

Distribution de rapports

M. Jacquier est nommé rapporteur du projet de loi imposant aux

vendeurs ou loueurs de machines, l'obligation de leur
de dispositif de protection c/ les accidents au travail.
(W 160. 1937)

M. Ouvre est nommé rapp^{er} de la prop^o de résolution
tendant à insérer la loi à prévoir de amendement
n^o 1 à la loi de 40 en vue de venir en aide à
l'agriculture (W 19/ 1937)

Création d'emplois au ministère du travail

M. le Président donne communication d'une lettre du
ministre du travail relatant, d'urgence, le vote
du projet de loi.

M. Escaudé, rapporteur propose d'adopter le
texte de la chambre, tout en modifiant le art.
Sché relatif à la location de s^{es} locaux
municipaux et au taux d'intérêt des capitaux
investis dans le fonds de dotation, lequel serait
alors égal au taux d'intérêt de la Caisse de
épargne et d'habitation.

M. Coty regrette que le 1^{er} geste de déflation
budgétaire - très important soit de 300.000⁺
- soit au détriment des sociétés de secours mu-
nicipaux. Il demande la suppression des art. 5 et 6.

M. Jacquier propose d'attendre l'avis de la Com^{is} des
finances, mais n'insiste pas, sur observation de
M. le Président qui regrette d'accepter le texte
présenté par le rapporteur, sous réserve qu'il
recueille l'approbation du ministre.

Il en est ainsi de ci et de là.

Radio-diffusion

M. Amat informe la Com^{is} que la chambre va
être appelée à discuter une proposition tendant à
augmenter le personnel de la radio-diffusion.
Le texte primitif prévoyait un aide de
plus de 4 millions qui a été réduit de
1.200.000⁺ par la Commission de la chambre.
La Commission autorise M. Amat, pour la
seule le point des aides d'urgence.

ce projet, a présenté un rapport verbal à la tribune
(n° 1907 de l'ordre)

Magasins à succursales multiples

M. Caillies est de même autorisé à rapporter
une proposition d'initiative de la chambre (n° 2124)
qui a repris l'art. 2 du projet par le Sénat, lors de
la discussion des tarifs des magasins à prix unique,
et a présenté ses conclusions à la Com. l' proposition
a été votée par l'assemblée

Moratoire aux commerçants

La chambre a voté une prop. n° 2076 accordant
un moratoire sur le paiement des dettes commerciales.

Au cas où la Com. des C. serait appelée à
intervenir dans le débat au Sénat, il est décidé
que M. Caillies appuiera la demande de
moratoire, mais en en liant la date au
30 juin prochain.

Redevance communale des mines

M. Lourtès est autorisé à déposer un avis
approuvant le rapport de la Com. des
mines sur le projet relatif à la redevance
communale des mines

Séance du 11^h 1/2

Le Président,

Guillaumont

Séance du mercredi 18 avril 1937

Présidence de M. Bender, vice-président

La séance est ouverte à 11 h.

Excusés : M. Durou, prés. Tourtes, v. président.
Préents : M. Bender, Annot, Cailliez, Froget,
 J. Godart, de Grandmaison, Jacquier, Lederlin,
 Maise Lévy, Oursi, Raynaldy, Sigolst Robert
 Gey, Ront.

Nomination d'un rapporteur

M. Jacquier est désigné comme rapporteur au
 projet loi n° 23-1937, tendant à modifier
 l'art. 8 du Livre II du Code du travail (applica-
 tion au 40 h. dans les mines, carrières, etc.)

Projet loi portant création de commissions
 tripartites pour la fixation des prix dans
 les hôtels. (n° 239. 1937)

M. Jacquier demande que la Com. ne statue pas au
 fond sur le projet avant d'avoir entendu les re-
 présentants de l'industrie hôtelière et notamment
 le Syndicat des hôteliers.

M. le président, tout en reconnaissant les inconvénients
 de la proposition actuelle qui ne pourrait tout d'abord
 entendre M. Roland Marcel, commissaire général
 au Tourisme, qui est présentement au Sénat, et
 pourrait donner à la Com. des explications sur la
 portée du projet qui, il faut l'avouer, ^{si l'on} ne donne
 nullement satisfaction à l'hôtellerie, ne paraît pas
 non plus devoir être accepté par le Sénat et
 qu'il est sorti des délibérations de la chambre.

Cette proposition est adoptée.

M. Roland Marcel, commissaire général au
 Tourisme, est introduit.

M. le président lui souhaite la bien-
 venue et lui donne la parole.

11. Roland Marcel exposant les origines du projet
appelé que depuis longtemps, en vue de l'exposition,
les étrangers, par l'intermédiaire de leurs agences ou
directement, se sont adressés aux agences ^{et aux gouvernements} françaises
connaître les prix qui seraient pratiqués dans les
hôtels. Un volume a été publié et y a plusieurs
mois à cet effet. En effet, au 1^{er} mai 1936.

12. ^{Proposé} Marcel, convaincu de la difficulté pour la France
à l'égard de l'hôtellerie française, se préoccupait de
leur venir en aide - Mais qu'il n'y ait pas de coopé-
ration générale et l'hôtellerie n'a pu s'aboucher
avec les principaux ^{représentants des} hôtels et c'est ainsi que l'Annuaire
dont il vient de parler fut édité. Au début de
1937 un 2^e Annuaire fut publié - 7500 hôtels a-
vant réponse et appel qui leur était adressé - Le
que désiraient surtout les étrangers c'était la
fixation de forfaits - formule du tourisme au
Ternie. Cependant, les difficultés nées de la hausse
se diminuaient pas et c'est suite d'un rapport
de M. Jozys Bonnet sur la situation de l'hôtellerie,
une réunion de principaux syndicats de
l'hôtellerie fut décidée - Elle comprenait M.
Gomney, président de la conf. nationale de l'hôtellerie,
M. Flottier, président de la conf. nationale des
cabinets de tourisme, hôteliers, restaurateurs et
pensionnaires, M. Molland, v. pr. du Syndicat des
hôteliers de Paris, M. Baurain, pr. de la petite et
moyenne hôtellerie.

M. Roland Marcel leur proposa la
constitution d'une commission tripartite
à Paris et dans les départements, à la
quelle les hôteliers feraient connaître leurs
prix, avec justification et l'appui, et une
arrêté préfectoral consacrerait les prix ainsi
fixés qui seraient affichés par cabjoins.

Une commission supérieure devait trancher
les contestations.

M. Molland insista pour la garantie de
la fixation des prix minimaux autant que des prix
maximaux.

On le mit également d'accord sur la possibilité de
 permis légers et M. Roland Marcel informa
 le présid. du Conseil du succès de la réunion. Mais
 à dernier, présentant un texte moins long ^{présenté}
 un projet qui donnait au gouv. la possibilité de fixer
 les prix par décret. De là vint, dit M. Roland
 Marcel, le malentendu et la confusion de la taxation.
 Les hôteliers, réunis à nouveau, s'attachèrent à nouveau
 à ce projet du gouv. M. Spinnaker, ministre des
 Finances naturelles, le relia et en présenta un
 nouveau qui comportait une majoration de 25% sur
 le prix de 1936 - projet qui ne parut pas plus
 acceptable aux hôteliers que le projet primitif.
 Le lendemain M. Roland Marcel est que les hôteliers
 comparant leur l'Exposition pour récupérer les pertes
 élevées, subies depuis plusieurs années; ce qui le
 préoccupe, lui, c'est surtout que l'Exposition, ce
 qui se fera celle terminée. Il a demandé à
 M. le ministre du Travail si la loi de 40h. avait
 été appliquée. Il n'est pas encore fixé à ce sujet. Il
 consulta les hôteliers sur leurs prix éventuels, au
 cas d'application aux hôtels de la loi. Son impression
 est que la majoration de prix qui en résultera sera
 supérieure à 25%.

Fortunément M. Roland
 Marcel pourrait arriver à une formule qui corri-
 ge le texte de la chambre; prix maxima et mini-
 ma déterminés par les hôteliers et susceptibles d'être
 modifiés uniquement par une procédure spéciale à
 eux seuls, - prononçant l'indiquant la catégorie
 et les prix garantis; - retirant du prononcé
 en cas d'infraction aux engagements pris - amende
 de 500 fr. - On se fit prêt qu'au 1^{er} mai
 il soit possible de télégraphier partout qu'une
 disposition législative accordera ces garanties.

M. le Président remercia M. Roland
 Marcel de son exposé.

M. Justin Godart estime qu'il serait
 possible de mettre tout cela sous une formule

analogue à celle qui a été prise pour la structure
des magasins, après entente syndicale et arrêt
péremptoire.

M. Poland Marcel répond que c'est une
question de fait et que l'entente est difficile au
fait que si, en province, les chambres syndicales d'in-
dustrie paraissent d'accord, elles supportent mal la
tentative de Paris. Actuellement, les libéraux reviennent à la pleine liberté.

M. Raynaldy demande si la tendance est
du fait de la concurrence, à la hausse ou à la
baisse.

M. Poland Marcel répond que c'est une ques-
tion saisonnière : prix minima en hiver et au-
touri Pâques et fin juillet. Pour la crise, obligation
des prix minima. Actuellement on paraît aller
dans la période des prix maxima.

M. Raynaldy fait observer qu'on ne peut
garantir la qualité comme la quantité. Il faut
qu'il y ait aujourd'hui la concurrence pour librement
si des catégories sont établies, elles ne font
pas.

M. Ourel ajoute que même, pour catégories,
des différences existent; deux hôtels d'une même
catégorie ne font pas le même effort pour satis-
faire la clientèle et la satisfaire.

Ce qui inquiète plus personnellement
M. Raynaldy c'est la garantie donnée par
le gouvernement.

M. Poland Marcel qui demande que
l'usage ait été pris à l'ère dans la Commission
de fixation des prix. M. Ourel répond que le
vritable usage sera le meilleur et non l'ha-
bitude. Si pendant 6 mois l'hôtelier est "forcé"
par une hausse dont il ne peut faire sup-
porter le poids à la clientèle il se rattrapera sur
la qualité.

M. Raynaldy préfère au système
de garantie gouvernementale celui proposé
par M. J. Gossart. Il ne faut pas compromettre

le renom du gouvt et du pays dans une organisation
de ce genre.

M. Roland Marel demande que, tout au moins,
les conventions aux engagements pris ne fassent figure
aux annuaires officiels. A cet égard, on en est tombé
d'accord pour les publications du T.C.F. et de Michelin.

Il faudrait donc ^{travaux} un procédé permettant de
rayer les conventions de la publicité nationale.

M. Oueré propose alors un projet dont il trace
les grandes lignes et qui, selon lui, pourrait faire
l'objet, pour le détail, d'une réunion très prochaine.

D'après ce projet, - qui se substituerait au texte de
la chambre, les syndicats d'hôteliers disposeraient obli-
gatoirement au Comité national du tourisme
leurs prix, s'engageant à ne pas les modifier pendant
une période de 1/2 ans ou 1 an. Le Comité
national homologuerait ces prix, et les hôteliers
dont les prix auraient été ainsi homologués, se-
raient autorisés à avoir un panneau portant
l'indication "prix homologués par le Comité national
du tourisme". Au cas de hausse, une nou-
velle homologation pourrait intervenir.

A M. Roland Marel qui déclare accepter les
grandes lignes de ce projet, mais ne voudrait pas être
seul pour faire l'homologation, M. Oueré
répond qu'une commission, paritaire ou tripartite
- avec et sans décide - fonctionnerait sous la présidence
de M. Raynal et qu'un délégué du Tribunal
alla Seine pourrait en faire partie.

Il est partisan d'accepter le projet de M.
Oueré, comme base de discussion, mais, comme M.
Roland Marel, estime que la loi devrait prévoir
des dispositions également pour les villes ou communes
de basse montagne, dans lesquelles le tourisme
est florissant.

M. le Président ajoute qu'il est peut-être envisagé
d'étendre la législation envisagée aux restaurants (appartenance)
La C.M. décide de se réunir vendredi prochain pour entendre les
représentants de l'industrie hôtelière.

La séance est levée à 17 heures

Le Président, L. Baudouin

Séance du Vendredi 30 avril 1937

Présidence de M. Boudet, vice-président

La séance est ouverte à 19^h.

Excusés: M. Durand, vice-président, et Courtes, vice-président

Présents: M. Boudet, Annot, Coty, Escaudet, Feire, Grandmaison, Jacquinet, Moise Lory, Maudo, Muller, Oueri, Petteg, Raynalby.

Homologation des prix dans les hôtels.

M. Roland Marcel, commissaire général au tourisme assiste à la séance.

Il remet à chacun des membres de la Commission un exemplaire du projet de loi relatif à l'homologation des prix dans les hôtels, établi d'après les suggestions fournies à la dernière séance de la Com. par M. Oueri, projet qui pourra servir de base de discussion et sera substitué à celui voté par la Chambre.

Audition de la délégation des représentants de l'industrie hôtelière
La délégation des représentants de l'industrie hôtelière est introduite.

M. le président remercie les membres de la délégation et leur donne successivement la parole.

M. Gollard, vice-président de l'Union des hôteliers de Paris, fait connaître le futur de ces dernières.

Il dit-il, remis à M. Roland Marcel, pour chaque catégorie d'hôtels, des prix maxima de minimum à qui il est engagé, au nom de tous les adhérents de l'Union, et ne pas dépasser. Or, il a vu de cette nature, il a été surpris de voir que le projet voté par la Chambre comportait une taxation

Les prix qu'il avait envisagé allaient de 12 à 200 frs par jour - pour le palais -

Les agences qui - jusqu'ici - faisaient un bénéfice sur le cas des hôteliers - particulièrement sur les agences américaines - ne s'élè-

depuis de cet accord. Cependant certaines, plus raisonnables, telles que l'agence Cook et l'American Express ont fait trouver ces prix exagérés. Ce sont les prix établis fin février 1937.

Toutefois l'application des 40 h. entraînera une hausse de 25 % - Après l'exposition ces prix ne pourront certainement être pratiqués; les maisons de luxe sont dans une situation catastrophique. Pour 220 millions de capitaux investis dans 23 hôtels, il y a 190 millions de dettes payées.

Il accepte qu'une commission fonctionne sous la présidence de M. Roland Marchal pour déterminer la hausse qui est possible à appliquer - L'un d'eux pour les grands établissements, la mort sans phrase.

M. le Président précise qu'en dehors de la question relative à la forme une question de législation qui doit surtout préoccuper la commission. Il pense que les hôteliers ne voient pas d'objection à l'obligation de l'affichage - Il ne voit pas que le Sénat avec la chambre, surtout en ce qui concerne le texte de l'art. 2 et sur ce point, les hôteliers peuvent avoir des apaisements. Pour la fixation des prix, acceptent-ils la constitution d'une commission bipartite?

M. HOLLARD préférerait une commission paritaire, d'où pas uniquement, les usagers seraient exclus.

M. GOMMEY, président de la chambre nationale de l'hôtellerie française, dit alors que, du fait de quelques cas particuliers, on ait généralisé et conclu, à l'étranger, notamment à New York, à la malhonnêteté de tous les hôteliers français. Cela est ni peut-être le projet se soit voté par la chambre, contre lequel, cela n'a rien d'étonnant, s'est insurgée toute l'industrie hôtelière. Celle-ci ne demandait qu'à s'entendre avec le commissaire général au tourisme, mais elle ne pensait pas que cette entente pût se traduire sous la forme d'un projet jetant la suspicion sur toute la corporation.

Le projet, d'ailleurs, avait pour objet de maintenir le prix de 1937 à 1935 - la crise en fait, remonte dans l'industrie hôtelière à 1930.

suivant l'application d'une formule mathématique
qu'on ne saurait prouver très au sérieux - et si non.

Sammy était d'accord avec M. le Commissaire fi-
scal au tourisme pour lutter contre une propage
explorable pour l'industrie hôtelière, si l'on voit d'il-
lustrer le texte du gouv. il le combattra, - dit-il, de
A à Z.

M. Plothier, président de la Confédération na-
tionale des débitants de boissons, hôteliers, restaurateurs
& limonadiers acrobates et des colonies, - qui représente
dit-il 400 syndicats & 25 fédérations, reconnaît
qu'il y a eu un malentendu - Le projet Spina
a effrayé les hôteliers qui l'ont considéré comme
une taxation imposée par la Commission tripartite.
Jamais ils n'accepteraient une telle disposition qui
embarrasserait non seulement Paris, mais toute la France.
Or, si les étrangers viennent en France pour l'
exposition, ce sera avec un budget déterminé,
pour visiter l'exposition et séjourner à Paris;
la province, cela est certain, verra diminuer
l'afflux ordinaire de touristes & partant $\sqrt{}$ chiffe
d'affaires.

D'autre part, le projet comporte une intrusion
effrayante dans les affaires des hôteliers & une atteinte
inadmissible à la ^{constitue} liberté commerciale. Les hôteliers
acceptent d'afficher leurs prix, mais ils ne peuvent
s'engager, sous l'incertitude des conditions & des
nominations, à maintenir ces prix devant 7 mois.

Enfin, partisan d'une commission, il
estime qu'une commission tripartite nationale
est suffisante & s'oppose à la création de com-
missions départementales.

M. le président demande si la délégation
ne voit pas à la nécessité que les prix soient
connus d'avance par les étrangers &, ainsi, fixés
par la Commission nationale.

M. Mollet répond que, pour Paris, ces prix
sont déjà connus et ont été communiqués à M. Ormès,
en Amérique il y a trois. Sur la base des prix

ainsi communiqués, ces projets communaux ont déjà été faussés.

M. Gommey, comme M. Plottier, accepte la constitution d'une commission tripartite nationale, mais se refuse à admettre l'existence de commissions semblables dans les départements.

M. Claude Augello, directeur du Ritz, secrétaire g^l du Syndicat des hôteliers de Paris, précise que les prix fournis à M. le Commissaire général du Tourisme, l'ont été sous réserve de la situation économique et monétaire, — ce que celui-ci a admis.

Opérant aux plaintes de l'étranger contre l'hôtelier français, il convient de noter qu'elles se sont formées au lendemain des dévaluations anglaise et américaine — ce qui n'a rien d'étonnant, le pouvoir d'achat des Américains et des Anglais ayant, de ce fait, diminué en France, mais il n'est pas juste d'accuser les hôteliers français d'avoir exigé leurs prix à ce moment. Les établissements de Paris ont terminé l'année 1936 avec une perte variant de 35 à 60% + supérieure à celle de 1935. Personnellement M. Augello déclare avoir fait une perte de 1 million de plus en 1936 pendant 6 mois. Qui on délègue ^{dit-il} quelqu'un dans nos établissements pour vérifier ces faits et l'en contrôler la réalité.

M. Raynaldy fait observer que, du fait que les prix appliqués et communiqués aux voyageurs américains ne peuvent être modifiés, — telon M. Mollon, — que par l'intervention du Syndicat, — dans tous les cas, devant en présence: celle de l'intervention du gouvernement au cas de hausse injustifiée, — ou celle de la Commission tripartite, tout l'initiative du Syndicat. Mais quid si les hôtels agissent isolément, soit qu'ils ne fassent pas partie du Syndicat, soit qu'ils s'en détachent!

M. Coty estime que si un département de fait est indispensable, il ne peut être pris une décision par la Com^m tripartite que sur un accord collectif des Syndicats.

M. Raynaldy insiste et montre que légalement

aucune action collective n'est possible actuellement, du fait que cet établissement étatique ne se conformera pas aux décisions d'un syndicat dont il ne fait pas partie, - contre cet établissement.

M. Gormay recommande que le syndicat n'est qu'un agent de transmission avec une simple responsabilité morale.

M. Ouvre précise sa conception. D'après lui, le syndicat, intermédiaire entre les hôteliers et le Commissariat général au Tourisme, procède à un premier filtrage en ce qui concerne les prix de ses adhérents, - mais c'est individuellement que les hôteliers sont liés par les prix homologués, - on agréera par la Commission.

M. Gormay, revenant sur les commissions tripartites des départements, ajoute que celles-ci ne pourraient que jouer un rôle néfaste, du fait que elles surprendraient l'échange qui consisterait nécessairement des différences de prix qu'il ne comprendrait pas entre départements voisins.

M. Drouant, secrétaire général du Comité interdépartemental de l'hôtellerie, de la restauration et du commerce des boissons, fait observer qu'en ce qui concerne les restaurants, les prix sont connus d'ordinaire du client, étant, dans la plupart des cas, affichés au dehors. Aucune difficulté, donc, à prévoir en ce qui concerne ces établissements.

M. Mollard ajoute que, si les pensions se faussent, elles sont affiliées au syndicat des hôteliers et par conséquent suivent ces derniers.

M. Ouvre poursuit l'exposé de son projet. Il explique qu'il a envisagé, après chaque homologation, un délai d'un mois, au bout duquel les prix peuvent être à nouveau modifiés et homologués - suivant les circonstances économiques. L'agrement par le Commissariat général au Tourisme donne, selon lui, un apaisement certain au touriste. Si des dissidents font des prix à leur façon faite il n'ont pas droit à l'agrement.

M. Plottier fait observer que la Foire de Lyon a connu les mêmes difficultés que rencontre aujourd'hui l'exposition de 1937. Cependant elle en est sortie, et il

il y a trois ans, d'accord avec leur syndicat, les hôteliers de Lyon ont fait connaître au Comité de la Foire, leurs prix par nuitées de chambre.

M. Jacquinet attire l'attention de la délégation sur ce fait qu'il n'est plus question du projet de la chambre, mais d'un nouveau texte qui constitue un projet intermédiaire, et l'initiative de M. Ouvié, d'accord avec M. Roland Mareel. Et après l'article 6 de ce nouveau projet, les prix non homologués ne sont pas interdits, ils encourrent une pénalisation consistant dans le non octroi du pavonceau.

M. Ouvié avait pensé à aller plus loin dans cette voie. Les hôteliers accepteraient-ils qu'on inscrive dans chaque chambre — pour les hôtels dont les prix n'auraient pas été homologués — "prix non homologués" ?

M. HOLLARD répond qu'il accepte l'idée du pavonceau et que la sanction liée au retrait de pavonceau ou de sa non délivrance lui paraît suffisante. A Lyon, il n'y a pas eu de plainte, on fait que les prix ont finalement passé par le Syndicat.

M. Raynaud, attire l'attention sur l'art. 7 du projet de M. Ouvié et les sanctions qu'il prévoit.

M. Ouvié répond que les sanctions prévues à cet article ne visent que les établissements qui ne respectent pas les prix qui ont été homologués ou qui apposent le pavonceau alors qu'ils n'y ont pas droit.

M. HOLLARD indique que, d'une façon générale, il accepte les grandes lignes du projet nouveau de M. Ouvié, et confirme que celui-ci ne saurait viser les restaurants.

M. GOMMAY déclare qu'il doit être bien entendu qu'en ce qui concerne la question syndicale, il faudra trouver un texte pour qu'il soit possible de lier, sans la moindre équivoque, tous les hôtels, ce qui n'est peut-être pas possible actuellement, comme l'a fait observer M. Raynaud.

Il fait observer, d'autre part, qu'en ce qui concerne les stations thermales de cure, il paraît difficile de faire adopter la variété des prix durant l'été, car dans ces stations l'arrangement à la

Levier est souvent la règle, et dans chaque station on fait sûr qu'il y aura une formule difficile tenant les arrangements.

M. Drouot pose la question des 40 heures, faisant observer que, depuis ce matin, le décret est applicable. Il va, dit-il, en résulter de graves complications. Il faudrait augmenter la durée de ce qui est appelé "l'amplitude" - c'est-à-dire la pause, au lieu de la diminuer. Il a l'impression que la force pour les hôteliers à un moment de fermeture pour le rendre ensuite responsable de ce qui pourrait s'en suivre.

M. Goumy ajoute que la Commission permanente des stations a fourni l'avis en ce qui concerne les 40 h et déclare la loi inapplicable dans les stations thermales et de cure.

Les hôtel de Vichy, Vittel, Evian ont déclaré qu'ils ne pourraient ouvrir ou engager de personnel sans être au préalable fixés sur l'application des 40 heures en ce qui les concerne.

M. Plottier estime que le gouvernement a agi à l'égard des hôteliers avec une "odieuse brutalité". Il est inadmissible qu'on n'accorde qu'une "amplitude" de 10 heures dans les hôtels, alors que le commerce d'alimentation dispose d'une amplitude de 14 heures. Il est beaucoup plus difficile d'accorder de cette amplitude réduite aux hôtels qui au commerce de l'alimentation. Ce dernier connaît des heures creuses, pendant lesquelles on n'achète pas, alors que la clientèle se présente à l'hôtel, - du fait de la circulation automobile de plus en plus accrue, - et il importe quelle heure et il est nécessaire d'avoir toujours un personnel présent.

^{La question de}
M. Paul Marat répond que l'application des 40 h. dans l'industrie hôtelière n'est pas encore réglée définitivement. Il demande aux hôteliers de ne pas adopter une attitude d'intimidation et il pense qu'il est des raisons d'urgence qu'une solution acceptable pour eux peut encore intervenir.

M. le président fait observer que, d'ailleurs, la question des 40 heures n'est pas en discussion en ce moment.

Il remercie la délégation de ses explications très précises que ses membres ont bien voulu fournir à la Commission.

(La délégation se retire)

La Commission décide de s'ajourner au mercredi 19 mai, pour entendre le rapport que lui présentera, à cette date, M. Oueré, de façon que la discussion puisse venir en séance publique au plus tôt, si possible, le 25 mai.

La séance est levée à 17 heures.

Le président, St. Baudet

Le jour du mercredi 19 mai 1937

Présidence de M. James Hennessy.

La séance est ouverte à 17h15

Présent: M. James Hennessy, Cailliez, Decug, Escande, Grandmaison, Jacquier, Manceau, Mando, Oueré, J. Goutart, Raymond, Ulmo

Officiers de police homologation des rit
dan les hôtels.

(M. Roland Marec, conseiller au tourisme, assisté de la Secrétaire)

M. Oueré rappelle son connaissance de nouveau texte qui a été élaboré depuis la dernière réunion de la Com.ⁿ

La Com.ⁿ examine ce texte article par article.

Art. 1^{er} sur observation de M. Goutart, Acte décide de remplacer les mots "personnes gérant des hôtels" par "les propriétaires ou gérants d'hôtels", - cette modification devant s'appliquer à tous les articles où il est fait mention des mêmes personnes.

Art. 2^e du même article et est précisée

que les prie affichés dans chaque chambre comporteront les
prie "de la fonction, et de la demi-fonction affichés à la
chambre."

Sur observation de M. Reynalby, on décide que
les prie seront affichés dans les salles de restaurant
"faisant partie" des établissements et non pas "attendant"

A l'art. 2, les demandes de M. Harde, la
même phrase est réduite de 50 à 500 francs au lieu
de 5000.

A l'art. 3, M. Reynalby fait substituer à
l'expression "seront fournis", etc. etc. de "seront
publiés..."

La rédaction de l'art. 4 est modifiée ainsi:

"Les demandes d'admission au bénéfice de
l'immunité, comportant l'indication de
la catégorie de l'établissement, des priés tra-
cés et du groupement corporatif auquel,
le candidat, appartenant l'indiquer, seront
être soit publiés dans la presse locale ou
Journal officiel, ainsi qu'en l'indiquant
ou dans l'annuaire régional"

Le reste de l'article est supprimé.

A l'art. 5, M. J. Godard fait supprimer le
mot "paritaire" - pour lequel substituer
seulement "Commission régionale de
l'industrie"

L'article 2 de cet article, sur observation de
M. Potard Marcel est ainsi modifié:

"Chaque commission comprend 8 ou 10
membres choisis parmi, etc. ... "et de tous
autres groupements touristiques régulièrement
constitués."

M. Reynalby fait modifier la rédaction de

L'art. 6 au 1^{er} de sa nouvelle forme -

Les articles seront les suivants :

- " alinéa 1^{er} : "Les commissions ainsi constituées, après
- " l'être entourées de tous les renseignements et des
- " garanties qui leur paraissent utiles et mettront en
- " œuvre le plein de savoir :
- " 1^o si l'établissement répond bien à
- " la qualité d'hôtel de tourisme et à la
- " catégorie indiquée sur la demande.
- " 2^o si les propriétaires peuvent être hono-
- " rables.

Le reste de l'alinéa est supprimé.

Le dernier alinéa sans changement.

A l'art. 7, après observation de M. Haucan et
de M. Reynaud, il est précisé "qu'une
nouvelle homologation devra être "demandée
et poursuivie" suivant la même
procédure que celle prévue aux art. précédents.

L'art. 8 est adopté avec les modifications de
forme déjà mentionnées en ce qui concerne
les articles précédents.

Les art. 9 et 10 sont adoptés sans modification.

A l'art. 11, sur demande de M. Haucan,
l'ancienne prime est réduite de 100 à 5000
francs (au lieu de 10 à 5000^{fr}).

A l'article 12, M. Haucan fait supprimer
la mention "applicable aux départ^{ts} du
Haut Rhin, ... etc.", et l'article devient
ainsi :

"La présente loi est applicable en Alsace."

L'ensemble du projet ainsi modifié est
adopté.

M. Ours est autorisé à déposer
son rapport.

Les quarante heures dans l'agriculture.
M. Ours, rapporteur, donne communication.

de son rapport sur la proposition de résolution, ce
M. Lecourtier et plusieurs de ses collègues tendent à
inviter le gouvernement à prévoir des aménage-
ments en vue de permettre aux ouvriers de
l'industrie d'apporter une aide temporaire
à l'agriculture.

Sur observation de M. Esnau, le libellé de
la résolution est modifié par l'addition des
mots "agricole" à l'alinéa 1^{er} qui devient
le suivant :

"Considérant que la main d'œuvre
agricole est nettement déficiente
etc."

Sur observations de M. J. Gast
le 2^e alinéa est modifié ainsi :

"Le Sénat invite le gouvernement à
" confirmer que la loi de 40 h. ne met
" pas obstacle à l'aide temporaire que les
" ouvriers de mines et de l'industrie
" apportent habituellement à l'agriculture
" sous que les salaires puissent être suffi-
" sants à ces pays normalement aux
" ouvriers agricoles."

La proposition de résolution ainsi
modifiée est adoptée et M. Esnau
autorise à déposer son rapport.

La séance est levée à 17^h

Le président

Jean Henneff

10

Leance du 21 mai 1937

Présence de M. Boudet

Excusés: M. Duron, Ours.

Présents: M. Boudet, Amet, Ceitès, Fier, Escand,
Hemessy, Jacquini, J. Godard, Gautier,
M. Lery, Pénry, Manera, L. Robert,
Toy, Riout, Aluis, Raynaldy

Distribution de rapports

M. Amet est nommé rapp.^{te} du projet
relatif à la distribution des
charges dans les hôpitaux - w 91. 1937

M. Jacquini est nommé rapp.^{te} du projet de
la laisse-arrêt de solaires
w 26. 1937

et de la prop.^{te} de résolution M. Regnier sur la
tenue des 40h. dans les hôpitaux. 269. 1937

M. Raynaldy propose que le bureau de la
Caus. se réunisse à la présidence du conseil
pour entendre M. L. Aluis de la question
(adopté)

Bureau de placement
dans l'alimentation

~~M. Boudet~~ fait connaître à la Caus. que depuis
que celle-ci a examiné en 1^{re} lecture la
question du bureau de placement dans
l'alimentation, incluant à une nouvelle
étude de projet, il a rédigé, par une
substitution au texte du g.^{te} voté par la
chaque, un nouveau projet qui conclut
au maintien du bureau de placement
de liquidités & des de leurs mutuels, mais
comportant l'institution d'un contrôle renforcé
et au moyen d'une ammission forfaitaire
générale - Ce nouveau texte sera adopté

aux membres de la Commission sur une d'un examen
ultérieur, -

Haute inspection des puits.

M. Toy. Rient fait un exposé de dispositions
de la loi du 19 août 1936 et de modes
pratiques envisagés pour le nouveau texte
adopté par la chambre.

Il fait observer que la loi nouvelle
ne s'applique qu'aux puits de gros et
de deux gros, sans viser les puits de
détail, toujours soumis à la loi du 19
août 1936, ni les puits de produits agricoles.
Il craint que le texte envisagé, en fait
de l'homologation par le Comité na-
tional de surveillance, n'aboutisse
à une véritable taxation.

Enfin, il explore l'extension de l'au-
torité à l'exception, avec des péna-
lités allant jusqu'à 10000⁺ d'amende
sans même cumuler l'admission de
circonstances atténuantes.

La Com.³ étant d'accord avec le projet
et soumise au fond à la Com.² de légis-
lation, tout en remerciant M. Toy. Rient
de son exposé et en adoptant le prin-
cipe des réserves qui s'y sont formulées, et
levant le dépôt du rapport au fond pour
l'étudier à nouveau la question.

La séance est levée à 17^h

Le président

Baudouin

102

Séance du mercredi 2 juin 1917

Présidence de M. Durand

La séance est ouverte à 11^h 15

Présents - M^{rs}. Durand, Bouter, Amiot,
Caillet, Côté, Escame, Faivre, Jacquinet, Moise
Lévy, Manceau, Mando, Laverlin, Oure,
Ragnaldy, Thonnaye, Tiz-Rint

Distribution de rapports

M. Moise Litz est nommé rapporteur de la
proposition n° 188 concernant l'inscription sur
marc es acts de naissance et l'immatricula-
tion au registre du commerce

M. Ragnaldy est nommé rapp^{or}teur de la
proposition n° 173 sur le repos hebdomadaire dans
l'agriculture

Application de la loi de 40^e dans les hôtels
La commission discute la prop^{osition} de résolution de
M. Marcel Régnier sur l'application de la loi
dans les hôtels.

M^{rs}. Marcel Régnier et Gaben-Salvador,
secrétaire général du Conseil national d'économie
assistent à la séance

M. Manceau rend compte d'une visite au
ministère du travail sur l'application de la loi
dans les industries traitant de matières po-
rissables (beurre & fromage notamment) et a
obtenu du ministre la promesse qu'avec
celui-ci se soit pris sans qu'il se soit au
 préalable entouré de renseignements nouveaux

M. Jacquinet, rapporteur de la prop^{osition} de
résolution fait tout d'abord observer qu'en
tout cas, la loi de 8^e est même plus
appliquée que dans 6 villes et 4 départements.
Or, le projet de décret, renvoyé pour la

Conseil national économique ramène la
présence à 49^h p^h les cuisiniers et 50^h pour
le reste du personnel hôtelier, ces heures étant
réparties entre 5 jours ouvrables dans les
villes de plus de 60 000 habitants & 6 jours
dans les villes de moins de 60 000 habi-
tants.

Un régime provisoire comportant 49^h pour
les cuisiniers & 54^h pour l'ensemble du
personnel est prévu jusqu'au 1^{er} janvier 1938
avec 70^h de dérogation en régime normal et
100^h en régime transitoire.

Les deux cotisations demandent
60^h pour l'ensemble et 54^h pour les cuisiniers,
repos compris, - répartis sur 6 jours.
Il faut noter 1^o la désorganisation du
service; 2^o l'aggravation des charges finan-
cières.

On leur objecte aussi qu'il faut que des
repos sont prévus pour les cuisiniers entre 2^h
et 5^h à huis que les heures se répartissent
ainsi: 9^h matin à 14^h - 17^h à 21^h - mais
répond-on, à 14^h et 21^h les repas ne sont
pas terminés et de plus, le dimanche, il
faudra un personnel de fortune.

Le Sénat prévoit aussi un service de garde
par nuitée de personne - permettant
l'absence au roulement.

Quant à l'aggravation des charges financières
elle résulte de l'embauche supplémentaire et
est estimée à 20 ou 30%. Conséquences: crise
de l'hôtellerie. La comparaison avec l'étran-
ger montre qu'on travaille 65^h en Angleterre
ou tout au moins qu'il y a une réduction
de 65^h, - qu'en Belgique la loi du 9 sep-
tembre 1935 ne s'applique pas aux hôtels,
qu'en Suisse, mais cet état prévu ne plus
que la peine est en moyenne de 60^h.
- notamment dans le Palais, qui supprime

104

Malgré ces réserves, nous ne pouvons pas nous empêcher de dire.

Si l'industrie hôtelière française ne peut s'adapter à ce nouveau régime, il faut venir devant le Parlement - d'ailleurs le gouvernement n'est pas un engagement précis - Si des résolutions sont adoptées, il vaudrait les demander au Parlement pour une loi. Cela résulterait de la discussion de l'amendement Rolin, à la demande

peut-on prévoir une autre solution?

Puisque le gouvernement lui-même envisage dans son décret une période transitoire, pourquoi ne pas attendre le 1^{er} janvier pour faire une réglementation définitive. Ainsi M. Jacquard propose - il en discute avec ce député au texte de la loi. Répondant aux observations "instructives" ajoutées à l'ordre provisoirement à 60^h par semaine pour l'ensemble du personnel et à 75^h pour les cuisiniers, repas compris, réparties sur 5 à 6 jours, le nombre de leurs heures de présence dans les hôtels jusqu'au 31 décembre 1937. Sur observation de M. Raynaud, il consent à préciser que ce régime sera institué "à titre d'essai".

M. Marcel Régnier fait une explication de la pénible situation des hôtels, et montre par des exemples pris dans sa région, - à Vichy notamment - que des augmentations des prix de pension sont, suivant la catégorie des hôtels, nécessaires dans la proportion de 140% pour les petits hôtels jusqu'à 200 g et plus pour les hôtels moyens ou les très grands hôtels.

De plus on ne devrait parler de chômage dans la profession puisque sur 40 demandeurs le C. C. T. n'a pu fournir que trois, - considérant comme tout à fait incapable !

Il demande le maintien de son texte. M. le président met la Com. en courant des conversations avec le personnel hôtelier qui prétend que le régime 9^h - 14^h et 17^h - 21^h est normal pour les cuisiniers - ce qui constitue

Mr. Requier

Pour le repos hebdomadaire le personnel répond qu'un roulement est assuré, par "extra", dans les petits hôtels, — par le personnel lui-même même dans les grands hôtels. Il y a 12^{es} jours dont 9^{es} de travail & roulement le 7^e jour. La difficulté n'existe que pour les 5 jours.

Pour les stations thermale & climatiques pas de repos hebdomadaire grâce aux dérogations.

Sur la répercussion financière le personnel répond que, dans les cafés, il n'est payé que par les pourboires & dans les hôtels, il l'estime à 10% seulement.

En conclusion, le personnel opposant ses intérêts à ceux des ouvriers d'industrie et des autres corporations menace de faire fièvre. S'il n'a pas satisfaction.

Mr. Cahen Salvador retracer la genèse du projet de décret et montre que la section prospective du Conseil national économique est paritaire — Il donne connaissance des menaces faites aux ouvriers. Il y a eu opposition de principe du patronat & menace d'insubordination, et de surcroît d'application si la loi de la part des ouvriers avec menace de fièvre.

Deux séances contradictoires ont été tenues hier soir. Dans la discussion trois points ont fait l'objet de réserves de l'industrie hôtelière.

Mr. Cahen Salvador fait observer que dans la plupart des industries les 40^{es} sont appliqués : soit par le système de 5-8 —

soit à raison de 6^{es} 40 par jour — soit à raison de 5 jours avec semaine anglaise.

Les ouvriers des hôtels veulent les 5-8.

Le patronat veut 6 jours avec une durée inégale. Le Conseil national économique a pris la décision rappelée tout à l'heure.

par M. Jacquinet

Dans la Seine, pendant la durée de l'exposition, le ministre pourra, comme il l'a fait, pour les grands magasins, modifier à son gré le mode de répartition.

Ce qui a fait le Conseil national économique, c'est une sorte d'arbitrage entre les exigences ouvrières et les réclamations patronales.

Pour conclure, les industriels de la section permanente du Conseil national économique ont considéré avec le décret et les mesures qui le réalisent la conciliation entre le intérêt de l'hôtellerie et les espoirs ouvriers.

C'est un arbitrage à la fois utile et équitable.

M. Cahen Salvador reconnaît que le marasme hôtelier existe, mais dit-il, les lois sociales n'en sont point seules la cause.

Il faut reconnaître que les périodes de prospérité ont été très exagérées.

Revenant sur le calcul ^{des charges} qui représente pour l'industrie hôtelière l'application de la loi en cause, il estime que ces charges ne grèvent pas l'hôtellerie de plus de 10%.

Une discussion s'engage alors entre M. Cahen Salvador, M. Jacquinet, M. Ours et le président sur ce chiffre et son mode d'évaluation.

Finalement, M. le président demande à M. Cahen Salvador s'il estime que le Conseil national économique accepterait la suggestion de M. Jacquinet.

Non, répond M. Cahen Salvador, parce que c'est là ce que demandent exactement les patrons & que cette suggestion ne peut apparaître comme une conciliation entre deux points de vue opposés.

M. Baudet et M. Fille sans qu'il soit question d'une application immédiate.

brutale elle lui voudrait que les appointements
fussent donnés aux travailleurs hôteliers, postement
c'est d'être traités différemment des autres ouvriers
et appointement on peut le trouver dans l'éta-
blissement hospitalier.

M. Ouere' craint que pour donner une
satisfaction d'amour-propre aux ouvriers on
n'arrive à tout la foule aux yeux d'or.
Le Conseil national économique a arbitré
sans doute, mais a manqué à son rôle
qui était de "conseiller", le fait est d'au-
vantage avec tout le poids de une "éco-
nomique". Il eût été plus sage d'éclairer les
intéressés.

Après discussion, il est procédé à un
double vote :

1^o sur la prise en considération
de la prop^{te} Marcel Régnier

2^o sur le texte même.

Sur le 1^{er} point, la Commission a l'unani-
mité — MM. Bender & Fier s'abstenant —
la Com^{te} décide de prendre la prop^{te} en
résolution en considération.

Quant au texte lui-même, la Com^{te}
accepte celui élaboré par M. Jacquier, au-
quel M. Marcel Régnier ne fait d'ailleurs sa
opposition, — se réservant, dit-il de
représenter elle-même avec le sien, le fait est
combattre les propositions de la Commission;
elle le modifie toutefois, de telle façon
que la rédaction définitive devienne la
suivante : "Le Comité invite le gouv^t à fixer, à titre

" de police d'application, pour les cuisiniers, à 54^h par semaine
" et le surplus du personnel à 60 heures réparties sur 6 jours
" la durée de présence, repas compris, dans les listes, res-
" tauration & cafés et cela pour une période allant
" jusqu'au 31/12/1937, à l'expiration de laquelle la limitation de
" la durée du travail sera à nouveau définitivement réexaminée."

La séance est levée à 17^h 45
Le président

108

Séance du mercredi 9 juin 1937

Présidence de M. Darroch

Séance ouverte à 18^h

Présents: M. Darroch, Annot, Ekand, Fide,
Coty, Gautier, Hennetty, Jacquier, Moiné L'É, Oueri,
Léopold Robert, Reynaldy, Pressey,
Thommy

Excusés: M. Decroix

Nomination de rapporteurs (Conventions collectives et arbitrage - prorogation)
M. Reynaldy est nommé rapporteur sur le projet tendant à proroger l'octroi des conventions collectives autorisées, et les pouvoirs conférés aux juges par la loi du 8/12/36 organisant le processus de conciliation et d'arbitrage dans les conflits collectifs de travail et étendant ces pouvoirs à d'autres professions (n° 387. 1937)

Discussion

M. Reynaldy se déclare prêt à rapporter le projet.

Il donne communication du texte voté par la chambre qui est renvoyé à la Commission.

La Com. adopte l'article 1^{er}, mais à l'ort, il y a une discussion s'engageant sur ce qui concerne l'application du projet à l'agriculture et aux gens de maisons particulières.

Les dispositions qui visent les diverses catégories ne figuraient pas dans le texte primitif du projet. Elles ont été ajoutées à la dernière.

M. Jacquier demande le retrait du paragraphe traitant des catégories.

M. Coty appuie la demande de M. Jacquier, notamment pour les gens de maisons. Il a vu même l'agriculture, la culture.

font allusion aux prières de Seine-et-Marne
où ont été en a obligé 710 étrangers à avoir
le travail pour le façonnage des betteraves,
tous prêts à se respecter les uns les autres, et
sans peine de le voir recrudescer et la
famille.

M. Raynaldy ne voit pas quel rôle il ex-
plore à cette époque.

M. Coty ne voit pas quel projet peut
s'appliquer à l'agriculture, mais M.
Raynaldy estime qu'il y a beaucoup de
fautes à faire, et qu'il y a lieu de s'occuper
de la décision de la loi de l'agriculture qui
se résume précisément en ce moment.

Il propose de reporter l'aut. à
jusqu'à demain pour l'examiner
avec nous d'une réunion spéciale avec
la presse publique.

Il en est ainsi de l'aut.

M. Coty fait une réserve en ce
qui concerne l'amendement Sou-
main et demande que la loi
s'oppose à la création d'un monopole
hydraulique.

Finalement, la loi adopte
l'ensemble du texte tel qu'il est présenté,
à l'exception de l'article 4, réservé
et dont l'examen est renvoyé au
lendemain jeudi.

Bureau de placement dans l'alimentation.

M. Aurat donne connaissance du
nouveau texte qu'il propose de sub-
stituer à celui de la Chambre.

Alors que le dernier supprimait
parlement et supprimait le bureau de
placement des agents proportionnels,
de s'occuper de leurs besoins et de leur

actuellement autorisés en vertu de la loi de 1904, pour confier le placement, dans l'alimentation uniquement aux officiers départementaux & aux bureaux municipaux. M. Auzat maintient sous les bureaux actuellement existants mais en les soumettant à un contrôle plus rigoureux de commissions paritaires.

Passant à l'examen de l'article, le Com^{te} des propositions de M. Ragnat, supprime au dernier alinéa de l'article. Le membre se place "mais exclusivement pour le placement des ouvriers en grève" s'opposant au placement ailleurs par les bureaux fonctionnant en vertu de la loi de 14 mars 1904.

Les art. 1 et 2 sont adoptés sans modification, d'après le texte nouveau de M. Auzat.

M. l'art. 4, M. Coty fait supprimer le mot "notoirement", pour dire simplement: "La première infraction constatée le service de placement recorra un avertissement, etc..." — et de la prop^{te} de M. Ragnat, au dernier alinéa du même article, il est stipulé que "le Syndicat, groupement ou 1^{er} pourvo le pourvoit devant le Conseil d'Etat aux formes de droit.

M. Coty fait préciser, par ailleurs, que l'interdiction qui peut être prononcée en cas de récidive, doit s'entendre d'une récidive commise dans l'année.

M. Auzat demande qu'on ajoute au texte de l'art. 5, à peu près conforme au texte de la chambre en ce qui concerne l'avis à donner pour l'employer aux commissions paritaires et l'embouchée effectuée directement, le délai octroyé pour cette notification étant de 8 jours. Labou^{re} accepte la prop^a faisant à M. Auzat le soin d'ajouter une rédaction appropriée.

iii

Mr. Thompson fait approuver un rapport sur une proposition concernant la procédure et les conditions d'admissibilité aux concours de métiers.

Le texte qu'il propose l'acte d'éligibilité
aux artisans exerçant la profession ou
l'ayant exercé pendant quinze ans.

of H. Thompson et al. authorized a report
for report.

La séance est levée à 17^h 30

Le president
Stewart

Leana ou fene 10 pms 1937

Presidence all. I wrote

Present: Mr. Carous, Col. Decroze,
Fero, Moine-Lay, Mameo, Raynaly.

Le canal ouvert à
14^h 30.

Prerogative des Contributions
Collectives du Travail et des pouvoirs
du gouv^t en matière d'arbitrage
(article 2 réservé.)

M. Raynaldy propose à la Com^{te} d'ac-
cepter le texte de la chambre et d'ajouter
les dispositions du projet aux professions
agricoles, - uniquement en ce qui concerne
l'arbitrage, - mais tous réserve
cel'ant de la Com^{te} des agriculteurs
(adopté)

Au contraire, en ce qui touche les dispositions relatives aux gens de couleur et aux professions libérales, ajoutés par la Chambre au texte primitif ou

112

gouvernement, M. Raynaldy en propose le
rejet.

Il en est ainsi décidé.

M. Col demande que soit mentionnée la
réserve qui a formé lors de la dernière
réunion de la Com^{te} (actuellement)

M. Raynaldy est autorisé à déposer
son rapport.

La séance est levée à 14^h45

Le président -

Quarant

Séance du vendredi 11 juin 1937

Application de la loi de 40h. dans
l'hôtellerie.

Séance ouverte
à 17^h44

Présidence de M. Daroux.

Conformément au renvoi qui a été prononcé
par le Sénat de la prop^{te} de résolution de
M. Marcel Rignier, la Com^{te} a réuni
pour examiner s'il n'est pas possible de
trouver un terrain d'entente avec le
gouv^t.

M. Léon Blum, présid^t du Conseil
est entendu, ainsi que M. Marcel Rignier.

Après une discussion à laquelle prennent
part la plupart des membres présents,
M. le président du Conseil, sachant
qu'il accepte de "reconsidérer la question
de l'application de la loi de 40h. dans les
hôtels", et qu'à cet effet il réunit à
nouveau la Commission paritaire.

Après le départ du président du
Conseil, la Commission prenant acte
des déclarations qui viennent de lui
être présentées, accepte et unanime^{ment}
de renvoyer à sa prochaine séance

à la discussion de la proposition de M. Marcel
Regnier.

M. le président fera, à la reprise de la
séance publique, une déclaration à la
tribune en ce sens.

La séance est levée à 8^h 15

Le Président

Sturm

Le 16^e au mercredi 16 juin 1936

Présidence de M. Durand

La séance est ouverte à 8^h

Présents: M. Durand, Bender, Lortie, Decroix,
Amat, Jan Rosa, Caillier, Edy, Maude, Feire,
Jennery, Jacquier, Lédry, Mire Ledy, Manseau,
Maude, Puri Precty, Reynaldy, Toy Ront-

Exabs: M. Maude.

Correspondance

M. le président donne connaissance d'un cer-
tain nombre de lettres émanant de divers
groupements confédérés (hôteliers, agents de maîtrise,
etc) demandant à être entendus par la Com.

Il leur sera répondu que les rapporteurs
chargés des projets ou propositions intéressant leurs
groupements les recevront et entendront leurs
explications.

Renvoi p. avis

Sur observation de M. Thosa et Reynaldy
la Com. décide de renvoyer la question
avis des projets émanant de la représentation

des Holles Centrales - (399.193) - Rapport Maulins 107.1937
 M. Caillier est désigné pour présenter l'avis de
 la Commission -

Nominations d'un rapporteur
 M. Rayaud est nommé rapporteur de la proposition
 de M. Louis sous pendant à modifier
 l'art. 23 du L.P. du Code du Travail - (311.1937)

Distribution des objets et lettres
recommandés ou chargés dans les hôtels -

M. Amat rapporteur conclut à l'adoption du projet
 voté par l'Assemblée, projet qui a pour objet de
 faciliter, dans les hôtels, en l'absence des
 habitants, la remise des objets et lettres recom-
 mandés ou chargés qui lui sont adressés.

Sur observation de M. Coty, il est décidé
 qu'au lieu de "sans réclamation écrite contraire de
 l'exploitant ou du destinataire" les objets seront
 remis contre reçu des directeurs de l'hôtel qui
 devra être muni d'une "autorisation écrite des
destinataires" -

M. Amat est autorisé à déposer son rapport
 ainsi modifié.

Règlement des prix des fouds de commerce

Une pétition transmise à la Com. des Commerce
 par M. Solvi (n° d'ordre 46) est renvoyée à
 l'examen de M. Caillier, rapporteur des
 projets relatifs portant règlement des prix des
fouds de commerce -

La Commission examine alors le rapport
 supplémentaire de M. Caillier (n° 328.1937)
 rapport des prix des fouds de commerce M. Rayaud
 comme la Com. la note suivante :

118
115

NOTE POUR LA COMMISSION DU COMMERCE

REGLEMENT DU PRIX DE VENTE DES FONDS DE COMMERCE.

I - Projet du Gouvernement .

Aux pages 9 et suivantes, M. CAILLIER en fait une critique acérée.

Ce projet n'atteint pas les buts qu'il s'était proposé.

II - Projet de la Chambre .

Ce projet présente les défauts de celui du Gouvernement.

Il faut noter, cependant, qu'il introduit un principe nouveau : le droit de reprise par le vendeur.

Cet avantage ne compense pas les inconvénients. Ce texte n'abroge pas la loi du 29 juin 1935, dans les parties défectueuses par les conséquences qui en ont été déduites.

Loin de mettre fin aux moratoires, il les multiplie . V. page 17 du rapport CAILLIER.

III - Le contre-projet CAILLIER.

A notre avis, loin d'améliorer le texte de la Chambre, ce texte en aggrave les inconvénients.

A. Il introduit dans la législation un principe nouveau : l'illégitimité du bénéfice.

En effet, le texte de M. CAILLIER ne limite pas le bénéfice pour ne frapper que le bénéfice exagéré et, pour cette raison, illégitime, il déclare l'action en réduction recevable, dès qu'il y a bénéfice.

.....

Ce principe ne se rencontre dans aucune autre loi, civile ou pénale.

Il est à redouter qu'une fois introduit dans la législation, il ne soit étendu à d'autres cas, que l'on soutiendrait analogues.

B.

Loin de liquider ce passé et de mettre fin aux procès il admet la recherche des précédents vendeurs, et, à l'occasion de chaque transaction, il autorise, non pas seulement une action du dernier acquéreur à l'encontre de son vendeur, mais une action récursoire de la part de chaque acquéreur successif, à l'encontre de son propre vendeur.

Il organise ainsi une cascade de procès, qui pourront être dirigés contre des personnes qui, en raison du temps écoulé et du changement de leur situation, ne seront plus en mesure de se défendre.

C.

Il fait à l'arbitraire (inévitables dans les règlements de cette nature), une part véritablement immense, puisqu'après avoir admis la recevabilité de l'action en réduction, dès qu'il y a bénéfice, il ne donne aux juges aucune directive pour fixer la réduction à opérer.

Le projet de la Chambre retenait la comparaison entre les bénéfices, ceux produits au moment de la vente, ceux produits actuellement ; le projet de M. CAILLIER ne donne même pas cette indication : il compare l'avant dernière et la dernière ventes et retire même, au dernier vendeur, la majoration par année d'exploitation que la Chambre lui avait allouée.

D.

Au surplus, le projet CAILLIER, comme le projet de la Chambre, non seulement réduit le prix de vente, en annulant la convention, mais il fixe le nouveau prix, en considérant comme définitives les circonstances économiques actuelles.

Il y a là, la source d'une injustice.

Si les affaires reprennent, l'acquéreur bénéficiera définitivement d'un prix, fixé au plus bas de la crise.

Avec ce système, toute la perte est donc pour le vendeur, qui ne peut même pas compter, pour maintenir sa créance, sur les chances de bénéfices que la reprise peut donner à son acquéreur.

.....

E. Enfin, de ce même point de vue, après avoir dit dans le cours du rapport, que les accords ou les décisions définitives, intervenus, devraient être maintenues, M. CAILLIER ne reproduit pas dans son texte cette disposition qui est cependant essentielle, en présence des dispositions générales du projet.

F. Le texte de M. CAILLIER maintient le droit de reprise, au profit du vendeur, mais sans lui permettre de retenir un élément d'incontestable moins-value.

Un fonds de commerce vaut, plus ou moins, selon que le bail à courir est de courte ou de longue durée.

L'acquéreur a vécu sur le fonds ; il en a tiré des profits qui ne lui permettent, peut être pas de supporter toutes les charges de la vente, mais qui, quoique réduits, n'en sont pas moins réels.

Au vendeur qui exerce le droit de reprise, il ne rend donc pas ce qu'il a reçu de lui : il lui rétrocède des droits diminués, dont il a lui-même joui.

N'est-il pas juste que le vendeur retienne ce qui, dans le prix, représente cet élément incorporel diminué ?

Ces critiques, dont le bien fondé ne peut être contesté, ne permettent pas de retenir le projet de M. CAILLIER.

IV - Le contre-projet.

Il répond aux buts que le Gouvernement se proposait : il liquide le passé, et met fin aux procès.

A. Il liquide le passé, sans détruire le contrat, et en faisant application à l'espèce, du principe de l'imprévision, ou mieux, de l'erreur commune, principe qui doit trouver sa sanction, dans une répartition de la perte subie, entre le vendeur et l'acquéreur, mais uniquement, dans une répartition de la perte réellement subie.

.....

La base juridique de cette répartition se trouve dans une remise de dette, volontairement consentie ou imposée par la loi (art. 1282 C. civ. 50) et *fin. du C. C.*

remise limitée aux années de crise
remise limitée au préjudice éprouvé.

Il est essentiel à ce dernier point de vue, de faire remarquer, que la chute des bénéfices réalisés par les acquéreurs, n'a pas été verticale, qu'elle a été progressive, et qu'il serait injuste d'appliquer, à toutes les années de crise, le même coefficient de perte.

La crise a commencé en 1932 - elle s'est accentuée, année par année, et nous considérons qu'elle est actuellement au point le plus bas. D'où cette double conséquence.

a) les transactions conclues, avant 1932, doivent être considérées comme faites à des prix forts - auxquels ne correspondent pas les bénéfices réalisés au cours de la crise et il est nécessaire de frapper les échéances survenues depuis de coefficients de réductions proportionnelles.

b) Au contraire les transactions conclues depuis le déclenchement de la crise (c'est-à-dire depuis 1933) ont été conclues à des prix, plus en rapport avec les bénéfices actuellement réalisés, et les billets créés, doivent donc être frappés d'une réduction moins importante.

C'est ce que consacre l'échelle des réductions établies dans le contre-projet. (*article 2 - amend. n° 4 - 11.6.37*)

B.-

On dira que ces coefficients forfaitaires sont arbitraires.

C'est exact, mais, établis sur les données fournies par les acquéreurs eux-mêmes, ils ne s'écartent guère de la réalité.

De plus, ces coefficients ne représentent pas la perte intégralement subie; ils ne représentent que la part qui reste à la charge des vendeurs.

Si l'on ajoute à cette réduction résultant de l'application des coefficients, la perte résultant de la dévaluation on ne peut pas redouter qu'une injustice soit

.....

commise à l'encontre des acquéreurs. Si injustice il y a, elle est à la défaveur des vendeurs.

G -

C'est précisément, parce que les vendeurs peuvent être lésés par la réduction imposée, qu'il faut leur accorder le droit de reprise de leur fonds.

C'est là l'objet du 2ème amendement. (n°7-art.5)

Cette reprise est exercée aux conditions posées par le texte de M. CAILLIER, mais en tenant compte au profit du vendeur de la moins value résultant de la diminution de la durée du bail, ainsi qu'il a été dit plus haut.

V.- Le contre projet met fin aux procès.

a) Il déclare, expressément, que les accords ou les décisions définitives intervenues, sont maintenus.

b) La réduction à appliquer ne peut être l'objet d'aucune contestation, puisqu'elle est fixée, pour le capital et les intérêts - et que les délais de paiement de l'arriéré sont précisés.

c) Même en cas de reprise, il n'y aura pas lieu à procès : c'est un arbitrage qui mettra fin à toutes les contestations.

Dans l'espèce l'arbitrage s'impose.

A défaut d'arbitrage, ce seraient les tribunaux qui jugeraient, mais, avant de statuer et pour leur permettre de statuer, ils devraient avoir recours à des expertises et leur rôle se bornerait à entériner ces expertises.

Que de lenteurs, que de frais !

L'arbitrage présente les mêmes avantages, et ne fait courir aucun de ces inconvénients.

Telles sont les raisons qui ont dicté ce contre-projet, soumis à la bienveillante attention de la Commission du Commerce, de la Commission de la Législation et du Sénat.

E. RAYNALDY.

M. Caillier répond à M. Raynaldy en faisant observer tout d'abord que la Commission s'est déjà prononcée. "Vous proposez une solution aisément l'idée commerciale ou"

l'ingratitude, dit M. Raynaud, - mais on peut dire que le jour où l'on a introduit le principe du non-paiement à l'échéance dans le droit commercial c'est alors qu'une véritable révolution a été accomplie.

M. Carlier n'est pas opposé - ce qui serait ridicule - à l'idée du bénéfice, - ce qui est une autre affaire, c'est le bénéfice anormal. Il croit que soit atteint celui qui est à la base de la lésion, volontaire ou involontaire.

Il reconnaît qu'il a peut-être eu tort de proposer une loi nouvelle après l'adoption de la loi de 1887.

Il croit à laisser subsister l'art. 9 - mais le taux de 38% lui paraît arbitrairement choisi, peut-être la lésion ~~peut~~ être inférieure ou supérieure.

Il admet la reprise comme moyen de défense et constate qu'en somme il y a en présence deux principes: celui d'une réduction sur le prix de vente, basé sur un bénéfice anormal - celui d'une réduction sur la valeur - (thèse de M. Raynaud) il maintient son texte et demande à la Com.^{te} de confirmer le vote qu'elle a déjà émis à une précédente séance.

M. Cotté dit que si il est possible de concilier les deux thèses en présence en se rapprochant davantage du texte de la Chambre.

Le moratoire expire le 1^{er} juillet. Les nouvelles moratoires seront la fin des sollicitations.

L'œuvre de la Com.^{te} de législat.ⁿ et celle du rapp.^{er} est de se tenir à la notion du bénéfice anormal ou de la lésion en se plaçant au moment du contrat.

Ce qu'il faut voir, c'est le fait, c'est avoir la vue économique, et liquidant complètement l'affaire, s'attache à déterminer

la valeur actuelle au jour, en fonction du chiffre d'affaires actuel.

M. Baudouin et M. Mérieux ont approuvé la thèse transactionnelle de M. Coty.

Avant de passer une décision la Com. a décidé d'entendre, pour un échange de vues sur la question la Commission de législation.

(Le mandat de la Com. de lég. a été fait entendre)

M. le président a retenu pour la Com. de législation, le point de vue de la Commission du Commerce.

M. de Bourbois, président de la Com. de législation le remercie et M. Calmel fait connaître l'avis de la Com. de législation.

Il montre que cette loi, comme au moment de la discussion de la loi de 1934, en tend à maintenir ferme les principes : observation de l'art. 1134 du Code civil et respect de l'adage "qui petit propter oit paret".

Il fait quelques objections au principe du "référé" introduit par M. Caillies, mais accepte la notion de "référé" qui est bonne.

M. Eschsché défend la notion de "référé" et estime qu'il faut maintenant l'ad. 9 de la loi de 1934 mais en l'améliorant et en y introduisant le conseil que l'action en "référé" n'est pas suspensive.

M. Caillies fait connaître, pour la Com. de lég., les raisons qu'il a exposées précédemment devant la Com. du Commerce seule à qui l'on conduit à présent le texte.

M. Pernot estime qu'il faut abandonner la notion du "référé" même normal. D'autre part, il voit qu'il n'est pas d'admettre un fonds à un innumérable pour lui expliquer l'action en

revision et il demande qu'on se reporte à la proposition de M. Fourcade, consistant en un simple amendement de l'art. 9 - proposition sur laquelle M. Fourcade fournit quelques explications.

M. Coty fait alors connaître la proposition transactionnelle qu'il a présentée, avant l'adoption des membres de la Com.^{te} de l'agricult.^{re} et la Com.^{te} du Commerce et insiste sur la nécessité d'une liquidation complète de la situation et la notion de "purge", qu'il croit utile d'introduire à cet effet dans le texte de la loi.

M. le Président remercie les membres de la Commission de législation.

Il est décidé que M. M. Caillier, Raynaldy et Coty s'occuperont pour essayer d'aboutir ensemble à la rédaction d'un texte transactionnel.

La Com.^{te} renvoie au lendemain, jeudi 17 juin à 17h. la suite de la discussion.

La séance est levée à 19h.

Le Président

(Signature)

Séance du jeudi 17 juin 1937

Présidence de M. Daroux

La séance est ouverte à 13h15

Présents : M. Daroux, Amat, Baudet, Caillier, Coty, Escande, Froyet, Hennequin, M. de Ligny, Lourtès, Leducq, Ostermann, Raynaldy, Tay. Rivet et Ulmo.

Haute inspection de nuit.

M. Tay. Rivet, rapporteur comme convenu.

193

dance de l'avis qui'il a rédigé et qui conclut
à l'approbation du rapport de la Commission
de législation.

La Commission s'est donc aux conclusions
de son rapport, tout en la priant cependant
de présenter en son nom un amendement
au sujet des marchandises de remplacement.

Sous cette réserve, M. Toy. Riott est
autorisé à déposer son avis.

Règlement du prix des fourrages de commerce

La Commission a poursuivi l'examen de
la question du règlement du prix des fourrages de
commerce.

M. Reynaud, Bédier & Pety n'ayant pu
en une séance se mettre d'accord, la
suite de la discussion, après un nouvel
échange de vues, a été renvoyée à la
prochaine séance, fixée au mercredi 23 juin.

L'assemblée est levée à 19h.

Le Président,

Guérin

124

Séance du mercredi 23 juin 98)

Présidence de M. Duroux

Présents: M. Duroux, Amat, Jambou, Bender,
Caillier, Côté, de Grandmaison, Louis L'vy,
Moude, Oueré, Pansag, Toy-Rivet, Ulmo
Raynaldy,

La séance est ouverte à 15 h.

Distribution de rapports

M. Oueré est nommé rapp.^{eur} du projet de loi
n° 360. 1937 (Amend. n° 1987) portant suppression
des pourboires.

M. Amat est nommé rapp.^{eur} du projet de loi
sur la protection de la propriété intellectuelle
à l'Exposition de 1937 - (n° 361 1937)

M. Caillier est nommé rapp.^{eur} de la prop.^{te}
de loi ayant pour objet le renouvellement de baux à
loyers d'immeubles ou de locaux à usage
commercial ou industriel (pour avis)
n° 318. 1937 -

Règlement du prix de vente des foires de Commerce

M. Caillier rend compte des conversations qu'il a
eues avec M. Calmel, rapp.^{eur} pour avis de la Com.^{te} de
régulation et donne connaissance de l'acte amen-
é ^{au Sénat} qui il est prêt à présenter pour se rapprocher le
plus possible des observations de M. Calmel et de
M. Raynaldy et Côté.

Sur ce qui concerne le point de départ ^{de la loi} de
l'entendu qui il est fixé au 1^{er} juillet 1933 au
lieu de 1^{er} juillet 1931

M. Caillier se déclare d'accord exa-
cément avec la Com.^{te} de Rég.^{on} quant aux dis-

positions concernant la reprise des fonds par le vendeur.

Il accepte, d'autre part, la substitution de l'expression de "lésion" à celle de "bénéfice", pour donner ouverture au droit de réduction, - mais se refuse à admettre le quantum de 33%. Laisse tout au juge toute liberté d'appréciation pour fixer l'étendue de la réduction.

Il ajoute au texte un article nouveau n° 13, pour qu'il soit bien entendu que les dispositions des art. 1 à 8 de la loi de 1931 restent en vigueur - ainsi que ceux des articles de la loi de 1936 non contraires au présent texte.

M. Raynaldy maintient les amendements qu'il a développés à l'avant-dernière séance. M. le président consulte la Com^m pour savoir si elle en accepte le principe ou bien si elle approuve la notion selon laquelle, d'après M. Cailliet, il appartient au juge d'apprécier librement l'étendue de la lésion et par là de fixer le montant de la réduction.

M. Raynaldy fait observer que plusieurs membres de la Com^m étant sortis, il serait préférable de ne pas voter sur ce point - l'opinion de la Com^m pouvant être modifiée par la présence de membres partisans ou hostiles.

L'épreuve a lieu néanmoins, mais l'autorité se penche d'écarter entre les partisans et adversaires de la thèse de M. Raynaldy, celui-ci brisant que la Com^m se soit manifestée formellement à son point de vue, accepte finalement que le rapport de M. Cailliet reste en l'état, et soit présenté ainsi au nom de la Com^m - se réservant quant à lui de reprendre les amendements en séance publique et de les y soutenir à titre personnel.

La Com^m examine ensuite le amendement de M. Thibault de Fontaines à plusieurs autres collègues, et Péroche, - le 1^{er} formant contre-projet, le 2^e proposant simplement amendement.

présenté à l'article 2 et visant les prêts consentis à l'acheteur d'un fonds en vue d'empêcher une faillite ou une liquidation judiciaire et tendant à faire considérer de semblables prêts comme étant en dehors de la loi.

La Com. a écarté ces deux amendements.

Elle accepte, au contraire, un amendement de M. Abel Gardey tendant à exonérer des droits de mutation par décès, à cet avance du montant de la créance, toute créance réduite en application de la présente loi.

M. Cailliez est autorisé à déposer un rapport supplémentaire s'inspirant des décisions qui viennent d'être prises et d'en entretenir que la Com. demandera à la présidence d'inscrire la discussion du projet elle-même à l'ordre du jour de la séance publique du 6 juillet.

La séance est levée à 17 heures.

Le Président,

Amour

Fait à Paris le 6 juillet 1937

Présidence de M. Darroch

Présents: M. Darroch, Amet, Cailliez, Coty, Rose, Decroze, Hameray, Fuyet, L'uy, Mavro, Oueri, L. Robert, Raynal, Remy, Toy-Rind.

La séance est ouverte à 10 heures matin.

Matière première.

M. Jean Rose demande l'autorisation de communiquer à la presse le rapport sur les matières premières, que la Com. n'a pu encore discuter.

mais qui a été avenue à l'un des membres pour l'information.

Il en est ainsi décidé, à l'autre entendre que la Commission, à la rentrée, inclut un débat sur cette question.

Elections aux chambres de Commerce

M. Moïse Lévy donne lecture de son rapport sur le projet relatif aux élections aux chambres de Commerce et aux chambres consulaires des arts & manufactures.

Le rapport concluant à l'adoption du projet est approuvé et M. Moïse Lévy est autorisé à déposer le rapport.

Protection de la propriété industrielle et Exposition de 1937

M. Ansel fait approuver son rapport concluant à l'adoption du projet de loi adopté par la Chambre relatif à la protection de la propriété industrielle pour les objets figurant à l'Exposition de 1937.

Règlement du prix de vente des fonds de Commerce.

M. Cailliet rend compte de la discussion à la suite du renvoi du projet de loi à la Commission de Commerce, à la dernière séance publique du Sénat.

Il résume les critiques de M. Fournelle, auteur de l'amendement qui a motivé le renvoi.

1° l'utilité d'une loi nouvelle - mais possibilité d'une modification à l'art. 9 de la loi de 1927 - 2° introduction dans la loi de la notion de reprise.

M. Cailliet donne alors lecture du texte qu'il propose à la Commission.

M. Raynaud approuve ce texte en

amendement que M. Coty se déclare prêt à accepter comme solution transactionnelle -

M. le Président pose la question préalable qui lui paraît résulter du fait de la dévaluation. Si un accord n'intervenait pas, il est possible que la jouissance du projet et toute la question soit déviée.

Il suggère, pour éviter cette solution, d'entretenir la Commission de législation qui doit être actuellement sur la même sujet. (adhésion)

Les membres de la Commission de législation sont introduits. La discussion entre les membres des deux Commissions a pu longer jusqu'à midi. Un accord de principe intervenait alors sur la base de l'amendement de M. Raynaldy, modifié par certaines dispositions proposées par MM. Fournier, Pernot et Coty.

La séance est suspendue jusqu'à 14h.

A la reprise, M. M. Raynaldy, Cailliot, Fournier, Pernot et Coty se mettent d'accord sur la rédaction suivante pour l'ensemble du projet qui sera présentée à la séance publique et soumise au nom des deux Commissions, l'article 1^{er} ayant été adopté définitivement.

ARTICLE 2

"L'article 9 de la loi du 29 juin 1935, modifié par l'article 4 de la loi du 11 janvier 1936, est complété comme suit :

"Les débiteurs de prix de vente de fonds de commerce, en vertu d'actes conclus entre le 1er juillet 1926 et le 1er juillet 1935 pourront obtenir une remise, sur les termes en capital et intérêts de leurs dettes, venus à échéance avant la promulgation de la présente loi, s'ils justifient que, sans qu'il y ait eu faute de leur part, ils ont été dans l'impossibilité d'acquitter à leur échéance tout ou partie de ces termes.

"Toutefois, ne seront recevables dans cette action que les acquéreurs ayant exécuté les conventions amiables ou les décisions de justice intervenues en application des articles 1 à 8 de la présente loi.

"Seront également irrecevables les acquéreurs qui, ayant payé moins des 2/3 du prix d'acquisition du fonds de commerce, en auront créé ou acheté un second, ou dont il sera prouvé

129

124

- 2 -

qu'au lieu de payer leur vendeur, ils ont fait des constructions ou d'autres placements postérieurs à l'acquisition.

"La remise, si le tribunal l'a reconnait justifiée, sera calculée année par année en fonction : d'une part, des ressources de l'acquéreur, et, d'autre part, des circonstances économiques à l'époque de la décision."

ARTICLE 3

Il est inséré dans la loi du 29 juin 1935 des articles 9 bis à 9 octies ainsi conçus :

"Article 9 bis - L'acquéreur demandeur en remise de dettes devra intenter son action dans le mois de la promulgation de la présente loi à peine de forclusion. Dans l'exploit d'assignation il déclarera ce qu'il offre de payer sur chacun des termes en retard. Dans la huitaine, le litige sera renvoyé devant un juge du siège qui entendra les parties en personne, sauf excuse jugée valable, auquel cas elles pourront se faire représenter par mandataires, et essayera de les concilier; et, s'il ne peut y parvenir, les renverra devant le tribunal après avoir, dans le procès-verbal de non conciliation, fixé la provision due au vendeur.

"Cette provision ne pourra être inférieure ni à celle offerte par le demandeur, ni, si cette offre est inférieure, au tiers du montant global des termes impayés.

"Elle sera versée, dans la huitaine de la date du procès-verbal; passé ce délai, le demandeur sera considéré comme ayant renoncé à son action en remise, et l'entier montant des termes impayés deviendra immédiatement exigible.

.....

"Le tribunal statuera dans les deux mois du renvoi. Le jugement sera en dernier ressort. Il ~~fixe~~ fixera le montant de la créance, laquelle sera payable, la moitié, provision comprise, dans le mois de la signification, et l'autre moitié en deux termes espacés de quatre mois.

"Tout débiteur qui aura produit devant le tribunal, pour appuyer ses prétentions, une documentation ou une comptabilité reconnue fautive, sera passible des peines ~~édictees~~ édictées par l'article 405 du code pénal".

"Article 9 ter - Sous réserve de l'accomplissement des formalités prévues par la loi du 17 mars 1909 le vendeur ou ses ayants-droit pourront reprendre le fonds, à charge par eux de restituer à l'acquéreur les sommes versées effectivement par lui sur le prix des éléments incorporels du fonds et sous déduction :

"1°) des sommes échues et non payées à titre d'intérêts en vertu des accords amiables ou des ordonnances judiciaires sur l'aménagement de la dette ;

"2°) de la dépréciation qui s'attache à la diminution de durée du droit au bail;

"3°) des moins-values résultant du fait de l'acquéreur.

"Les améliorations faites par l'acquéreur donneront lieu à une indemnité égale à la plus-value au jour de la reprise.

"Le vendeur ou ses ayants-droit devront payer, en outre, à l'acquéreur, le prix des marchandises et du matériel existant au moment de la reprise de possession, d'après l'estimation qui en sera faite par expertise, amiable ou judiciaire,

sous la déduction de ce qui pourra rester dû par privilège au vendeur sur les prix respectifs des marchandises et du matériel.

"Le vendeur devra, en tout cas, verser comptant au moins le tiers des sommes par lui dues; il pourra obtenir des délais pour le surplus.

"Celui qui voudra exercer le droit de reprise devra, à peine de forclusion, notifier son intention à l'acquéreur par acte extra-judiciaire dans les six mois qui suivront la promulgation de la présente loi."

"Article 9 quater - Les réductions de dettes et les délais prévus par la présente loi bénéficieront aux cautions et aux donneurs d'aval. Elles seront opposables aux cessionnaires et aux porteurs de billets de fonds. Toutefois, la réduction subie par les dits billets donnés en garantie d'une créance ne saurait avoir effet sur le principal et sur les intérêts de la créance elle-même."

"Article 9 quinquies - Les dispositions du présent article et des articles précédents s'appliquent à tout débiteur du prix de vente d'un fonds de commerce actuellement propriétaire de son fonds ou l'ayant cédé, ainsi qu'à tout débiteur du prix d'achat de parts sociales de société en nom collectif ou à responsabilité limitée ayant pour objet l'exploitation du fonds de commerce".

"Article 9 sexies - Toutes les décisions de justice qui interviendront en exécution de la présente loi ainsi que les procès-verbaux de conciliation, ou tous actes amiables, sont enregistrés au droit fixe, même s'ils comportent rétrocession de

- 5 -

fonds au vendeur ou à ses ayants-droit, réduction des obligations, remise d'intérêt, mainlevée de nantissements ou inscriptions de nantissements nouveaux.

" Toute créance réduite en application de la présente loi est exonérée de l'impôt général sur le revenu et de droits de mutation par décès à concurrence du montant de la réduction.

" Toutefois, en aucun cas, l'application de la présente loi ne pourra motiver le remboursement des droits et taxes déjà perçus à un titre quelconque au profit de l'Etat et des collectivités publiques".

"Article 9 septies - Les actions en réduction prévues par l'article 9 de la présente loi n'ont, en aucun cas, pour effet de suspendre pendant l'instance l'exécution de conventions amiables ou des décisions ^{de justice} intervenues pour le règlement du prix du fonds de commerce."

"Les ordonnances prévues par l'article 1er de la présente loi seront exécutoires à l'échéance".

"Article 9 octies - Les dispositions de la loi du 21 août 1936 prorogée par les lois des 24 décembre 1936, 31 mars 1937 et 30 juin 1937 ne bénéficieront pas au débiteur de prix de vente de fonds de commerce, dont les droits seront exclusivement régis par les dispositions de la présente loi".

La séance est levée à 17 heures

*Le Président
G. Guichard*

Séance du 7 juillet 1937

Présence de M. Duron

Présent: M. Duron, Boudet, Coty, Jacquiel,
Trojet, Raynaldy.

Recommandation de Conventions collectives
du travail

M. Raynaldy, rapporteur, informe la Com.ⁿ que
la Chambre a adopté le texte du Sénat, mais qui
contient la recommandation aux ^{un} collectives au
travail, mais elle a reintroduit, sous une
forme détournée, l'application de la loi à
l'agriculture, qui avait été supprimée par le
Sénat, en votant le texte suivant :

"d'ici au 31 déc. 1936 les lois
" d'arbitrage obligatoire et les décrets s'appli-
" cation pris en vertu de ladite loi et de l'art. 15
" de la loi monétaire du 1^{er} octobre 1936 sont
" étendus à toutes les conventions collectives
" prorogés en vertu de l'art. 1^{er} de la présente loi."

La Com.ⁿ de l'agriculture s'étant d'avis de
s'opposer au vote de cette disposition et de
demander la disjonction, M. Raynaldy propose
à la Com.ⁿ de l'agriculture de se conformer à
l'opinion de la Commission de l'agriculture.

Il en est ainsi décidé et la Com.ⁿ

Raynaldy se retire et présente un
rapport verbal à la tribune, car ce sera, au
cours de la séance publique qui doit avoir
lieu ce jour même à 16^h.

La séance est levée à 15^h 50

Le président,

Duron

134

Séance du mercredi 17 novembre 1927

Présidence de M. Durand

La séance est ouverte à 15^h 30

Présents: M. Durand, Amat, Bender, Cety, Feire,
Froget, Giroux-Liv, Oueri, Fettesq, Reynaldy,
L. Robert, Thourmyre. Absents.

Excusés: M. L. Loubet & Monceau.

Correspondance

M. le Président donne communication de la
correspondance reçue depuis la vacance.

Les lettres sont renvoyées aux divers rapporteurs
qui elles en demandent.

Examen des rapports en suspens

Il est procédé à un examen des rapports - dis-
tribuer ou non - pour lesquels une solution n'est
pas encore intervenue.

A sujet du projet relatif à la marque de
la qualité française, pour lequel M. Monceau,
rapporteur conclut au sujet, M. Reynaldy de-
mande un nouvel examen de la question.

En l'absence de M. Monceau, la solution est
ajournée à la prochaine séance.

Distribution de rapports.

Sont désignés comme rapporteurs des projets
suivants:

1. Règlement amiable horlogerie. M. Cety.
2. Marque nationale artisanale - 438. M. Feire
3. Application de lois du travail aux artisans (1927)
(n° 479 - 1937) - (sur la demande) M. Courtès
4. Cargés payés. Organisation de caisses d'épargne.
et 5. mutualité (514. 1927) - et organismes financiers (580. 1927) } M. Thourmyre
6. Suppression du travail nocturne. 521. 1927 M. Oueri
7. Charte des droits & devoirs du travailleur
(Prop. Mautier - 1927. 531. 1927) M. Jacquard

Elections aux chambres de Commerce
 M. Morice Lévy donne lecture d'un rapport
 supplémentaire.

son texte aboutit : à la création légale :
 1^{re} des régions économiques
 2^e de l'assemblée ou présidents
 de chambres de Commerce

Le vote du projet aurait pour effet d'ajourner
 les prochaines élections provinciales à X^{me} 1938 et le
 1^{er} renouvellement en 1941

Une protestation s'est élevée contre s/ texte : celui de
 la Ch. de C^{te} de Haïne qui demande la suppression
 des articles relatifs à l'As. des P^{rs} de Ch. de C^{te}
 et aux régions économiques.

M. Coty n'a seulement approuvé les conclusions
 de M. Lévy, mais demande que le projet envisage
 une "organisation calquée sur l'organisation des
 régions d'après la réalité des intérêts" - ce qui tendrait
 à admettre aussi la représentation des régions mariti-
mes.

Il réclame aussi pour la mise en appli-
 cation un décret en Conseil d'Etat et non un simple
 décret ministériel.

M. Lévy accepte d'entendre dans ce sens et se
 modifie s/ rapport en ce sens.

M. Ours, allant plus loin, propose la
 création légale d'une assemblée ou présidents
 de chambres de C^{te} maritimes.

M. Morice Lévy verra d'ici peu le ministre
 des Commerce pour avoir s/ sentiment.

La question est renvoyée à la pro-
 chaine séance.

Travaux des tribunaux de Commerce

M. Morice Lévy fait connaître les résultats des
 enquêtes sur la création de livres des registres supplé-
 mentaires pour l'inscription, à côté des registres de C^{te}
 des mentions de faillite, liquid^{ns} judiciaires, saisies
 valables et prot^{es}.

M. Coty accepte l'inscription des faillites, lequid^{es} juridiques & saisies valides, mais non celle des protels et demande à M. Lévy de modifier l'apparat en ce sens.

M. Lévy accepte en principe et présentera une nouvelle rédaction à la prochaine séance.

La séance est levée à 17 heures et demie

Le Président
Stamm

Séance du mercredi 14 mai 1937

Présidence de M. Daroux

Présents : M. Daroux, Anat, J. Bosc, Coty, Escande, Faure, Trojet, Jacquier, Moire Lévy, Lantier, Gautier, Hennessy, Manceau, Ours, Tardif, Thormeyer

Excuse : M. Reynaldy.

Séance ouverte à 15h.

Nomination d'un rapporteur -

M. Carrière est désigné comme rapporteur sur le projet relatif à compléter & à modifier le Livre II du Code de travail, en vue de déterminer les obligations des locataires de locaux & d'installations à usage commercial ou industriel (no 940 - 1937)

Chambre de Commerce - Elections

M. Moire Lévy, rapporteur indique à la Cam^{re} qu'il a vu le ministre des Commerce depuis la dernière séance et lui a transmis les observations de ses collègues, notamment de M. Coty, mais le ministre ne paraît pas

disposé à modifier les révisions économiques.

M. Côté le regrette, mais insiste pour M. Manseau, faisant l'historique des révisions économiques, créés par M. Leimontel, et de l'Assemblée des P.^s de Chambray de C.^{te}, qui remonte à 1901, sur une initiative de M. Duval. M. Leimontel, fait observer que le projet de loi auquel il donne son appui est à lui-même un objet : œuvre officielle et œuvre officielle.

Aucun changement ne lui a apporté à ce qui existe, les traités actuellement, en ce qui concerne les révisions économiques, et quant à l'Assemblée des P.^s de Chambray de C.^{te} ce sera une simple assimilation à l'Assemblée des P.^s de Chambray d'agriculture.

Sous ces conditions, la Com.^{te} adopte les conclusions de la Com.^{te} de Jaxon définitive et l'autorise à déposer un rapport supplémentaire.

Préambule Commune (Greffes) Déclat d'un nouveau registre Rejet

Le M. de la Com.^{te}, rapporteur, revenant sur l'opposition il avait fait à la précédente séance acceptée de modifier son texte dans le sens précédent par M. Côté, à savoir que le registre prévu ne comporterait que l'inscription des "jugements définitifs, ou arrêts prononçant une validation de l'acte. exécution" - Ces mots n'y figurant plus.

Mais M. Manseau estime que la proposition était importante et que, d'autre part, les éléments actuellement existants ne suffisent pas à renseigner les trib. de C.^{te} sur qui est sort de registres supplémentaires. La Commission approuve ce point de vue auquel le rapporteur se range finalement, et il est invité à déposer un rapport concernant au sujet de la prop.^{te} ci-dessus.

En 40 heures dans le Commerce de détail.

M. le Président donne connaissance à la Com.^e d'une lettre et d'un des subjets canoniques demandant son intervention après des pouvoirs publics, pour réaliser un aménagement rationnel de la loi de 40 h dans le Commerce de détail.

Sur observations de M. Jaquinet, la Com.^e décide de demander au ministre du Travail la prolongation des dérogations actuellement existantes pendant le temps nécessaire à une nouvelle étude de la question.

Elle décide, en outre, d'entretenir le ministre mercredi prochain sur ce point.

La séance est levée à 16^h 45

Le Président

Sturm

Séance du mercredi 1^{er} décembre 1927

Présence de M. Lécuyer

Présents: Mlle. Lécuyer, Ansat, Bender, Cailliet, Loty, Decroze, Fève, Mère Litz, Manacan, Mando, Hennessey, Oumi, de Grandmaison, Pécq, Thourmy

Excusé: M. Miller

La séance est ouverte à 14 heures -

Règlementation des Halles Centrales

M. Cailliet, rapp.^{eur} prais, fait observer que s'il avait eu à conclure au nom de la Com.^e d'adm.ⁿ et aurait conclu comme M. Manacan, mais ayt.^e à présenter l'avis de la Com.^e de Commerce, il doit envisager au^t tout l'intérêt des producteurs et

celui des courtiers, que n'importe le p^r de une des
cambres.

Les Halles devraient être un marché à la fois na-
tional et international; c'est ce fait, c'est cette plus une
autorité locale qui doit avoir la haute main sur
le marché mais le pouvoir central — que ce soit la
ministère de l'intérieur ou celui des affaires.

D'après la loi de 1896, Mr. Carlier fait ob-
server qu'il vient de sa disposition:

1^o que les Halles sont un marché de
primeur mais; — donc pas de commerce de détail —

2^o un marché quasi officiel qui doit
servir de régulateur des cours par la libre p^r de
la loi de l'offre & de la demande, les mandataires
suffisant aux Halles un rôle analogue à
celui des agents de change à la Bourse des valeurs
et les commissionnaires l'office des coulisiers
au marché en banque —

En fait, les prescriptions de la loi de 1896
ne sont pas observées, car le commerce de détail
qui ne devrait être toléré aux Halles qu'à titre
transitoire continue — se multipliant du
fait d'influences électoral — à l'ég^{al} malheur.

En ce qui concerne le commerce, les appro-
visionneurs attendent toujours qu'une place
leur soit donnée sous la pavillon.

La question qui doit préoccuper la Commission
des affaires est 1^o celle des mandataires;

2^o celle des commissionnaires. Habituellement dans
le périmètre des Halles, ces derniers, habitant les
immeubles qui s'y sont élevés, exercent leur
commerce librement, en concurrence avec les
mandataires. 70 à 80% des opérations effectuées
aux Halles passent par les commissionnaires
C'est tout le commissionnaire qui a porté l'ef-
fort de la loi de 1896. A l'usage la loi de 1896
s'est révélée inapplicable — Il s'agit de savoir
si la Com^{te} des C^{es} veut remettre le commerce
libre à la même représentation que les mandataires

180

La disposition actuelle des Halles - analogue à celle de 1871 - rend matériellement impossible la tenue de la loi de l'offre et de la demande.

Pour conclure, M. Cailliot fait observer qu'en ce qui concerne le mandataire, il n'y a aucune difficulté, car si on gêne l'industrie de façon à la rendre impossible, il pourra toujours trouver boutique & elle & la commission; pour le commissionnaire, au contraire, le point de vue est tout différent du 1^{er} point d'appui à celui des Com.^{tes} de l'Administration & s'identifie avec celui des Com.^{tes} de l'Agriculture.

Le commerçant est le défenseur naturel du producteur et il n'y a, par conséquent, aucune nécessité de placer le commerce libre aux obligations que l'Etat impose au marché officiel - ce que fait pourtant M. Maullin. Pourquoi soumettre le commerçant, parce qu'il est établi dans le périmètre des Halles, à une autorisation qui n'existe pour aucun autre commerçant exerçant sa profession dans Paris? On aperçoit là le danger d'une mesure étalée. Le périmètre des Halles va se trouver à la merci d'une majorité temporaire du Conseil Municipal.

Pourquoi aussi vouloir imposer le même contrôle au commissionnaire qu'au mandataire? Le premier n'a aucun caractère officiel.

Pourquoi faire de lui un commerçant de 1^{re} zone? C'est, - répond M. Maullin, pour pouvoir déterminer le cours normal, mais, ajoute M. Cailliot, c'est là le rôle du mandataire & non celui du commissionnaire.

En résumé M. Cailliot demande à la Com.^{te} de C.^{te} - tout en admettant les décisions proposées par la Com.^{te} de législation et l'opinion des mandataires, du commerce & des négociants, de faire tout ce qu'elle peut en ce qui concerne le commerce libre - et même de réclamer la suppression des art. 23, 24, 25 qui empêchent le marché libre dans la zone des Halles.

Après quelques observations de M. Maullin - qui appuie le point de vue de M. Cailliot, - la Commission approuve son rapport et l'autorise à le soutenir en son nom en séance publique.

Travail noct

M. Ouvre, rapporteur, fait observer que la proposition votée par la chambre - proposition d'institution parlementaire - ne comporte plus qu'un article unique, de tel qu'elle comprendrait primitivement cet article unique ne prévoyant aucune sanction, si bien qu'en fait on le trouve non plus devant une véritable loi, mais en principe d'une sorte de base de conseil d'arrond. sans portée aucune.

Sous ces conditions, M. Ouvre ne se sent pas lié engagé à rapporter une proposition de cette nature et il prie la Com.^{te} de l'autoriser à poser une question à cet égard au ministre du travail, pour connaître les intentions, au cours de l'audition qui va avoir lieu inactuellement.

M. Hemetzel fait observer qu'en tout cas, on peut toujours exprimer le vœu principal qui avait reçu l'approbation de la Com.^{te} de la chambre.

La Commission décide que la question sera posée au ministre du travail.

Règlement des prix des foires de Commerce
M. le président informe la Com.^{te} de Commerce que la Com.^{te} de législation a voulu élever une protestation au sujet des dispositions du décret du 17 août 1907 qui ont intervenu alors que le parlement n'était déjà prononcé. Le décret, d'après la Com.^{te} de lég.st ne tient aucun compte des vœux des législateurs, - certains de ces dispositions sont en contradiction les uns avec les autres, - de plus ce décret procède envisagé on remarque des anomalies certaines et enfin, du point de vue du droit que pourrait avoir le ministre à traiter cette question par décret. lui-même on peut se demander si les pouvoirs qui lui étaient accordés l'autoriseraient à prendre les décisions qui s'ensuivent.

La Com.^{te} de législation voudrait poser la question au président du Conseil et au ministre des l.^{es} et elle demande à la Com.^{te} de Commerce...

l'appuyer.

Pour éviter toutes divergences de vue, à cet égard, quant à la fixation & première vis, à vis du ministre, M. le Président propose qu'une réunion commune des deux commissions ait lieu prochainement, avec audition du ministre des Commerce et ensuite une décision pourrait être arrêtée d'un commun accord.

(Cette proposition est adoptée)

M. le Président se mettra en rapport, avec le Président de la Commission de législation & le ministre des Commerce pour arrêter la date de cette réunion.

Audition de M. le ministre des Travail

M. Fauriol, ministre du Travail est introduit dans la salle des séances de la Commission.

M. le Président lui souhaite la bienvenue et pose immédiatement la question du "Travail noir".

M. le ministre, après avoir remercié M. le Président de son accueil et affirmé sa volonté de collaborer, dans l'avenir, avec la Commission, répond qu'en ce qui concerne la proposition relative au Travail noir, il a demandé à la Chambre de voter l'ajournement l'ordre du jour qui il voulait que le principe fût tout d'abord affirmé, en attendant que le Gouvernement fût en mesure de présenter un projet complet. Ce projet ne s'adressant pas à être soumis aux Chambres, en attendant de le rapporter à la Commission du Commerce peut rédiger un rapport provisoire, comme le demande M. Duré, son rapporteur.

Sur l'interrogation de M. Duré, M. le ministre précise que le projet du Gouvernement n'est pas encore arrêté, car certaines mesures qui paraissent tout à fait nécessaires.

Application de l'Art. dans le Commerce de détail

autre que l'alimentation

Passant à l'application de l'Art. 10, dans le Commerce de détail autre que l'alimentation, M. le

Le ministre du travail insiste tout d'abord sur les
difficultés que présente cette application. Le décret du 31
mars 1947 en avait fixé les modalités, mais le
période de l'exposition en a suspendu les effets
jusqu'au 25 novembre. A cette date, - à moins
qu'une nouvelle réforme ne fût intervenue - le
ministre était dans la nécessité d'appliquer le texte
du décret.

Depuis trois semaines, le ministre s'efforce
de trouver une solution acceptable pour les trois
parties : les grandes magasins, le petit & moyen
commerce, et les employés. "Hier encore, dit-il,
j'avais une entrevue avec les représentants de
chacune d'elle : M. Lacour-Gayet pour les grandes
magasins, M. Maus pour le moyen & petit commerce,
et M. Capoui pour les employés."

Malgré ses efforts, le ministre n'a pu arriver à
concilier les points de vue opposés. Dans ces conditions il
a indiqué aux trois parties son désir formel d'aboutir
à une solution tenant compte des intérêts de tous
et il a précisé que, d'ores et déjà, le décret du 31
mars 1947 était révisé.

Dans la mesure où il le pourra il s'efforcera
de trouver une solution qui n'aboutisse pas à la
fermeture des magasins 48h par semaine. Si les
employés demandent beaucoup à ce repos de 9 jours
consecutifs, c'est surtout parce qu'ils estiment que
le congé serait quasi-impossible avec toute
autre solution. Le vice-président l'a avisé de la
minuterie et pour lui, ce qui l'importe, c'est que
la clientèle ne se voie pas, durant 108 heures
de toute possibilité de procéder à ses achats.

Il a donc décidé de prendre comme base
le régime de l'exposition ; l'expérience n'a pas
été dommageable et elle peut être reprise &
continuer sur une longue période : 9 mois.
D'autre part, pour les trois autres mois de
l'année, - juillet, août & septembre, à Paris
du moins - il pourrait être plus facile de donner

aux employés le congé hebdomadaire le samedi ou le lundi, à qui, en fait, aboutirait à la fermeture pendant 48 h. 27 g. 8 négatives, - mais à cette époque cela n'aurait plus la même importance - et permettrait tout de même au petit & moyen commerce, avec un personnel réduit; de rester ouvert.

Dans les départements, les préfets se termineraient, par arrêté, à quelle date doit s'appliquer la fermeture des trois mois.

Ces dispositions, ajoute le Ministre, constituent-elles un accomplissement certain du décret du 31 mars 1917 et permettraient de répondre au mieux un problème particulièrement difficile.

Pour terminer, il demande la Commission de lui communiquer le soir même & parer sur ces propositions.

M. le Président demande d'as propositions auraient-elles d'être acceptées par les employés.

M. le Ministre répond que la Commission du Commerce s'en charge à elle-même prolonché cette solution, et il ajoute, qu'en tout cas, à défaut d'accord entre les parties, une solution d'autorité doit intervenir.

M. Jacquier approuve la décision du Ministre qui lui paraît excellente et surtout, et se félicite de le voir faire acte d'autorité.

M. James Henneberry précise que, pendant les trois mois que jouera la fermeture 4 jours consécutifs, il est essentiel que les préfets aient un pouvoir absolu de décision - et M. Coty demande, en outre, que leur décision ne soit pas uniforme pour le département tout entier, et même celle de certains des stations balnéaires, thermals, climatiques - etc.

M. le Ministre donne tout approbement à cet égard.

M. Jacquier pose la question du régime en ce qui concerne les villes de moins de 10.000 habitants.

M. le Ministre répond que pour ces villes le régime actuel de 48 heures demeure. Cependant, il a

examiner la possibilité de réaliser une étape dans la voie
de 10 heures, sans toutefois rien faire de brutal, mais en
adaptant la législation, totale aux conditions du commerce.

M. le Président remercie M. le ministre. La
Commission du Commerce, ajoute-t-il, a voté le 10
sous l'intention d'aider à la résorption du chômage.
Il lui paraît important d'apporter, sur cette question,
un esprit transactionnel et il se félicite de les décla-
rations de M. le ministre qui ont certainement fait
bonne impression sur la Commission.

A une dernière question celle. Beudet en ce
qui concerne le régime auquel seraient soumis les
artisans, M. le ministre répond que ce problème sera
examiné également.

(M. le ministre se retire)

Après son départ, après une brève discussion au
cours de laquelle M. le ^{Beudet} M. Maucou, M. Kennedy ont
approuvé les déclarations du ministre. M. le Président
est chargé de lui transmettre le plein accord de la
Commission.

Franchissement de journaux périodiques

M. Decroix, rapporteur, fait observer que la loi
qui a été prise en ce qui concerne l'affranchis-
sment de journaux & périodiques, rend inutile le
projet de loi dont la Com. était saisie et il
propose de poser à cet égard la question préalable.

Il en est ainsi décidé.

Sucrage de vins - Vins moussaux

M. Decroix, rapporteur de deux propositions de
loi - la 1^{re} celle. Gadaud sur le sucrage de vins -
la 2^e celle. René Besnard sur les vins moussaux
n'est pas encore en état de conclure à cet égard.

Il est possible que pour la 1^{re} de ces propositions,
M. Gadaud soit amené à la retirer; mais pour la
seconde, il doit voir M. Roustan & consulter

Le groupe viticole. Sans doute, après cette consultation, sera
t. et amené à présenter un nouveau rapport supplémen-
taire.

V. Decroix, au cours d'une prochaine séance, tiendra
la commission au courant.

La séance est levée à 16^h 45

Le Président,
Annexé

La séance du mercredi 11 X^e 1937

Présidence de M. Durand

La séance est ouverte à 15^h

Présents: M. Decroix, Basse, Lourtès, Decroix, Thou-
myre, Amat, Carlier, Escande, Fère, Foyet,
Gauthier, de Gramont, Hennessy, Jaquiot,
Liberlin, M. Lévêque, Monceau, Ostermann,
Pottier, Reynaud, Léopold Robert, Ullmo.

Protocols des correspondances et
signaux de détresse
pour le radio-électrique

M. Amat, donne lecture de l'avis qui a été émis
tend à assurer le secret des correspondances
quelles qu'elles soient, transmises par câble ou T.S.F.
L'avis est approuvé.

Sucre et vins - Une nouvelle
M. Decroix n'a pas encore reçu de réponse définitive
de M. Gadant sur sa prop^{te} alors relative au
sucre et vins. La question est ajournée à
la rentrée des affaires, ainsi que celle des
vins subventionnés, (prop^{te} de Bernard) - Le
groupe viticole ne s'étant pas encore
prononcé.

L'Union des curies au regard des
lois locales

M. Courty, some lecture des rapport. La seule
question actuelle pour faire bénéficier le
maître des lois sociales - surtout de celle rela-
tive aux enfants païes - est la question du
remplacement - Que faire si l'on se trouve en
présence d'une résistance de
propriétaire ?

Per tranchera la difficile? senza
in laila

Les Carriés de pierre romaine & à dire au le
fige ce fait répété au Tourter

Après une courte discussion la question
renvoie par M. le Président, Ragnaldy, Hennrich,
Reudel, la Commission renvoie la décision à
la prochaine séance pour que dans l'inter-
valle, M. Lesclapart puisse compléter à nos as-
pirations

Règles sur des principes de droit des
foires de Commerce.

Le Journal Commercia et de Legisl. et de la
La Commission du Commerce
et de Legisl. et de la
de Commerce, de Legisl. et de la
Commercia et de Legisl. et de la
ministère du Commerce, par l'application de
la loi du 17 juillet 1937 et les conditions dans
lesquelles le ministre a pris le décret-loi
du 17 août 1937 pendant à développer la concen-
tration prévue par la loi.

Après avoir mulcatis la bienvenue au
ministre. M. le Président donne la parole
à M. de Bourke qui critique les conditions,
anormales selon lui, dans lesquelles ont été
élaborés les propositions de droit. Il n'y avait,
dit-il ni urgence - puisque la loi venait
d'être votée & n'aurait pas encore été appliquée
- ni par conséquent, possibilité d'être écarter

l'appliquable -

D'autre part, on peut voir dans le fait de prendre en considération une question que le parlement, et le même même du ministre, a traitée dans la loi ou dans la loi avant l'usage de la loi, une sorte d'abus de pouvoir. On peut se demander s'il n'y a pas là une méconnaissance des droits du Sénat tout au moins, qui se soit formellement manifestée son opinion sur des points spéciaux que le Sénat a complètement modifiés.

En le ministre fait valoir les considérations qui l'ont amené à prendre le décret : nécessité de maintenir l'ordre social, tout d'abord, qui résulte de l'été trouble par des manifestations très vives des acquiescements, - et d'autre part, pour ce développement davantage la procédure de conciliation et d'élargir des aspects les dispositions relatives - ce à quoi a abouti, en fait, l'institution du juge amiable - conciliateur -

Après ces observations, M. le Ministre donne communication d'une lettre au Président du Sénat de Commerce ^{du 2 décembre} sur l'application de la loi elle-même et du décret qui a suivi. Il résulte, dit-il, de cette lettre, que la conciliation a joué et qu'elle joue dans la proportion de 80 % à 85 % des procès. L'expérience a donc démontré que le Sénat avait eu raison d'agir ainsi et en fait jamais et si ce n'est dans son esprit, soit de favoriser l'une des parties au détriment de l'autre, soit de méconnaissance des droits ou plutôt au contraire, qui ont été respectés.

M. Pernot et Fourcade critiquent laqueuse les dispositions du décret qui, selon eux, - en dehors des conditions anormales dans lesquelles il a été pris, - modifie les trois points essentiels, la volonté du législateur : 1. en établissant la moralité, supprime la loi ; 2. en suspendant l'exécution des conventions amiables et des décisions de justice faites en face de

droit jugé; 3^e en bouleversant la question du
droit de reprise qui avait été précédemment
ment établie par la loi - et surtout en ins-
taurant une inégalité flagrante au détriment
des vendeurs, par la possibilité de faire profiter
l'acquéreur des plus-values provenant de cir-
constances fortuites, sans qu'aucune contre-partie ait
été envisagée au bénéfice des vendeurs en cas de
moins-values qui seraient également indépendan-
tes de la volonté de l'acquéreur.

M. Carrillat, que le ministre avait
consulté avant de prendre le décret & qui dit il
l'avait, en partie du moins, approuvé; précise
que la réponse qu'il a donnée au ministre
faisait cependant les plus expressés réserves
en ce qui concerne le respect de la chose
jugée et des conventions librement consenties.

Après une dernière intervention de
M. Fourcade qui critique également la façon
dont a été le droit de récusation des
juge amiable-compositeur, et celle Gracien
qui s'étonne que des magistrats aient pu
participer à ces manifestations de nature à
troubler l'ordre public et aussi, ^{qui} ayant fait
préalablement connaître leur opinion spécialement favorable
à l'une des parties - en l'espèce l'acquéreur -
ils aient pu participer à l'élaboration de
celle-ci, M. le ministre déclare que sur
ce point, il se livre à une enquête pour
connaître véritablement il en a bien été
ainsi.

Nota. - L'avis de M.
Thapsat, ministre ou Con-
seiller, a été communiqué au
Comité de l'hygiène au
Comité de la
Comité de la

Après le départ du ministre les deux
Commissions, ayant envisagé les diverses so-
lutions qui leur étaient apportées à ce
écart, - notamment celle de déposer d'une
proposition de résolution pour mieux har-
moniser le décret avec la loi, de résister
et procéder à un nouvel échange de vues au cours d'une
séance ultérieure. La séance a été levée à 18 h.

Le Président

[Signature]

Féance des mercredi 22 4^e 1937

16

Présidence de M. Boudet,

vice-président

La séance est ouverte à 15h

Sont présents : M. Boudet, Jacquier, Duron, Lécuyer,
Roussel, Loubet, Prunier, Hennequin, Dami, Decroix,
Gautier, Carlier, J. Gout, Mille, Côté, Lécuyer,
Mando, Moine Lein, Manes, Amant, Mlle

Application de la législation des loyers
aux locataires

M. Loubet expose les dispositions de l'art. 5
concernant le droit de remplacement pour
le congé forcé.

Après discussion, la Com. renvoie la
solution de la question après la fin de la
séance, en séance.

Propriété commerciale

M. Carlier donne lecture de l'avis,
qui est favorable au texte de la Com. de
législation - Ceci-ci rapporté par M. Boudet
Chaque fois que le service est :

Article unique

"Les dispositions de la loi du 30 juin 1926
modifiées par les lois du 22 avril 1927, 13
juillet 1928 et 2 février 1927 sont ainsi
modifiées :

"Art. 2 - Le 1^{er} alinéa de cet article est
abrogé et remplacé par les dispositions sui-
vantes :

"Les locataires, sous-locataires, colons ou
autres ayant, comme qui voudront obtenir
le renouvellement de leur bail écrit devront
dans le délai maximum d'un an et
deux ans au plus l'expiration du bail, noti-
fier une demande de renouvellement

aux Cailleries par acte extra-judiciaire,
 "L'Union & l'union".

Malgré l'opposition de M. Fère, M. Caillies
 est autorisé à déposer un avis favorable à
 l'adoption du rapport de M. Boivin. On annonce

Réadmission dans les emplois des militaires libérés

M. Pelleu, rapporteur, expose la structure
 du projet qui est critiqué par M. Man-
 ceau, Coty, Thonnyre, Raynaudy qui
 estiment que la question peut se compen-
 ser des réserves, mais non s'appli-
 quant à des jeunes gens dont l'absence
 va durer deux ans.

Sous prétexte d'attribuer un emploi à
 ces jeunes gens on va réduire au chômage
 les ouvriers qui auront été appelés à
 les remplacer & qui n'auront, à leur tour,
 plus d'emplois au retour des militaires
 libérés.

D'autre part, M. Pelleu fait observer
 qu'il pourrait peut-être s'attaquer le
 projet des gendres et l'embourgeoisement
 et le licenciement.

Finalement, malgré cette interven-
 tion de M. Fère, la Commission décide
 de passer à toute décision, et de
 renvoyer la suite de cette étude à
 une séance ultérieure.

La Commission décide d'entendre
 immédiatement M. Maubias
 qui avait demandé à lui exposer
 les grandes lignes de la proposition
 sur la carte des Juifs et
 des Juifs du Maroc.

152

CHARTRE DES DROITS ET DES DEVOIRS DU TRAVAIL

(Audition de M. MAULION)

M. LE PRESIDENT, au nom de la commission, souhaite la bienvenue à M. Maulion et lui donne la parole pour exposer les grandes lignes de la proposition de loi dont il est l'auteur.

M. MAULION explique tout d'abord comment il a été amené à concevoir sa proposition.

Il a été frappé de ce fait que, malgré la loi instituant l'arbitrage obligatoire, les grèves n'ont cessé d'exister, accompagnées de violations des locaux affectés au travail et, parfois, de troubles dont la commission n'a pas perdu le souvenir. En décembre 1936, ces grèves se déclaraient même avant tout arbitrage. C'est là une situation qui ne peut se comprendre, et il importe de restaurer dans le pays les idées qui doivent être à la base de toute législation sociale, savoir : le respect de la liberté, le respect de la propriété et, enfin, le respect de la législation de 1884.

Le principe fondamental de la loi sur les syndicats professionnels est que l'action des syndicats doit s'exercer uniquement sur le terrain professionnel et pour la défense des droits de la profession. Toute organisation syndicale qui sort de ce domaine, pour entrer dans le domaine politique ou confessionnel, doit être dissoute. Au point de vue social, cette action syndicale doit donc être protégée, à condition que sous le syndicat ne se déguise pas une action politique.

La seconde notion, en ce qui concerne le syndicat, est que celui-ci doit respecter l'égalité syndicale, et de ce principe, on déduit que le syndicat ^{lié} ne doit pas être totalitaire : toutes

les tendances professionnelles doivent avoir le droit de s'y exprimer. Pour qu'une convention collective ait sa force, elle doit être préparée par les organisations ouvrières et patronales qui parlent au nom de la profession.

Partant de ces principes, M. Maulion ajoute qu'il lui est apparu qu'il ne devait pas faire une oeuvre fragmentaire, mais qu'il convenait d'aborder tous les sujets capables de déterminer des heurts. Il n'a rien changé aux principes de la législation sociale de 1936.

Abordant tout d'abord la question des conventions collectives, il fait ressortir combien ce domaine est étendu. En fait, les organisations ouvrières tendent à l'établissement d'une convention collective nationale. C'est là un immense danger, d'où risque de résulter une menace très grave pour la paix sociale. Les conventions collectives existant actuellement ont été prorogées jusqu'au 31 décembre 1937. Après cette date, aucune disposition législative ne les proroge, et le gouvernement qui avait tout d'abord eu l'intention de déposer un projet sur l'embauchage et le débauchage s'est contenté d'un seul projet sur l'arbitrage obligatoire. Mais ce ~~projet~~ projet n'en est pas moins dangereux dans son esprit, car c'est le surarbitre ~~choisi par le président du conseil~~ choisi par le président du conseil qui fera la loi en matière d'embauchage et de débauchage, - alors que dans cette matière, il faut une loi. Ce n'est pas là un point sur lequel les conventions collectives puissent se prononcer, le domaine de ces dernières ne devant comprendre, à son point de vue, que les questions de salaire minimum, ~~et~~ des délégués et de l'apprentissage. Pour le reste, ce qu'on appelle les réformes de structure, c'est au parlement qu'il appartient d'en décider.

Il est contraire à l'égalité syndicale que ce soit la C.G.T et la C.G.P qui établissent les conventions collectives.

Il est également impossible que, s'il y a conflit entre pa-

154

-3-

trons et ouvriers sur la convention collective elle-même ~~ce~~ soit le ministre du travail qui tranche le litige: l'arbitre ne doit pas être un homme politique.

Si les commissions mixtes ne peuvent se mettre d'accord, l'arbitrage devient obligatoire. En principe, la convention collective ne peut être généralisée et s'étendre à tout le territoire, à moins que les commissions mixtes de différentes régions se mettent d'accord pour étendre la convention collective.

Passant à la question du délai-congé, M. Maulion estime possible d'en soustraire le principe à l'application de la ~~con~~vention collective. Celui-ci doit être fixé, dans la région, d'après les conditions du travail, et la durée du service.

Trois points dominant plus spécialement la législation sociale : la question de l'embauchage et du débauchage, - celle des dé-légués d'usines, - l'arbitrage.

1° - EMBAUCHAGE ET DEBAUCHAGE. - Le principe, c'est que la liberté syndicale doit être respectée. C'est là une des raisons pour lesquelles lorsque Bovier-Lapierre a voulu instituer une législation répressive en ce qui concerne les atteintes à la liberté syndicale il a toujours échoué devant le Sénat.

D'après Waldeck-Rousseau, en 1889, la violation de la liberté syndicale ne résidait pas dans le fait de désemployer des ouvriers appartenant à des syndicats, si le patron avait réellement des reproches graves à leur encontre, mais dans le fait de désemployer de façon systématique des ouvriers syndiqués. En somme, du côté de l'employeur, le délit, en matière d'entrave à la liberté syndicale, c'est une affaire d'habitude. Dans sa proposition, M. Maulion veut que l'embauchage soit affiché, (avec perception d'un droit minime d'enregistrement, afin de lui donner date certaine), et qu'il indique les dates de début et de la

fin de l'embauche.

Le désembauchage doit être libre, comme l'embauchage. Des dés-
sembauchages massifs peuvent être nécessaires. Dans ce cas, à
l'exception de la maîtrise et des ouvriers qualifiés, deux prin-
cipes dominant le problème : prendre en considération : 1^{er} le temps
passé dans l'usine et, 2^{es} les charges de famille.

2^o DELEGUES D'USINES. - La difficulté, en ce qui les con-
cerne, c'est qu'ils sont des mandataires de leurs camarades et
qu'ils doivent pouvoir exercer librement leur mandat. C'est là
une très grave question, car l'institution, bonne en soi, peut de-
venir déplorable si elle devient le centre d'une agitation révolu-
tionnaire, voire communiste.

A cet égard, M. Maulion cite la brochure de la C.G.T du 1^{er}
mai 1937 et rapproche son texte du décret soviétique du 14 novem-
bre 1917, suivant lequel "le contrôle ouvrier s'exercera sur la
production, la vente de tous les produits", en un mot sur l'activité
générale de l'usine. La C.G.T, de son côté, déclare que ~~l'activité~~
"les organisations syndicales doivent éclairer les délégués d'ate-
liers" et qu'il faut tendre "au contrôle de l'embauchage, du dé-
bauchage et de la gestion des exploitations." Le rapprochement est
symptomatique.

M. Maulion estime formellement que l'action des délégués
d'usines ne peut se transformer en un contrôle de la gestion de
l'usine. Pour conclure sur ce point, le délégué est lié par un
contrat de travail, comme ses camarades : s'il manque aux condi-
tions de son contrat, il peut être congédié comme eux ; s'il
manque aux obligations de son mandat de délégué, le patron sai-
sira le ministère public qui demandera aux Conseils de prud'hommes

156

-5-

de décider sa déchéance de délégué pendant 5 ans, et son incapacité d'être membre du bureau syndical pendant le même temps.

3. ARBITRAGE. - M. Maulion, par sa proposition, substitue un seul plan aux trois plans existant actuellement : une seule tentative de conciliation précédant l'arbitrage, - qu'il s'agisse du département, de la région ou de l'ensemble du territoire. Si la tentative de conciliation réussit, le procès-verbal qui sera dressé de la conciliation aura la valeur d'une convention collective.

Si la conciliation échoue, 2 arbitres désignés, - régional ou national, - choisis sur 5 listes : industriels, ~~et~~ commerçants, ouvriers, employés, travailleurs intellectuels, désignés par l'ensemble du monde ouvrier et patronal, - c'est-à-dire le Conseil national économique. Le surarbitre sera désigné par la Commission permanente du même conseil.

De toutes façons, le surarbitre, ^{désigné par} qu'il soit régional ou national, ne saurait être/le président du Conseil, mais par le président de la Cour d'appel et le premier Président de la Cour de cassation. La ~~politique~~ politique ne saurait intervenir en la matière, et on conçoit qu'un surarbitre désigné par M. Blum, par exemple ne sera pas celui qu'aurait choisi M. Tardieu.

Dans quelles conditions doivent se prononcer les arbitres ?
A cet égard, il y a lieu de prévoir trois sortes de conflits :

1° un conflit d'ordre juridique, et l'arbitre statuera conformément à la convention et à la loi, - avec recours possible en cassation, si la loi a été violée.

2° un conflit d'ordre économique, et, en ce cas, les arbi-

tres, s'agissant de la modification à une convention collective, qui ne touche pas le fond, au point de vue juridique, ont pour ainsi dire toute liberté pour se mouvoir : ils deviennent des amiables compositeurs, et leur décision n'est plus susceptible de pourvoi.

3^e Conflits qu'on peut appeler "de solidarité". Là, les arbitres ne sont plus qualifiés. Ils doivent surseoir à statuer et prononcer le renvoi devant les Conseils de prud'hommes.

La sentence arbitrale est obligatoire, et à cet effet, elle sera revêtue de l'ordonnance d'exequatur.

L'intérêt public, en effet, est attaché à son exécution, et l'inspecteur du travail divisionnaire sera chargé d'y veiller.

CONSEQUENCES. - Le pays a été profondément troublé par les grèves et les lock-out que la loi de 1864 avait légitimé tous deux en tant que moyens de force contre des prétentions injustifiées.

Du moment que les rapports entre patrons et ouvriers sont déterminés par les conventions collectives établies par les organismes professionnels, du moment qu'il en est de même des arbitres, la paix doit s'installer et il n'y a plus de raison qui justifient le lock-out ou la grève, - sauf le cas spécial où l'inspecteur ne peut lui-même faire exécuter la sentence.

Quelles sont alors les SANCTIONS ? Il est évident qu'un patron ne pourra assigner tous ses ouvriers, et inversement, il est difficile à ceux-ci d'assigner le patron. Mais il y a les syndicats. Ils ont été habilités à plaider : en face de faits collectifs illicites du travail, dommageables, seuls les syndicats

pourront être assignés ou agir en justice.

Mais la sanction ~~/ DA/~~ en elle-même ? Du côté patronal, elle est facile en général; quid du côté ouvrier ? C'est là qu'il faut faire appel à la solidarité ouvrière et se ~~tourner~~ vers les syndicats qui, ayant des droits, ont aussi des devoirs : d'où la constitution d'un fonds de garantie déposé à la Caisse des dépôts et consignations, fonds administré par les représentants des syndicats professionnels. Quand, par suite d'une condamnation, un prélèvement aura dû être fait sur ce fonds, le syndicat devra le reconstituer, sous peine de dissolution.

Enfin, comme tous les travailleurs ne sont pas syndiqués et que tout de même ils doivent aussi être responsables de leurs fautes les non syndiqués lourdes, ~~ils~~ devront effectuer des versements directs au fonds de garantie.

Telles sont les grandes lignes de la proposition déposée par M. Maulion qui ajoute, en terminant, que la commission de législation l'a désigné comme rapporteur pour avis. (Applaudissements unanimes)

M. LE PRESIDENT remercie M. Maulion de son si intéressant exposé. / rapporteur de la commission du commerce,

n M. JACQUIER, demande si M. Maulion accepterait ~~que~~ ^{et} les deux chapitres de sa proposition relatifs à l'embauchage et à l'arbitrage fussent distraits pour faire l'objet d'un projet spécial ?

M. MAULION répond que la commission du commerce, saisie pour le fond, devra décider sous sa responsabilité de ce qu'elle entend faire.

M. JACQUIER insiste et demande s'il est opportun, puisque en ce qui concerne l'embauchage et le débauchage, le gouvernement ne

dépose pas de projet, de soulever la question?

Le texte de M. Maulion est, à la vérité, un texte gouvernemental. Personnellement, M. Jacquier l'accepte tout à fait, mais peut-on espérer qu'il sera voté par l'autre assemblée ?

M. MAULION répond qu'il a suivi minutieusement les troubles sociaux qui ont eu lieu depuis 6 mois: après le manifeste de la C.G.T. le président du conseil avait répondu en faisant connaître ses sentiments et en préparant un projet sur l'embauchage et le débauchage qui laissait toute liberté pour la petite industrie, mais instituait des commissions paritaires au-dessus de 50 ouvriers. La C.G.P. consultée, s'est montrée hostile à ce projet, et c'est alors que le gouvernement s'est borné à déposer un seul projet sur l'arbitrage.

Après janvier, pour le renouvellement des ~~commissions~~ conventions collectives, la procédure d'arbitrage sera prorogée. C'est, en somme, le surarbitre qui fera la loi. Cela, M. Maulion ne peut l'admettre, et il répond catégoriquement NON sur ce point.

Lorsqu'un litige touche à la vie de la nation, c'est au parlement à se prononcer.

C'est pourquoi M. Maulion a déposé sa proposition qui, dans son esprit, forme un tout cohérent, dont il lui paraît difficile de distraire quoi que ce soit pour en faire l'objet d'un projet spécial. Quant au point de savoir si l'autre assemblée ne le voterait pas, M. Maulion estime qu'un état d'esprit nouveau se manifeste dans le parti radical, et l'on ne peut rien affirmer à cet égard. La tentative qu'il préconise peut ramener peut-être, si elle réussit, la paix sociale. A la commission du commerce de prendre ses responsabilités.

(M. le Président remercie encore M. Maulion, qui se retire.)

*Après le départ de M. Maulion, la commission ajourne toute discussion sur cette proposition à la séance suivante.
La séance est levée à 18 heures
Le prés. Jaurès*

Séance du 31. 12. 1987

Présence de M. Brander, vice-président
Réunion tenue avec la
Comm. de législation
(Baux commerciaux)

La séance est ouverte à 11^h

M. Vincent Auried, ministre de la justice et
M. Hymans, secrétaire d'Etat au Commerce
sont présents.

M. le Garde des Sceaux, répond d'abord à une question
de la prés. duh sur le projet d'arbitrage, voté cette
semaine par la chambre, ~~proposant~~ qui il s'agit seulement
de proroger la situation présente jusqu'au 1^{er}
février, pour permettre d'ici là, aux deux
commissions de se prononcer sur un texte.

Puisant au projet sur le baux commerciaux
M. le Garde des Sceaux fait observer que le projet
voté par la chambre primitivement modifiait la
loi de 1966 en ce qui concerne la forclusion,
la clause résolutoire et le droit de reprise
avec indemnité.

M. le Garde des Sceaux demande aux deux
commissions de voter, sinon le texte adopté cette
semaine par la chambre, mais une rédaction qui
permette d'éviter ces expulsions immédiates
et à cet effet, il leur propose, qu'une prorogation
de l'article 2 du décret ^{d'août 1987} jusqu'au 1^{er} février 1988
nécessaire. D'ici là le Sénat aurait le temps
d'élaborer le texte de la chambre et d'aboutir à
une conciliation.

M. Chaumière demande qu'on adopte une autre
date que celle où la chambre doit voter la loi
de la se. par, quand il s'agit de prorogation.

M. le Garde des Sceaux répond que la loi de
même a été transmise au Sénat au mois de
mai et que celui-ci aurait pu se prononcer.

M. Hymans, secrétaire d'Etat au Commerce
s'associe au nom de M. Chapuis, au déclassement

du Jauré et Leclerc et fait observer que l'élément
nécessaire des propositions, ces troubles ne s'en
suivent en résultat.

M. Chamuel proteste contre cet argument
qu'on a déjà fait valoir au sujet de la ratification
sur d'un autre décret - celui visant les blats
aefonds.

M. Fourcade s'élève contre l'abus que
l'on fait du mot de "propriété" - de "propriété
commerciale", - légalement n'existe pas. Tous les
jours, dit-il, on invente de nouvelles propriétés
pour ruiner la notion du droit de pro-
priété.

En réalité il ne s'agit que d'un renouvel-
lement des baux commerciaux.

Il appuie, d'autre part, la protestation
de M. Chamuel au sujet de l'argument de
la possibilité de troubles.

L'ignorance de la loi ne peut être de-
venue une excuse, alors que l'on sait la
précise était que tout Français était au
moins la loi. En l'agissant de proposer
on s'est scélérats une fois on ne peut dire
qu'il y a ignorance.

M. Raynaud pose la question de
savoir quelle sera la solution s'agissant
d'un bail pour lequel le propriétaire a
déjà loué à un nouveau locataire.

M. le Jauré et Leclerc précise que le
texte de prorogation ne lui est pas appli-
cable. Les droits acquis sont respectés.

Il en est de même si le proprié-
taire manifeste l'intention de reprendre le local.
M. Hopmann, sous-secrétaire, reconnaît
avec M. Fourcade qu'il ne s'agit pas d'un
droit de propriété, mais il met pas ques-
tion de cela; le texte n'a pour objet
que d'empêcher ces expulsions hâtives
c'est un mesure provisoire.

Mr. le Garde des Sceaux confirme à nouveau qu'il ne faut pas agir que d'une manière momentanée d'expulsion.

La question du renouvellement n'est pas touchée tant que la loi n'est pas votée.

Mr. de Courtois donne lecture du texte voté par la chambre.

Mr. le Garde des Sceaux fait remarquer que ce texte implique la reproduction du décret, et l'expose bien d'un point de vue la locataire principale.

A son avis, les deux Comités pourraient se mettre d'accord sur un texte qui reprendrait purement et simplement le décret.

Il précise, sur demande de M. Clément Raynaud, qu'avec un tel texte la question de la conclusion résulterait certaine.

M. M. Raynaud & Carlier demandent que la prorogation n'ait lieu que jusqu'au 1^{er} mai.

Mr. le Garde des Sceaux accepte.

Mr. Arnaud fait observer que le décret est illégal - ce que conteste le Garde des Sceaux.

Mr. Fourcade estime qu'il suffirait de préciser "qu'aucune expulsion ne pourra avoir lieu avant ... telle date qu'on fixerait".
Mr. le Garde des Sceaux élève des scrupules juridiques et préfère son texte qui suspend une exécution par une loi de droit et non la législation.

Mais Mr. Boivin-Arnaud fait remarquer qu'il faut observer que le décret est, comme l'a dit M. Arnaud, illégal et il est d'act. Ceux attachés à l'acte le Conseil d'Etat.

Le décret, en effet, contient 3 parties: 1^{re} un report des expulsions - ce qui est parfait.

Second admissible - mais 2^e une modification à la loi de 1926 par l'abolition de l'effet de la clause résolutoire - ce qui est illégal, comme contraire à la nature des pouvoirs accordés aux pouvoirs parlementaires.

A mon avis, le Conseil d'Etat annule ou l'annule le décret. Mais vous savez qu'il y a une autre allusion, - ce qui pourrait prouver de l'opinion du parlement quant à sa validité.

M. Coiffier appuie les observations de M. Boivin-Champeaux.

M. le Garde des Sceaux répond que seul l'article 2 du décret (proposition des conclusions) est en cause, la question ne se pose pas de la légalité du décret.

D'ailleurs il n'est pas fait mention dans l'article 2 du décret. Boivin-Champeaux.

Sur question de M. Ouvre quant à la procédure à adopter M. le Garde des Sceaux répond que la Com. n'a qu'à substituer au texte de la Chambre celui qu'il veut proposer.

Le Garde des Sceaux et M. Kynaud se retirent.

Après leur départ M. le Président leur avertit que la Com. de lég. n'aurait pas accepté la proposition du Garde des Sceaux.

M. Chauvigné, Forcade et Benoit le refusent à adopter un texte faisant allusion au décret. M. Benoit propose un texte différent :

" Tout locataire commerçant qui ne remplit pas les obligations de son bail ne pourra être expulsé avant le 1^{er} avril 1938 "

Sur proposition de M. Ouvre, la Com. du Commerce s'ajourne à 17^h 30 - pour délibérer sur la rédaction que lui renverra la Com. de lég. qui se réunit à 16^h 30.

La séance est levée à 17^h 30

Le Président
Le Secrétaire

2^e séance du 31 X.^e 1937

Présence de M. Baudet vice-président
La séance est ouverte à 17 h. 30

Présents - M. M. Baudet, Cailliez, Ray-
naldy, Lefèvre Robert, Brizet, Escombe, J.
Godard, Curé, Secroze, L'vy, Manceau,
Ulmo.

Arbitrage

M. Raynaldy donne connaissance du texte
suivant qui pourrait être adopté aux G. et
force du texte de la chambre - L'art. 2
contenant un amendement proposé par
Maulion qu'il propose d'accepter ;

ARTICLE 1er. - Les décrets pris en application de la loi du
31 Décembre 1936 et de la loi du 18 juillet 1937, relatifs
aux procédures de conciliation et d'arbitrage, sont proro-
gés jusqu'au 28 février 1938.

Toutefois, les procédures commencées à cette date
suivront leur cours.

ARTICLE II. - Toutes les conventions collectives du Travail
conclues en application de la loi du 25 mai 1919, et de la
loi du 24 juin 1936, qui doivent prendre fin soit par
l'échéance de leur terme normal, soit en vertu de dénoncia-
tions avant le 28 février 1938, sont de plein droit proro-
gées jusqu'à cette date sans qu'elles puissent être modifiées,
sauf en ce qui concerne les clauses relatives aux salaires
qui pourront être éventuellement révisées, en cas de hausse
notable du prix de la vie, et soumises, en cas de différend,
à la procédure de la conciliation et de l'arbitrage.

La proposition de M. Raynaldy est adoptée.

Bancs commerciaux

M. Cailliez fait connaître que l'un des textes
que M. Pernot propose d'adopter à
la Chambre est celui suggéré par M. le Gouverneur

Recours au cours des /auditions.

Le texte de l'avis est le :

Article unique

"A été exceptionnel et sera suris
 " jusqu'au 1^{er} avril 1988 à l'expiration
 " de tous locataires commencent par
 " remplissent les obligations de son bail, à
 " moins que le propriétaire n'ait obtenu
 " une nouvelle location par acte ayant
 " date certaine avant la promulgation
 " de la présente loi."

Il demande à la Commission de
 donner avis favorable.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 18h.

Le président —, J. Linder

Année 1938

166

Leanne ou 26 janvier 1938

Présidence de M. Maudo, doyen d'âge.

La séance est ouverte à 17 heures 30

Présents: M. Maudo, Duron, Loustier, Amat,
Bender, Converset, J. Godart, Léopold Robert,
Paul Lefort, Perrier, Oure, Manceau, Jacquier,
Decroze, Fère, Lysit, Thominex, Cote,
Pellez, Pézet, Beaude.

Constitution du bureau

M. Leprieux propose de renouveler par acclamation
les pouvoirs du bureau sortant. (approbation
unanime.)

Les présidents sont nommés, à nouveau,
pour l'année 1938:

Président: M. Duron

Vice-président: M. Bender
Loustier

Secrétaires: M. Decroze
Thominex.

M. Maudo adresse ses félicitations au bureau
et cède la présidence à M. Duron.

Présidence de M. Duron

M. le Président, au nom du bureau, remercie les collègues de cette marque nouvelle de sympathie, et
les assure des dispositions du bureau tout entier
et de la volonté de travailler au mieux des intérêts de
commerce et de l'industrie, en même temps que la loi.
Il lui est bon possible pour trouver une solution équitable
aux difficiles problèmes qu'elle aura à examiner au
cours de la présente année.

Il exprime ses regrets de ne plus voir siéger parmi
les membres de la Com^m M. M. Ulm et Raynaud, et adresse

à les nouveaux collègues à la Commission : M. le. Comtesse.
Périers a l'honneur de souhaits de bienvenue.

C'est que le travail de la Commission
M. Jacquier est nommé rapporteur des projets
deposés à la chambre sur la loi de travail
et celle de la loi sociale.

La Commission sera au mercredi 14 février en
prochainement se réunira.

M. Jacquier fera un exposé des nouveaux
projets et de la prop^{re} Maulin.

Figureront également à l'ordre du jour la
liste de la discussion et les rapports:

1^{re} celle de M. Loubet sur la situation des
affaires au regard des lois sociales.

2^e celle de M. Pélissier sur la réadmission
dans les emplois des militaires libérés.

La séance est levée à 18 h.

Le président.

Jacquier

Séance du mercredi 14 février 1938

Présidence de M. Durand

Présents: M. Durand, Benoit, Loubet,
Decroix, Ansat, Caillier, Comtesse, Côté,
Fénel, de laudunais, Jacquier, Manseau,
Mauvo, Durand, Pélissier, Pélissier,
Sigrick, Toy, Rioux.

La séance est ouverte à 18 h. 30
Le président fait connaître à la Commission les projets ou
propos^{és} dont l'inscription à l'ordre du jour
pourrait être demandée et prie les rapporteurs de.

tenus de faire la séance auprès de la présidence.

Désignation de rapporteurs

M. Caillier est nommé rapporteur de la prés. celle de
M. Lefas vient à modifier et à compléter le décret
17 juillet 1908 sur les conseils consultatifs du travail
(n° 4. 1908)

M. Jacquinot est désigné pour remplacer M. Reynaldy
dans la discussion: 1° sur le rapport déjà déposé (Sé. 1906)
sur la réorganisation du ministère du travail
2° sur le rapport non encore rédigé de la prés.
Louisfroid sur la continuité des contrats de travail
(n° 311. 1907)

M. Bauder remplace M. Reynaldy pour l'entrée
du rapport déposé sous le n° 313. 1906 - sur la loi
des enfants de moins de 14 ans.

M. Lourtis remplace M. Reynaldy pour l'entrée
à fournir sur la prop. relative au rapport hebdo.
madame des ouvriers agricoles. (273. 1907)

Situation des concierges au regard des lois sociales.

M. Lourtis, rapporteur, rappelle qu'il s'agit à
trancher la difficulté née du remplacement du
concierge pendant son congé payé; il propose une
rédaction nouvelle servant de laquelle

"si le
propriétaire refuse le remplaçant proposé par le concierge, il de-
vra pourvoir lui-même au remplacement du concierge permissionnaire.
Ce dernier devra alors, pendant la durée de son congé payé, mettre
les locaux et le mobilier à la disposition du remplaçant désigné
par le propriétaire qui restera responsable des abus et dommages
qui pourraient être commis par le remplaçant".

La Comm. donne son approbation à ce texte
et autorise M. Lourtis à déposer son rapport.

Admission dans les emplois militaires libérés

M. Pellet, poursuivant l'examen de la prop. au
loi sur la réadmission dans les emplois des mi-
litaires libérés pose la question de savoir s'il
convient de prévoir une dérogation à cet égard,

Les nouveaux projets de loi pourraient contenir ces dispositions de réformes.

La Com^e ad'ice 2 Examinateurs font de même la prop^e article par article, se font à chaque opinion de les mentionner et ensuite s'inclure la prop^e dans le projet final si elle est nécessaire.

La Com^{te} propose d'et examen.

M. Anach est une que de toute façon. Ce petit
se souvient au moment de la dissection de l'an-
chorage.

M. Caillier appuie cette opinion
à l'adresse du Com^{te} et il ne se
trouve le temps nécessaire pour son en-
voi d'incorporation pour que le militaire libéré
puisse bénéficier de la loi.

La Com^e supprime l'interdiction du maie
premier de même article et q^e l'art. 2

Elle décide que l'ouvrier sera, tant au
son départ, le réajustement qu'au retour, averti
soit par lettre recommandée avec accusé
de réception.

Une dizaine d'agences peuvent fort bien
rapporter M. Côté, Ansel, ou M. Bouché, Toy-
Priest, Fière, Loubé et à priori sans s'occuper
tout de question de la concurrence en ce
contestation M. Fière voudrait qu'une fête donnée
aux enfants de bonne -

M. Ansel pour la nomination, demande, après d'être faite l'admission, que l'ouvrage libre de la bibliothèque soit placé en tête des tableaux de recensement.

La de' d'fina al apurmo' agi' la vte alla
di questo.

Mo. Breaux, rapp.^{re} fait approuver un article
additionnel à l'art. 4^{er} tendant à ce que l'on
s'efforce de se libérer après une durée
de l'usage de l'épée à la durée normale.

170

Finalement la Commission rendra sa décision
finale en raison de l'examen actuel par la Chambre de
6 projets de statut moderne du travail.

Suivant les conclusions qui seront adoptées par l'autre
Assemblée, la Com.^{me} décidera ultérieurement s'il y a lieu
ou non d'intégrer les dispositions de cette proposition
dans la nouvelle législation du travail.

Après-midi et l'ordre du jour

La Com.^{me} se réunit à mercredi prochain 15^h 30 la prochaine
séance - L'ordre du jour figurera :

1^o le rapport de M. Bosc sur la protection de
l'économie nationale -

2^o l'audition de M. Jacquinet sur les projets
gouvernementaux relatifs au statut moderne du travail -
et la proposition de M. Maubert sur le même
objet - projets qui n'ont pas encore été étudiés complètement.

La séance est ouverte à 17 heures

La présidence

Président

La séance de mercredi 9 février 1938

Présidence de M. Desroses

La séance est ouverte à 15^h 30

Présents M. Desroses, Amat, Y. Bosc, Carlier,
Cuvieret, Côté, Decroix, Escande, Fèvre, Fogel, Jacquinet,
James Hennessy, Lafontaine, P. Lafont, Ouvre,
Mauvais, Pajiers, L. Robert, Théron, Rémont
Nominations de rapporteurs

M. Amat est nommé rapp.^{eur} de projet n° 18. 1938 sur
la protection des salaires des ouvriers à domicile
M. Boudet est nommé rapp.^{eur} de projet n° 19.

relatifs à la ratification de l'art. 13 international
sur l'âge d'admission au travail - aux travaux
industriels et non industriels (40 et 41-1988)

Protection of economic national
Mr. June Bose présente au rapport supplémen-
taire sur la proj.^{te} relative concernant la protec-
tion de l'économie nationale et le mouvement
actuel

Il rappelle qu'on fait la supposition
surtout la femme américaine l'Unité l'axe
et qu'elle a pour objet d'empêcher le con-
traire d'être d'indiscrètement que d'aucunement à
celles du profit du vendeur, se dant au bailleur
de marchandises, ouais, accueillis etc. un véri-
table monopole défait.

La situation de la pop^u commerciale en
l'année publique fut éprouvée de la de nouvelles
cell. Les qui fut sauver l'ordre pop^u et la
l'ordre de l'opinion.

Depuis M. Lefas a présenté, au nom
de cette com.^{te}, un avis qui substitue à la
nullité des contrats d'énormement, un
texte prévoyant l'impléant la nullité
de la clause comportant toute action de
matériel aboutissant au monopole effectif.

M. J. Rose propose l'adoption des principes contenus dans l'avis de M. Lefas mais demande que le vote se prenne par ordre de priorité ne soit que de deux au lieu de trois, comme le demande M. Lefas.

Cependant, après discussion au com. ce
rapport a été unanimement rejeté à l'unanimité,
celui qui justifie le droit de laisser, —
Hemery, Mr. très apte à avoir
le droit de laisser — D'autre part, Blanc
le droit à sa opinion pour supprimer les
sanctions pénales proposés par les seuls, la

172

nullité de la clause de caution ^{leur} paraitrait
suffisante

M. J. Bosc est autorisé à déposer un rapport
supplémentaire.

Statut moderne du travail
et proposition Maulin
sur la Charte du Travail

M. Paul Jacquet, rapporteur présente un exposé de
la question qui ne constitue, dit-il, pour la
nouvelle qu'un premier rapport d'information.
Il examine en 1^{er} lieu le projet de
l'embauchoir et le licenciement. Il maintient
que le point distingue entre les entreprises de
moins de 10 ouvriers, pour lesquelles rien n'est
changé et celles comportant plus de 10 ouvriers
pour lesquelles en ce qui concerne l'embauchoir
il y a obligation de s'adresser à un office
public de placement à moins qu'il n'y ait un
bureau patronal, créé par l'entreprise, sous le
contrôle du ministère du travail. C'est la
système de la liberté contrôlée.

Pour les concessionnaires de services publics ou
entreprises publiques, - aucune liberté.

Sur l'interrogation de M. Oueré, M. Jacquet
répond que le régime n'intéresse que les affaires
relatives aux assurances sociales.

Pour le licenciement - l'individu ou
collectif, et comporte l'obligation d'un règlement
rédigé. L'art. 4, de plus, crée la délit de
violation de liberté syndicale, mais avec
mensure et l'existence des patrons. Art. 8
au cas de conflit ne du licenciement, sous
la tutelle de l'arbitrage.

A ce texte M. Jacquet oppose la
prop. Maulin qui distingue entre les
entreprises de plus de 10 salariés et celles de
moins de 10 salariés. Tous les pouvoirs

regime de liberte collective (art. 12 et 13)
 - affichage de l'ombrevillage et des desfen-
 banchage - L'engagement individuel ne
 peut pas avoir de reflexion administrative
 et l'engagement collectif pour lequel l'art.
 14 est de ces reflexions individuelles.

Sur ces resolutions de la liberte syndicale,
 il n'y a plus de lit, mais quatre, deux et ce,
 nous plus subissant et l'union des deux
 parties. M. Jacquinet estime la definition
 M. Maubien excellente et propose le texte
 suivant. Il est par la de la loi.

M. Jacquinet examine ensuite rapor-
 tements les projets sur le procedure de
 conciliation et d'arbitrage qui lui paraît
 suffisamment temperée par l'institution des
 recours au conseil d'Etat et l'homologation de
 la sentence par ce dernier.

Passant au projet des Statuts Locaux
 de la greve il remarque que celle-ci est
 reglementee des le debut par la loi. Il n'y a
 y avait vote a bulletins secrets, renouvelé
 toutes les semaines au cas de majorite pour
 la greve. En ce cas également, neutralisation
 de l'usine. Au cas de vote negatif, la
 reprise du travail est sanctionnee par des
 dispositions penales - priés d'ailleurs de faire
 gerner pour toute atteinte à la liberte de
 travail.

M. Jacquinet fait observer que le projet
 laisse inamovibles subsister de faire illogique
 le droit de greve, alors que la definition est plus
 contre la greve - le texte est M. Maubien
 a fait lui paraît encore repeter en
verbal (art. 118 f.) la greve illogique.

Il est partisan de declarer illogique
 toute greve existant à l'initiative de la
majorite verbalisee des ouvrier.

M. Thoury fait observer qu'il

cas de neutralisation des usines, et j'aurais cependant
la main libre l'avis du bureau.

M. Jacques termine son exposé par une indica-
tion des règles concernant les confusions collectives
et l'établissement d'un contrat type pour
les où aucun accord n'est intervenu au bout
d'un mois; et enfin, en ce qui concerne la délégation
d'usines, par les règles les concernant à l'occasion
des nominations au bulletin secret, en même temps
que de l'indication des dispositions permettant
la répression pour exercice provisoire.

M. Jacques ajoute qu'il a fait à son
exposé qui permettra à la Commission d'avoir une idée
générale des projets gouvernementaux et qu'il
comprend naturellement d'attendre le vote de la
Commission - qui modifiera certainement beaucoup
des points de l'exposé gouvernemental. L'essentiel
est que le vote de ces projets aboutisse en-
fin à rétablir la paix sociale et plus de
confiance entre le patronat et la classe ouvrière.

M. Appréhensif remercie M. Jacques de cet exposé.
La séance est levée à 17 heures et demie.

Le Président
Séance du mardi 22 février 1938

Présidence de M. Camille Chautemps, pré-
sident du Conseil, de M. François, ministre d'Etat, et de
M. Ramadier, ministre du
travail.
Séance ouverte à
16 h 45
Présidence de M. Durand

Présents:

M. M. Durand, Boncher, Tourtes, Decroix, Jacques, Amat,
Tétre, Perrier, Coty, Escaudé, Coty, de France,
Ouvré, Forger, Lévy, Roussel, Hennery,
Laforest, Malbecq, Combes, Léop. Robert,
Prérogé.

Conciliation et arbitrage

M. le président du Conseil expose le point de

sur le gouvernement & demandant à la
Com^{te} de voter le texte adopté par la chambre,
sans y apporter de modifications trop nom-
breuses, tout au moins en ce qui concerne
le fond, de façon que le projet puisse être
promulgué définitivement par le 18 février.

Des questions sont posées à M. le président du
Conseil qui répond.

Le Comité s'ajourne au lundi.
mais pour choisir le texte de la chambre
article par article et arrêter celui qui sera
soumis à l'approbation du Sénat.

La séance est levée à 19 heures.

Nota. La sténographie de la présente séance figure
en annexes aux archives de la Com^{te}.

Le président

Pour

Séance du mercredi 28 février 1938

Présidence de M. Daroux.

Présents: M. Daroux, Amat, Jacquie, Firo,
Manceau, Mando, Roussel, Thaumeyr, Robet,
Comusset, Leprieux, Lignier, Luy, Ours, Fuyet,
Baudet, Laffont, Pétég, Hennessy, Escande,
Coty, Carriot, Jantier, Lourtier.

La séance est ouverte à 10^h 1/2 des matin
Conciliation & arbitrage

M. Jacquie, rapporteur, examine le
texte de la chambre article par article
en comparant ce texte au texte pri-
mitif du gouvernement.

Après une suspension momentanée
à midi 1/2 la discussion reprend à

176

*14 heures et finalement, la Commission a arrêté
le texte suivant, apportant des modifications
aux numéros 6 et 8 de la loi de 1927 :*

Article premier

L'article 31 ^{ve} du Livre Ier du Code du travail est modifié et complété ainsi qu'il suit :

"6° Les procédures de conciliation et d'arbitrage suivant lesquelles seront réglés, en conformité de la présente loi, tous différends collectifs du travail qui pourront s'élever entre les employeurs et les travailleurs du commerce et de l'industrie soumis aux obligations de la convention.

.....
"8° La stipulation de délais maximum qui ne pourront pas dépasser un mois pour le règlement de chaque différend, et 8 jours pour chaque phase de la procédure."

Art. 2

Les dispositions de la convention collective de travail, relatives aux procédures de conciliation, doivent prévoir la constitution d'une commission paritaire de conciliation devant laquelle sera porté tout différend collectif du travail qui n'aura pu être réglé par les parties dans le délai fixé par la convention.

La commission paritaire de conciliation peut être saisie soit par les parties, soit d'office par le préfet. Elle est présidée par ce dernier ou par son représentant.

En cas de non conciliation, le procès-verbal des séances de la commission doit mentionner l'objet du différend et les points soumis à l'arbitrage.

Art. 3

La convention collective de travail doit prévoir la désignation par chacune des parties d'un arbitre nommé pour la durée de la convention et d'arbitres suppléants. Les arbitres seront saisis de plein droit des conflits qui n'auront pu être réglés par la commission de conciliation dans le délai fixé par la convention.

Seuls peuvent être désignés comme arbitres ou surarbitres les citoyens français jouissant de leurs droits civils et politiques.

Art. 4

La convention collective doit prévoir l'établissement d'une liste de surarbitres dressée d'un commun accord entre les parties et comprenant au moins cinq noms.

Si, dans le mois qui suit la passation ou le renouvellement de la convention collective, les parties n'ont pu se mettre d'accord sur l'établissement de la liste des surarbitres, cette liste sera dressée ou complétée d'office par le premier président de la Cour d'Appel dans le ressort de laquelle la convention est applicable.

Art. 5

A défaut de solution du conflit par les deux arbitres dans le délai fixé par la convention collective, un surarbitre est choisi par eux, ou, faute d'accord entre eux, par le premier président de la cour d'appel, sur la liste des surarbitres établie conformément aux prescriptions de l'article précédent.

Art. 6

177
Un règlement d'administration publique déterminera les modalités de la procédure de conciliation et d'arbitrage, applicable aux entreprises commerciales et industrielles pour lesquelles cette procédure n'aurait pas été fixée par une convention collective de travail, et, aux conflits s'étendant à plusieurs entreprises qui ne seraient pas régies par la même convention collective du travail.

Art. 7

Les dispositions des articles précédents sont applicables aux procédures engagées avant la promulgation de la présente loi en ce qui concerne la partie de ces procédures non encore accomplies.

Art. 8

Les procédures de conciliation et d'arbitrage s'appliquent notamment, en cas de variation notable du coût de la vie, au règlement des différends nés des conséquences de cette variation et ayant trait à la révision des clauses relatives aux salaires contenues dans les conventions collectives en cours.

Dans le cas sus-mentionné et si la variation accusée par l'indice officiel trimestriel du coût de la vie pour une famille ouvrière de quatre personnes à Paris est d'au moins 12 % depuis la date d'établissement des salaires en cause, les arbitres ou le surarbitre doivent réajuster le salaire de base constituant le minimum vital en proportion de la variation de l'indice dans toute la mesure compatible avec la situation de l'économie nationale ou de l'industrie à laquelle appartient l'entreprise où s'est produit le différend.

Les mêmes règles s'appliquent aux allocations familiales.

Art. 9

Si l'une des parties soutient que le différend n'a pas un caractère collectif, les arbitres ou le surarbitre se prononcent sur leur compétence, soit par une sentence préalable à la sentence sur le fond, soit par une disposition spéciale de cette dernière sentence.

Art. 10

Les sentences arbitrales et surarbitrales doivent être motivées.

Elles ne sont pas susceptibles d'appel et ne peuvent pas faire l'objet d'un recours, soit devant la Cour de Cassation, soit devant le Conseil d'Etat statuant au contentieux.

Les parties pourront, dans les trois jours francs à dater de la notification de la sentence, former, devant la cour supérieure d'arbitrage, un recours motivé pour incompétence, excès de pouvoir ou violation de la loi.

Ces recours ne sont pas suspensifs.

Art. 10 bis

La Cour supérieure d'arbitrage, dont les membres sont nommés par décrets, est composée :

Du vice-président du conseil d'état ou d'un président de section au Conseil d'Etat, président;

De deux conseillers d'Etat;

De deux hauts magistrats de l'ordre judiciaire et de deux hauts fonctionnaires de l'Etat en activité ou en retraite;

D'un représentant patronal et d'un représentant ouvrier désignés par la Commission permanente du Conseil national économique. 18

Quand la Cour supérieure d'arbitrage prononce l'annulation d'une sentence surarbitrale, elle procède à la désignation d'un nouveau surarbitre.

Art. 10 ter

La sentence arbitrale ou surarbitrale sera notifiée aux parties dans les 24 heures de sa date par les soins de l'un des arbitres ou du surarbitre.

Elle sera revêtue de la formule exécutoire par le président du tribunal civil dans le ressort duquel la sentence a été rendue. A cet effet la minute lui en sera transmise dans les 24 heures de sa date par l'un des arbitres ou par le surarbitre.

L'expédition de la sentence revêtue de la formule exécutoire sera obligatoirement délivrée à réquisition de la partie qui voudra poursuivre l'exécution de la sentence.

Les arrêts de la Cour supérieure d'arbitrage et les sentences surarbitrales rendues sur le renvoi qu'elle aura prononcé seront publiés tous les trois mois au Journal Officiel.

Art. 10 quater

Des décrets rendus en Conseil d'Etat dans le mois de la promulgation de la présente loi détermineront les modalités d'application des articles 10 et 10 bis, notamment les conditions d'organisation et de fonctionnement de la cour supérieure d'arbitrage et de son secrétariat.

Les dispositions de l'art. 10 ter sont applicables aux sentences rendues par les commissions arbitrales fonctionnant en vertu de l'article 29 d du livre premier du Code du travail

Art. 11

Les dispositions des art. 10, 10 bis, 10 ter et 10 quater ne seront applicables qu'aux sentences arbitrales et surarbitrales rendues après la promulgation de la présente loi.

Art. 12

Lorsqu'une sentence arbitrale devenue exécutoire porte sur l'interprétation des clauses d'une convention collective existante ou sur les salaires, cette sentence, sous réserve

du dépôt prévu par l'article 31 c du livre Ier du Code du Travail, produira les effets d'une convention collective de travail.

Art. 13

Tous les actes nécessités par l'application de la présente loi sont dispensés des formalités et de frais, en particulier de timbre et d'enregistrement.

Art. 14

Sont abrogées toutes dispositions contraires à la présente loi.

Art. 15

Les dispositions de la présente loi sont applicables dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle.

Un décret déterminera, dans le délai d'un mois, les conditions de leur application en Algérie.

Commerce, Industrie, Travail et Postes.

MM.

Paul LAFFONT.

LEDERLIN.

Moïse LÉVY.

Victor LOURTIES.

Anatole MANCEAU.

MANDO.

Eugène MULLER.

Albert OUVRE.

PERDRIX.

PÉZIÈRES.

PRESSEQ.

Adrien RICHARD.

Léopold ROBERT.

Maurice de ROTHSCHILD.

Edouard ROUSSEL.

SIGRIST.

Robert THOUMYRE.

TOY-RIONT.

ERSET.

ART.

GRANDMAISON.

NESSY.

UIER.

Le rapport de M. Jacquier et le texte ainsi libellé
 étant adoptés, la séance est levée à 18^h 30

Le Président

Jacquier

Séance du 7 février 1938

Présidence de M. Duron

Présents, Mlle. Duron, Jacquier, Secroze, Orun;
 Escamez, Carlier, Müller, Agrist, Maudo,
 Loty, Fère, Bender, Amat, Trojet.
 Couvrot, ce fraudement -

M. Maulion assiste à la séance.

La séance est ouverte à 9^h du matin.

Conciliation et arbitrage.

La Commission examine les amendements
 présents et adopte d'unanimité
 les résolutions suivantes:

Amendements

MAULION -	Article 1er (n°4)	accepté seulement in fine
CHAUMIE -	Article 2 (n°49)	acceptable par la Commission
MAULION -	id (n°5)	retiré
-	Article 3 (n°6)	retiré
-	Article 4 (n°7)	discussion renvoyée avec l'art.6
-	Article 6 (n°8)	nouvelle rédaction acceptée par la Commission
CHAUMIE -	Article 6 (n°27)	attendre le vote sur l'amendement Maulion
MAULION -	Article 7 (n°9)	retiré
-	Article 7bis (n°10)	rejeté par la Commission
MAULION -	Article 9 (n°12)	retiré
-	Article 10 (n°13)	retiré
		ces amendements sont remplacés par ceux portant les Nos 46 et 47 de M. PERNOT, acceptés par la Commission
MAULION -	Article 10 (n°14)	accepté par la Commission
-	Article 10a (n°15)	retiré - on lui substitue l'amendement Chaumie
-	Article 10bis (n°16)	retiré - remplacé par amendement Pernot n°48

COTY	- Article 10 a (n°41)	en réserve si l'amendement Chaumié n'est pas voté
COTY	- Article 10 a (n°42)	accepté avec modification de ré-
BOIVIN-CHAMPEAUX	- Article 10 (n°44)	rallié à l'amendement Pernot
MAULION	- Article 10bis (n°18)	accepté
-	- Article 10 ter (n°19)	accepté
-	- Article 10 ter (n°20)	retiré
BROM	- Article 11 (n°26)	repoussé
CHAUMIE	- Article 11 (n°31)	repoussé
MAULION	- Article 12 (n°21)	accepté
-	- Article 12bis (n°22)	maintenu (opinion de la Commission réservée)
-	- Article 12ter (n°23)	retiré
-	- Article 12 quater (n°24)	disjoint

La séance, suspendue au moment de la
séance publique, est reprise à 20^h45.

La Commission repousse l'amendement de
Mr. Chamamus, accepte un autre présenté par
Maulion et l'art 6 - et l'art 8 accepte un texte
comportant le taux de 10% au lieu de 12%.

La séance est levée à 21^h30.

Le Président

Séances du 28 février au 4 mars 1938

La Commission siège, en permanence, au
28 février au 4 mars, durant les interruptions
de séances publiques, pour examiner le
projet de la conciliation et l'arbitrage, pendant
la nuit.

Après la 4^e nuit, la chambre
ayant adopté le texte de l'article 8 pro-
posé par la Com.ⁿ, ainsi libellé :

ARTICLE 8

Les procédures de conciliation et d'arbitrage s'appli-
quent notamment en cas de variation notable du coût de la vie au
règlement des différends nés des conséquences de cette variation,
ayant trait à la revision des clauses relatives aux salaires conte-
nues dans les conventions collectives en cours.

F. S. S.

La demande en revision est recevable si la variation accusée par l'indice officiel du coût de la vie est d'au moins 5% par comparaison avec l'indice arrêté à la date la plus voisine de celle où ont été fixés les salaires en cause.

Les arbitres ou le surarbitre doivent, en ce cas, proportionner à la variation constatée les salaires dont cette variation rend la modification nécessaire ainsi que les allocations familiales, à moins que soit rapportée la preuve que cet ajustement est incompatible avec les conditions économiques de la branche locale, régionale ou nationale d'activité économique pour laquelle a été formulée la demande d'ajustement.

Dans ce dernier cas, les salaires seront fixés par les arbitres s'ils sont d'accord, ou, à défaut d'accord par le surarbitre au niveau compatible avec les possibilités de la branche locale, régionale ou nationale d'activité économique pour laquelle a été formulée la demande d'ajustement.

Sauf accord entre les parties pour le choix d'un autre indice, l'indice pris en considération est l'indice officiel trimestriel du coût de la vie pour une famille ouvrière de quatre personnes dans le département du lieu du conflit. Cet indice officiel sera contrôlé par une commission spéciale présidée par un haut fonctionnaire de la Cour des Comptes.

Si, dans ce département, l'indice officiel visé ci-dessus n'existe pas, la comparaison sera faite en prenant pour base la moyenne de ces indices dans les départements limitrophes.

La revision des salaires et des allocations familiales ne pourra être effectuée que tous les six mois à moins que la hausse de l'indice considéré atteigne 10%, auquel cas la revision pourra intervenir aussitôt connu l'indice.

Lorsque la demande de revision sera de nature à exercer des répercussions sur des contrats conclus par l'Etat ou par des collectivités publiques, les industriels et commerçants que concernera cette demande devront en donner avis au service public intéressé pour lui permettre de soumettre à l'arbitre toutes observations utiles.

*il ne reste plus en discussion entre les deux
assemblées que les articles 1^{er}, 6 et 10⁺.*

*La chambre, par son 6^e vote, accepte
les articles 6 et 10 A. proposés par le Sénat.*

*Seul, l'article 1^{er} reste en discussion.
Le différend porte sur les mots "du com-
merce et de l'industrie" figurant à l'article
1^{er}, au 6^e... "et" sur le dernier
alinéa ainsi libellé (amendement Pernot-
Coty). »*

Les règles relatives à l'embauchage et au licenciement ainsi que celles concernant le statut des délégués du personnel ne peuvent être fixées que par la loi ou par l'accord des parties.

alinéa que la chambre a supprimé.

Une dernière commission a lieu
le vendredi 4 mars, à 9 h $\frac{1}{2}$ du matin,
pour entendre M. le ministre du travail.

Sont présents: M. Duroux, président, Amat,
Colij, Devoze, Jacques, Escande, Combarad,
Frogot, Hennessy, ouvroir J. Godart, Lypriest,
Mando, L. Robert, Epoy. Présent.
M. Chammie assiste à cette réunion.

Audition de M. Ramadier,
ministre du travail

M. le président donne tout d'abord la parole à
M. le ministre du travail qui estime que la
différence portant sur les mots "du commerce et de
l'industrie" n'est qu'une divergence de forme,
car le texte se réfère, en effet, à l'art. 31 ^{du Code de travail} et qui
n'est applicable qu'au commerce et à l'industrie, en
l'art. 31 du Code du travail n'est pas modifié.

Quant au dernier alinéa de l'art. 1^{er} posant
les règles relatives à l'arbitrage et au licenciement,
ce que veut le Sénat c'est créer une
déposition d'autorité à la fois législative et
rationnelle.

Or, la loi, s'il elle sera votée, aura un
caractère d'ordre public.

Quant à l'autorité rationnelle, s'il y a des
arbitres, il y a une sorte d'arbitrage
qui statue sur les recours
des exposés de pouvoirs et à la requête du ministre
sur les recours formés par lui-même contre une
décision arbitrale ou les arbitres.

Or le texte de l'art. 7 bis infirme (amendement
Maulin-Dorme, d'autre part, tout apaisement avec
parties elles-mêmes, puis si il prévoit également
leur recours.

En fait, s'il y a une contestation sur le
bauchage et le licenciement, avec un barrage
absolu en ce qui concerne l'arbitrage, il ne

reste plus que le recours à la force. Mieux vaut
que les arbitres se soient portés par des décisions
très trop restrictives & qui n'ont au moins la
possibilité de donner des conseils.

Résumant les votes actuellement votés
M. le ministre montre que la chambre a
donné satisfaction au Sénat en écartant
l'application et l'oppression et aux propositions
libérales, - une loi s'ouvrant d'intérêt véritablement
nouveau - que les points de vue se sont ainsi rappro-
chés, ce qui concerne l'école-maternelle et
le contrôle des arbitres de l'entreprise. Sur
ces points importants, le gouvern^t a posé la question
de confiance à la chambre. Une seule dissen-
sance reste encore en ce qui concerne l'ar-
ticle 1^{er} pour l'embauchage et le licen-
ciement. M. le ministre croit avoir
montré que le désaccord n'est pas aussi
fondamental qu'on l'imagine. Il appartient
maintenant au Sénat de reprendre à l'esprit
de conciliation montré par la chambre par
un esprit de transaction analogue et il
demande à la Com^e d'adopter le texte de
la chambre pour l'art. 1^{er}.

M. Jacquier, répondant à l'appel de
M. le ministre du Travail donne lecture de
son rapport et conclut à l'adoption des
propositions de M. Rausadier.

M. Degré déclare qu'ayant fait
preuve d'une grande conciliation dans toutes les
discussions précédentes il ne peut cependant,
sur ce point spécial de l'art. 1^{er}, suivre le
rapport; il se regrette d'avoir voté par consé-
quence le texte de la chambre.

M. le Président met aux voix, à la fois la
conclusion de M. le rapporteur et le texte de l'art.
de 1^{er} voté par la chambre. (Le texte et la conclusion de
M. Jacquier sont adoptés à la majorité.)

La séance est levée à 5 heures 1/4
pour le Président,

Conduites de voitures publiques

M. J. Godart demande que soit posée la question préalable sur le projet relatif aux conducteurs de voitures publiques. (Statut des chauffeurs et taxis), ce projet n'ayant pas maintenant, ce raison d'être.

Il en est ainsi décidé.

Ouverture de nouvelles boulangeries

M. Justin Godart demande à la Commission d'urgence mercredi prochain, entendre le Syndicat patronal & le Syndicat ouvrier de la boulangerie sur le projet relatif aux nouvelles réglementations de l'ouverture de nouvelles boulangeries.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 13 heures

Le président,

Stur

Séance du mercredi 16 mars 1938

Présence de M. Bender,

vice-président

Présents: M. Bender, Couvent, Escande, Gautier, Caillier, J. Godart, Hennessy, M. L. L. Müller, Mando, Bure.

Excusés: M. Durand.

La séance est ouverte à 18 h 30.

Nomination d'un rapporteur

M. Müller est nommé rapporteur d'une proposition de résolution tendant à la protection des maîtres d'œuvre nationaux.

Réglementation de l'ouverture de nouvelles boulangeries

M. J. Godart, rapp^{or}, rappelle que le projet vise l'ouverture de nouvelles boulangeries, mais pas à l'interdire de façon absolue l'ouverture de nouvelles fourneaux de boulangerie, mais, bien loin de réaliser un monopole au profit de ceux actuellement existants, il réglemente seulement cette ouverture, en la subordonnant à une autorisation préfectorale, donnée après avis d'une commission spéciale où seront représentés tous les intérêts.

Et que tout le projet a été mis fin aux abus d'une spéculation honnête qui s'exerce par l'intermédiaire d'agences locales, à qui les boulangers versent souvent de fortes sommes pour éviter que des fourneaux nouveaux ne viennent les concurrencer. Sur cette question, d'ailleurs, patrons et ouvriers sont d'accord, et demandent unanimement le vote du projet.

La Commission entend alors une délégation composée de : Mlle. Férès, présidente de la Confédération nationale de la Boulangerie française, Guillot, président du Syndicat national de la Boulangerie de Paris et de la Seine, Bouillon, secrétaire du Syndicat des ouvriers boulangers de la région parisienne.

Tous deux reprenant les arguments déjà exposés en partie par M. J. Godart, les membres de la délégation s'attachent à démontrer qu'il existe en fait toutes sortes de agissements répréhensibles d'individus et d'agences qui ne visent dans la multiplication incessante de boulangeries qu'une occasion de spéculation. Ce qui le démontre c'est que malgré l'augmentation du nombre de fourneaux de boulangerie passés, dans la Seine seulement, de 3000 en 1919 à 4100 présentement, la production de pain a considérablement diminué, ainsi, d'ailleurs, que le nombre de ouvriers boulangers.

Si le projet est voté, affirment les membres de la délégation, unanimes sur ce point, il en résultera un avantage certain de la

proposition.

Après avoir répondu à diverses questions
posées par M. de Escouble, Humezay, Ligny, Ombé,
les membres de la délégation se réunissent en last.
saut à la Commission un document sté-
tylographié contenant l'essentiel des déclara-
tions qui y ont été produites.

Après le départ, la Commission, à la
suite d'une brève délibération, émet à
l'unanimité un avis favorable aux
conclusions de M. J. Goutart qui est acce-
pté à l'unanimité et la préscription à
l'ordre de jour du Sénat.

La séance est levée à 17 heures

Le président,

En annexe :

Complément d'informations
et réponses aux objections
apportées au Sénat

Bordeaux

Document signé de
M. de Guillot,
président du Syndicat
national de la
boulangerie
et Pâtisserie,
secrétaire des Syndicats
des boulangers
de la région parisienne.

MM/MM

Ministère
du Commerce et de l'Industrie

République Française

Cabinet
du Ministre

Paris, le 20 décembre 1937

A.C.I.

*Remise à la
Loi du 15.12.1937*

Monsieur le Président,

Conformément à la demande que vous avez bien voulu formuler, j'ai l'honneur de vous adresser ci-joint copie de la lettre par laquelle M. PIKETTY, Président du Tribunal de Commerce de la Seine, expose les conditions dans lesquelles est appliquée la loi du 17 juillet 1937 réglant la situation des débiteurs de billets de fonds, ainsi que le décret du 25 août suivant développant la conciliation prévue par cette loi.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération et de mes sentiments distingués

LE MINISTRE
DU COMMERCE & DE L'INDUSTRIE,

Monsieur le Président
de la Commission du Commerce
du Sénat.-

J. L. Mays

TRIBUNAL
de COMMERCE de
la SEINE

PARIS le 8 Décembre 1937.

Cabinet du
Président

Monsieur le Ministre,

Par lettre en date du 26 Novembre 1937, sous le timbre de la Direction des Affaires Commerciales et Industrielles, vous m'avez demandé de vous fournir une documentation contenant les éléments de réponse à une question écrite par Monsieur Joseph DENAIS, Député, sur la "manière dont a joué la loi du 17 Juillet 1937 réglant les conditions des débiteurs de billets de fonds".

X
J'ai l'honneur de vous rendre compte que cette loi n'a donné lieu qu'à 116 placements à l'audience du tribunal pour le simple motif que le décret du 25 Août exigeant la conciliation préalable, les demandeurs ont procédé par voie de requête.

Les 116 placements se trouvent dans les situations suivantes:

- 16 désistements;
- 35 renvois en conciliation devant le Juge-délégué;
- 1 d° devant arbitre;
- 1 jugement d'incompétence;
- 2 remises;

le reste en cours d'instance en attendant les décisions du juge-délégué sur requêtes déposées d'autre part.

Les requêtes déposées par application du décret sont au nombre de 9330.

Du 15 au 30 Novembre, 1593 affaires ont été sorties du rôle, dont:

- 591 sont en cours d'instance;
- 468 ont donné lieu à un procès-verbal de conciliation ou à une décision d'amiable compositeur (qui dans la pratique consacre le plus

souvent un accord, en réglant seulement des points de détail);
134 renvoyées devant le tribunal pour être jugées à défaut de conciliation et sur refus d'une des parties de laisser le juge rendre une sentence d'amiable compositeur.

Ces récusations sont très nombreuses mais le plus souvent ne sont faites que la veille ou le jour même de l'appel de l'affaire devant le Juge, elles atteignent une proportion d'environ 80 % dans les causes en cours d'instance.

Mais dans la pratique, j'ai voulu éviter pour ces audiences toute mise en scène et les plaideurs qui ont toute facilité pour expliquer leur affaire au juge, qui se rendent parfaitement compte que ce juge les comprend et est qualifié pour la haute mission que le décret lui a confiée, rétractent leur récusation 3 fois sur quatre.

De telle sorte que le décret nous permet actuellement de concilier et tous cas de terminer heureusement 80 affaires sur 100; cette proportion a, du reste, encore tendance à augmenter, les résultats obtenus encourageant les parties à en terminer ainsi sans procès long et ruineux.

J'ajouterai, mais ce n'est qu'une impression personnelle, que dans les affaires renvoyées devant le Tribunal, cette procédure de conciliation portera encore des fruits, car elle prépare, le plaideur intransigeant à une conciliation qui se produira devant le Tribunal.

Quatre décisions du Juge ont été portées devant le Tribunal qui en a réformé deux, non pas ^{parce} que le Juge s'était trompé, mais parce que les débiteurs avaient fait des offres de payer pour éviter une résolution de la vente.

/...

J'ai su que des groupements avaient protesté auprès de vous sur la façon dont le Tribunal interprétait la loi du 17 Juillet, mais ce sont des protestations anticipées car le Tribunal n'a pas encore rendu de jugements.

J'ai l'impression, au contraire, et votre Directeur, Monsieur DUNAN, qui a assisté à une de ces audiences a pu vous en rendre compte, que la procédure du décret-loi a calmé l'effervescence et que les plaideurs ont cessé de polémiquer autour des textes, pour accepter simplement les solutions que les faits imposent à ceux qui ont le désir d'en terminer équitablement - c'est le plus grand nombre (80 %).

J'ai entendu dire aussi qu'on accusait le Tribunal de négligence - or, je n'ai pas pu distraire pour ce service plus de 20 magistrats mais ceux-ci font leur devoir et il faut considérer la difficulté de ces affaires et la nécessité d'agir avec patience tant que les plaideurs ne sont pas convaincus que le Juge a parfaitement compris dans tous leurs détails, les longues explications qu'ils tiennent à faire entendre.

Du reste, la situation actuelle, quoi qu'en dise, n'est plus scandaleuse, car depuis la loi du 17 Juillet, les acheteurs sont tenus de respecter les échéances fixées par le juge-délégué de la loi du 29 Juin 1935.

Je n'ai cessé de dire aux délégations qui sont venues me voir, de groupements de tiers porteurs, de vendeurs ou d'acheteurs que désormais le Tribunal appliquerait systématiquement et sans faiblesse la loi du 17 Mars 1909 en ordonnant la vente du fonds aux enchères publiques chaque fois que l'acheteur ne respecterait pas ces échéances.

Tous les intéressés le savent et pratiquement les paiements ont repris - ce qui du reste a beaucoup calmé les esprits et facilité l'oeuvre de conciliation qui nous a été confiée.

Avant le 15 Novembre, certains parlaient encore de retourner devant le Parlement pour demander de nouveaux textes, mais il est probable qu'après avoir constaté les résultats obtenus grâce au décret dans la première quinzaine de jurisprudence, tous y renonceront.

Daignez accepter, Monsieur le Ministre, l'hommage de mon respectueux dévouement.

LE PRESIDENT DU TRIBUNAL

Signé:

P. Kell

Monsieur Fernand CHAPSAL
Ministre du Commerce.

REGLEMENTATION des OUVERTURES de BOULANGERIES

*****o:O:o*****

Janvier 1938

=====

COMPLEMENT D'INFORMATIONS
& REPONSES AUX OBJECTIONS APPORTEES AU SENAT

contre le vote du projet de loi
réglementant les ouvertures de boulangeries

présentés par

le Syndicat Patronal de la Boulangerie de Paris & de la Seine
& le Syndicat des ouvriers boulangers de la région parisienne.

-----o:O:o-----

Tout d'abord, nous rappellerons que, depuis 1922 jusqu'à ce jour, 995 boulangeries nouvelles ont été ouvertes dans Paris et le département de la Seine, soit une augmentation de 32 %.

Aussitôt après le vote du projet de loi par la Chambre des Députés, (19 Mars 1936) et jusqu'à son renvoi à la Commission du Commerce du Sénat, (séance du 16 Mars 1937), la cadence des ouvertures s'est sensiblement ralentie, les spéculateurs craignant que la loi ait un effet rétroactif.

Malheureusement, quelque temps après la décision du Sénat, nous avons assisté à une très vigoureuse reprise, notamment depuis le 1er Juillet de cette année. Nous enregistrons en effet, depuis cette date, 32 installations nouvelles. Hélas! comme la plupart des précédentes, et beaucoup moins encore, ces installations nouvelles ne se justifient en aucune façon.

Alors qu'il y a 4 ou 5 ans, on voyait encore certaines ouvertures se faire dans des quartiers nouveaux ou agglomérations nouvelles, tels que constructions nouvelles à l'emplacement des anciennes fortifications, immeubles à bon marché ou à loyers modérés, localités de banlieue ayant pris un développement inattendu, centres insuffisamment ravitaillés, etc... nous voyons maintenant, et surtout depuis ces trois dernières années, s'ouvrir des maisons un peu partout, au

*Annexe
(H'ance au
16 Mars
1938)*

hasard, aussi bien dans des rues dénuées de toute activité commerciale et par conséquent sans avenir, que dans des carrefours déjà surchargés de boulangeries et vivant, de ce fait, difficilement, d'une fabrication et d'une vente considérablement diminuées.

Comme l'a parfaitement indiqué dans son rapport M. Justin Godart, " la plupart de ces nouvelles installations n'ont rien à voir avec le développement normal de la demande." Bien mieux, nous pouvons affirmer que, jusqu'ici, peu d'ouvertures ont été faites par de véritables boulangers, et qu'actuellement, les maisons nouvelles sont presque toutes créées par des spécialistes en cette matière, qui sont en même temps de véritables spéculateurs. (Nous apportons d'ailleurs, en annexe à cette note, avec une liste de ces spécialistes, des précisions sur leurs exploits).

Contrairement à ce que l'on pourrait croire, ces "spécialistes" n'ont pas créé ces installations à la demande de boulangers désireux de s'établir. S'il en était ainsi, rien ne serait plus normal. Au contraire, la plupart du temps, ils vendent le nouveau fonds, qui ne leur a jamais été préalablement commandé, les travaux à peine terminés, et dans des conditions de paiement sur lesquelles il vaut mieux ne pas insister... - ou encore, ils tiennent ou font tenir le nouveau fonds deux ou trois mois par des hommes de paille, juste le temps de trouver le client, c'est-à-dire le plus souvent un pauvre diable nanti de quelques économies, économies qui sombrent la plupart du temps dans l'affaire, ce qui donne alors la possibilité de reprendre et de revendre le fonds une deuxième fois.

A cette pratique, bien courante désormais, sont venus s'ajouter d'autres procédés dignes du " gangsterisme " le plus crapuleux.

Voici comment ces individus procèdent :

On cherche une boutique vide ou un pas de porte à acheter, naturellement le plus près possible d'une boulangerie quelconque, mais avant de conclure l'affaire, on vient trouver le propriétaire de la boulangerie la plus directement menacée, et si celui-ci, affolé, offre la forte somme, il ne subira pas l'ouverture. Souvent même, un bail a déjà été conclu avec le propriétaire de la boutique vide, et le boulanger menacé par le projet d'ouverture doit, en plus de la forte somme versée, prendre à sa charge le bail qui vient d'être conclu.

Est-il moral de supporter plus longtemps semblable spoliation ? Et cependant, il ne se passe pas de semaine que nous ne soyons mis au courant de ces infâmes procédés.

Il apparaît donc bien certain que les craintes exprimées par M. le Sénateur G. Pernod au sujet de l'impossibilité de s'établir qu'auraient les jeunes gens, au lendemain du vote de ces lois, sont exagérées. La plupart des 995 nouvelles installations citées plus haut n'ont pas été créées par des ouvriers boulangers faisant, en la circonstance, leur accession au patronat, mais, nous le répétons, par de véritables spéculateurs qui se sont enrichis et continuent à s'enrichir scandaleusement, au détriment de plusieurs milliers de commerçants honnêtes, laborieux, qui se demandent avec anxiété si cette situation, en se prolongeant, ne va pas les conduire tous à la plus effroyable des misères.

Même au point de vue matériel, comme l'a si justement rappelé le secrétaire du Syndicat des ouvriers boulangers, la corporation s'achemine, à ce train, vers un retour à l'époque la plus moyen-âgeuse, c'est-à-dire que ses moyens et ses forces s'amenuisent chaque

jour, bientôt elle n'aura plus la possibilité de suivre l'évolution du progrès matériel, pourtant indispensable à un métier qui, quoi qu'on en dise, est resté pénible. Ainsi, il est bien évident que la classe ouvrière sera la première à souffrir de cette situation, comme elle souffre déjà actuellement du congédiement d'un trop grand nombre d'ouvriers renvoyés de leur place par suite d'une diminution de fabrication occasionnée, bien entendu, par des ouvertures voisines de la Boulangerie qui les occupait.

Enfin, sur ce chapitre et du point de vue de l'hygiène particulièrement, n'y a-t-il pas lieu d'ajouter que, là encore, on assiste le plus souvent à un spectacle assez scandaleux. Beaucoup de maisons ouvertes ces dernières années l'ont été dans des conditions d'hygiène et de sécurité bien inférieures au passé, aussi paradoxal que cela puisse paraître. Pour la boutique, certes, jamais encore on n'avait assisté à pareille débauche de luxe, et cela se conçoit, étant donné le caractère purement spéculatif qui a présidé à toutes ces installations; mais pour le fournil ? le laboratoire ? Combien en connaissons-nous dont les tristes installations sont un véritable défi aux conceptions modernes de confort et de sécurité, cependant si largement répandues aujourd'hui.

D'autres inquiétudes se sont également fait jour du côté de M. le Sénateur G. Pernod, au sujet des possibilités d'ententes patronales et ouvrières au sein de la Commission prévue par la loi. A la vérité, ces inquiétudes ne sauraient être prises en considération, puisque le Préfet pourra toujours passer outre à l'avis de ladite Commission.

Enfin, faut-il rappeler que la loi projetée, d'une durée de 3 ans seulement, n'est pas un projet d'interdiction t o t a l e

d'ouvertures de nouvelles boulangeries, mais un projet de réglementation, dont le véritable but est de mettre un terme à l'état anarchique actuel. Il est bien évident que même après le vote de la loi, des ouvertures nouvelles pourront être autorisées là où le besoin s'en fera sentir, et qu'il ne viendra jamais à l'idée de personne d'y mettre obstacle.

MONOPOLE

=====

Comme l'a également fait remarquer dans son rapport M. Justin Godart, le terme "monopole" (beati possidentes pour être précis) employé par M. Pernod, ne peut être retenu, quelle que soit l'importance des boulangeries dans une région ou une autre, et moins encore à Paris par exemple, où l'on en compte plus de 4.000.

Un monopole s'exerce généralement au profit d'une marque, d'un trust, mais non pas au profit d'un ensemble aussi considérable de commerçants qui, non seulement ne dépendent pas d'une organisation centrale de répartition, mais bien au contraire revendiquent individuellement la plus large indépendance, dans le domaine de la fabrication et de la vente.

D'autre part, l'influence néfaste qui peut découler, pour la consommation, de la création d'un monopole, n'a pas ici à être envisagée, puisqu'à l'encontre de toutes les autres professions, le commerce de la Boulangerie s'exerce sous le régime de la taxe en vertu des lois de 1791 et 1924, lesquelles donnent aux maires et aux préfets le droit de fixer eux-mêmes le prix du pain, droit dont les uns et les autres se sont servis pour ainsi dire sans discontinuer depuis 1791.

Ainsi donc, en ce qui concerne la sauvegarde des intérêts des consommateurs, aucune inquiétude; il ne peut exister de monopole; ajoutons même que la réglementation des ouvertures ne peut que favorablement influencer le prix du pain. En effet, la loi du 31 Août 1924, en son article 4, dit ceci :

" Les prix-limites du pain seront établis en tenant compte du
" prix des farines, de leur rendement en pain, des frais de panifi-
" cation et du reste des frais généraux normalement applicables,
" ainsi que du bénéfice commercial ou industriel du vendeur."

Or les frais généraux sont précisément répartis sur une cuisson moyenne variant selon les départements et les régions. A Paris, par exemple, après une série d'enquêtes faites par les soins de l'Administration Préfectorale, en Janvier 1935, la cuisson moyenne ressortait à 4 quintaux 26 de farine par jour et par boulangerie, soit pour 3.120 boulangeries existant à cette époque :

$$4 \text{ qx } 26 \times 3.120 = 13.291 \text{ quintaux,}$$

pour l'ensemble de la population du département de la Seine. Actuellement, pour une population à peu près identique, le nombre des boulangeries est passé de 3.120 à 4.065, ce qui ramène malheureusement la moyenne de la cuisson journalière de chaque boulangerie à 3 qx 26 K.

Si l'on ajoute à cela la baisse considérable de la consommation du pain survenue depuis 10 ans et que personne ne saurait contester, on tombe bien au-dessous d'une moyenne de 3 (trois) quintaux par jour et par maison, soit une différence sensible de 126 kilos par jour, sans qu'il soit hélas! possible de compresser la plupart des frais d'exploitation.

Malgré cette chute vertigineuse de la fabrication moyenne, on peut affirmer, sans crainte de se tromper, que si le Sénat ne votait

pas le projet de loi, ce serait à brève échéance la certitude pour chaque boulangerie de descendre aux environs de 2 quintaux par jour, soit plus de 50 % de moins qu'en 1925. Ces arguments, extrêmement faciles à contrôler, sont, nous le pensons, plus éloquents que n'importe quel autre plaidoyer en faveur du vote de la loi. Ils démontrent simplement à quelle terrible catastrophe court la corporation, et cela, nous le rappelons, sans aucun profit pour personne.

Le total des frais généraux de la Boulangerie moyenne prise pour base en 1925 se chiffre actuellement à 161.984 francs, somme qui se trouve répartie sur une cuisson annuelle de 1.553 qx 57, alors qu'en réalité cette cuisson annuelle, par suite des ouvertures et de la diminution de la consommation, n'est guère que de 1.095 quintaux.

Le résultat, qui se traduit actuellement, après divers abattements, par une prime de cuisson de 81 frs par quintal, serait tout autre si l'on opérait sur les chiffres exacts, et la prime de cuisson ressortirait finalement à 115 frs 38.

$$\begin{array}{r} \text{Le prix du pain deviendrait : } 262 + 115,38 \\ \hline 130 \end{array} = 2 \text{ frs } 90$$

Aussi sommes-nous à la veille de demander que joue de nouveau, pour la boulangerie, la loi de 1924, et malgré cela, nous ne pourrions retrouver l'équilibre : le consommateur paiera son pain plus cher, et notre Corporation, qui ne peut vivre aujourd'hui que difficilement avec une cuisson de 3 quintaux par jour, et demain peut-être avec 2 quintaux, continuera à s'anémier jusqu'au jour où, incapable de résister, elle succombera devant la première grande attaque de l'industrialisation, grande pourvoyeuse ici-bas de chômage et de crise économique.

Voilà résumées, aussi succinctement que possible, quelques observations susceptibles d'atténuer assez sensiblement les craintes exprimées par certains membres de la Haute Assemblée.

En toute bonne foi, nous pensons que cette loi nouvelle, dont la durée envisagée n'est que de trois ans, ne peut qu'être favorable à l'intérêt général, comme l'a d'ailleurs indiqué le récent rapport de la Commission d'enquête à la production. En conséquence, nous demandons que le Sénat fasse diligence pour, sinon faire disparaître, du moins atténuer une situation douloureuse et déjà très largement compromise.

Pour le Syndicat Patronal
de la Boulangerie de Paris & de la Seine

F. Guigé
à l'ajour
00e 01-80

Le Président :

E. GUILLEE

Pour le Syndicat des ouvriers
boulangers de la région parisienne.

Le Secrétaire :

H. BOVILLE

Bot 71-41
B. du Travail
3. rue de Mâcon
Paris